

Le Liban

Une identité complexe au risque de l'Histoire

« Maison aux nombreuses demeures » selon Kamal Salibi, le Liban, héritier d'une histoire tout à fait particulière qui fit de lui un refuge montagnard en même temps qu'un carrefour où coexistèrent diverses communautés, est un jeune Etat né en 1920 sur les ruines de l'Empire ottoman de la volonté de la France, là où les nationalistes arabes rêvaient de construire une Grande Syrie qui avait vocation à l'englober. De tous les Etats arabes issus de la destruction de l'Empire turc, il est pourtant celui dont le tracé des frontières semble le mieux correspondre à l'Histoire et aux réalités géographiques et ethniques. Il s'est constitué autour d'un projet reposant sur trois paris. Celui de se revendiquer arabe tout en choisissant le modèle occidental de développement fondé sur l'existence du parlementarisme et la pratique du libéralisme économique. Celui de faire coexister pacifiquement des communautés religieuses ou ethniques forgées par l'Histoire dont les intérêts pouvaient se révéler contradictoires. Celui, enfin, de constituer un havre de paix et de prospérité – ce que résume la fameuse formule désignant le pays comme la « Suisse du Proche-Orient » – dans une région instable où s'affrontent l'entreprise sioniste et le nationalisme arabe, le modèle occidental et l'islamisme, sans oublier les rivalités opposant les divers acteurs régionaux (Syrie, Turquie, Egypte, Arabie saoudite et Israël) et les interventions de puissances extérieures telles que la France ou les Etats-Unis.

Sommaire :

- Un espace restreint mais très divers, une mosaïque de communautés
- De la côte phénicienne à la montagne-refuge des maronites
- De la conquête musulmane à la domination ottomane (VIIIe - XVIe siècle)
- Emergence et affirmation de l'identité libanaise (XVIe- début du XXe siècle)
- Le mandat français (1920-1943)
- Le Liban indépendant (1945-1975)
- Les guerres civiles (1975-1990)
- Une concorde civile introuvable ? (1990-2017)

Un espace restreint mais très divers, une mosaïque de communautés

Avec 10 452 kilomètres carrés et plus de 4,3 millions d'habitants, le Liban est un petit Etat du Levant dont la géographie apparaît marquée par une extrême diversité. A la fois maritime et montagnard, le pays se présente sur la carte comme un rectangle d'environ 210 kilomètres du nord au sud, sur environ 40 à 90 kilomètres de large. De Beyrouth à la frontière nord d'Israël ou à

Damas, il n'y a guère plus d'une centaine de kilomètres. Ce petit territoire correspond en effet à une fine bande littorale adossée à un double massif montagneux, le mont Liban, qui encadre – avec l'Anti-Liban situé plus à l'est – la vallée de la Bekaa. Etroite mais très fertile, la côte est la région la plus riche ; elle s'étend depuis la plaine du Akkar – adossée au Nahr el-Kébir qui forme la frontière septentrionale du pays – jusqu'aux régions de Sidon (l'ancienne Sidon) et de Tyr où elle vient buter sur la frontière israélienne. Le mont Liban se dresse à l'est ; il a donné son nom au pays puisque Loubnan viendrait du mot araméen *Laban* qui signifie « blanc ». Une dénomination sans doute liée à la neige couvrant les sommets de cette montagne qui culmine à 3 083 mètres au Kornet es-Saouda pour s'abaisser lentement vers le sud et les monts de Galilée. Au sud de l'Anti-Liban, le mont Hermon s'élève à 2 814 mètres. De nombreux cours d'eau creusent ces massifs calcaires où naissent deux fleuves principaux : l'Oronte (ou Nahr el-Asi), qui coule au nord vers la Syrie, et le Litani, qui traverse la Bekaa et rejoint la Méditerranée près de Tyr. Dans un Proche-Orient où les ressources hydriques sont rares et convoitées, le Liban peut ainsi faire figure de « château d'eau » régional.

Les unités orographiques s'organisent parallèlement à la côte, avec les deux chaînes de montagnes orientées nord-nord-est - sud-sud-ouest dont l'altitude moyenne est de 2 200 mètres et qui dominent la Bekaa située à 900 mètres d'altitude. Le mont Liban présente une double dissymétrie, entre l'est et l'ouest d'une part, le nord et le sud d'autre part. Son versant oriental est raide et abrupt alors que son versant occidental s'abaisse en paliers successifs correspondant à des plateaux irréguliers creusés de profondes vallées orientées vers la mer et coupant le flanc occidental de la chaîne en autant de petits pays tournés exclusivement vers la côte et constituant des espaces cloisonnés propices au maintien des diverses identités communautaires. La montagne s'élève à plus de 2 000 mètres au nord du col de Baïdar, alors qu'elle s'abaisse jusqu'à 1 200 mètres au sud. Bien irriguée par des sources nombreuses en altitude, où la neige persiste pendant une bonne partie de l'année, la moyenne montagne, qui s'élève de 900 à 1 600 mètres s'est révélée propice à l'installation humaine alors que les zones plus basses, aux reliefs très accidentés, ont imposé de gros efforts aux paysans et aux arboriculteurs. Ces derniers ont pu y prospérer en aménageant d'innombrables terrasses, mais routes et villages sont d'accès difficile. Les petites plaines alluviales de la zone littorale sont de dimensions très modestes et sont séparées les unes des autres par de puissants promontoires rocheux qui constituent autant d'avancées de la montagne vers la mer. Les sols y sont riches, mais, peu étendus, ils sont menacés aujourd'hui par l'extension urbaine. C'est là que se développèrent au cours de l'Antiquité les villes de Byblos, Tyr ou Sidon, des cités auxquelles sont venus s'ajouter Beyrouth, Jounieh ou Tripoli. A l'origine, cette côte rocheuse n'offrait pas, hormis quelques criques, de sites portuaires très favorables et ce fut tout le mérite des anciens navigateurs qui s'y établirent de contribuer, de manière décisive, à l'ouverture des routes maritimes méditerranéennes. **Pendant longtemps, les ports installés là ne purent guère communiquer aisément avec l'arrière-pays** et il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle et la construction de la voie ferrée Beyrouth-Damas passant par le col de Baïdar pour que la capitale libanaise puisse devenir la « Porte de l'Orient ». Longue de plus de 120 kilomètres et large d'une douzaine, la Bekaa est une haute plaine intérieure encadrée par deux puissants massifs montagneux. Elle présente une double pente de part et d'autre du seuil de Baalbeck situé à un peu plus de 1 000 mètres d'altitude. Elle s'incline rapidement au nord où s'écoule l'Oronte, plus progressivement vers le sud-ouest, avec le cours supérieur du Litani. Traditionnel terroir agricole, cette région au climat rude peut se trouver coupée de la côte quand, en hiver, le col de Baïdar est bloqué par la neige, la seule liaison demeurant alors le tunnel traversant la chaîne du mont Liban à hauteur de Hammana. Étendu sur 170 kilomètres, l'Anti-Liban apparaît comme un plateau ramassé où l'on ne retrouve pas les reliefs très découpés et les vallées profondes caractéristiques du versant occidental du mont Liban. Il est formé de l'Anti-Liban proprement dit – où le Talat Moussa s'élève à 2 629 mètres – et du mont Hermon, haut de 2 814 mètres, la ligne de crête de ces deux massifs formant la frontière avec la Syrie. Il s'agit de massifs calcaires dont le sous-sol est riche en eau mais qui n'apparaissent guère favorables à l'implantation humaine, concentrée vers la Bekaa. L'obstacle montagneux peut être franchi à hauteur de la cassure de Deir el Achayer par où passent, autour de 1 400 mètres d'altitude, le chemin de fer et la route reliant Beyrouth à Damas.

Le Liban appartient au domaine du climat méditerranéen, mais celui-ci prend des formes

diversifiées du fait de la présence d'importantes masses montagneuses et des influences subtropicales continentales qui agissent à l'intérieur. Les vents les plus fréquents sont ceux qui viennent de l'ouest et apportent la pluie, mais le khamsin soufflant au printemps depuis le désert et l'air continental venant du nord-est en hiver peuvent aussi faire sentir leurs effets. Le relief détermine trois zones climatiques distinctes : celles du littoral, de la montagne et de l'intérieur. La région côtière a un climat méditerranéen « classique » (avec une température de 13° en janvier et de 28° en août), marqué par des précipitations relativement abondantes apportées par l'air marin (700 à 900 mm), qui expliquent l'enneigement important des sommets du mont Liban. L'intérieur du pays connaît, en revanche, un hiver rigoureux, marqué par la fréquence des jours de gel et par un été très chaud (avec des températures supérieures à 40°). La région est nettement plus sèche que le littoral (400 mm de précipitations à Baalbeck et 200 mm à la frontière septentrionale, ce dernier chiffre signifiant l'entrée dans les espaces arides et désertiques). La diversité physique du Liban entraîne donc de forts contrastes climatiques et explique la répartition très inégale de la population, surtout concentrée sur la côte et, pour près d'un tiers, dans l'agglomération de Beyrouth. Les conditions géographiques telles que la disposition méridienne du relief ou le contraste entre la côte et la montagne de l'intérieur ont naturellement commandé l'évolution historique d'un pays dont Pierre Rondot, l'un des meilleurs spécialistes français du Proche-Orient arabe, a pu écrire « *qu'il est une montagne qui tombe dans la mer. D'où sa double vocation de refuge et d'ouverture* ».

Forte de 4 300 000 âmes – une évaluation approximative, le pays n'ayant pas connu de recensement officiellement organisé depuis 1932 –, la population libanaise apparaît extrêmement diverse et voit cohabiter sur un espace très restreint de nombreuses communautés ethniques et religieuses... Aux côtés des Arabes libanais – qui, largement majoritaires, représentent 70 % de la population – coexistent des Druzes (un peu plus de 10 %), des Arméniens (5 % environ), mais aussi des Kurdes, des Araméens, des Alaouites ainsi que des représentants de communautés installées plus récemment : Palestiniens, Egyptiens ou Syriens... Les Druzes constituent avant tout une communauté religieuse, mais on peut, dans le même temps, considérer qu'ils sont le fruit d'une « ethnogenèse » issue de la dissidence engagée au XI^e siècle en Egypte vis-à-vis du chiisme ismaélien. Comme l'exprime Xavier de Planhol dans son étude des Minorités en Islam : « Les sectes religieuses se développent normalement par une prédication locale dans une aire limitée, mais impliquent fréquemment en outre un regroupement dans un refuge où viennent s'accumuler des proscrits de provenances plus ou moins lointaines, qui finissent par y assimiler les populations antérieures. » Une vingtaine de groupes se partagent ainsi le territoire libanais, ce qui semble confirmer le propos tenu dès le XIII^e siècle par l'historien musulman Yaqout (1179-1223) quand il affirmait, non sans exagération, « [...] que dans cette montagne vivent soixante-dix peuples de langues différentes qui ne peuvent se comprendre sans recourir à des interprètes ».

Le Liban est également et surtout un pays multiconfessionnel : dix-sept communautés différentes y sont officiellement reconnues, dont six chrétiennes. Venus d'Arabie au VII^e siècle, les musulmans sont demeurés longtemps minoritaires, mais représenteraient aujourd'hui près des deux tiers de la population libanaise. Les sunnites y ont été installés par les dynasties omeyyade et abbasside (VII^e-XIII^e siècle) pour surveiller le littoral méditerranéen : la plupart d'entre eux habitent les grandes cités côtières de Tripoli, Beyrouth et Sidon. Les chiites, qui disputent désormais aux sunnites la prépondérance démographique et politique, sont principalement installés dans la Bekaa, le Sud du pays et la banlieue de Beyrouth. Trois groupes chiites dissidents s'ajoutent aux deux principales communautés musulmanes : les Druzes (très présents dans la partie centrale du mont Liban : Chouf, Gharb, Metn), les Alaouites (ou Nuçayris – détachés du chiisme imamite au IX^e siècle pour avoir contesté le choix du onzième imam reconnu par les duodécimains – qui sont installés dans les montagnes autour de Tripoli, dans le prolongement de la région syrienne maritime de Lattaquié et du Djebel Ansarieh) et les Ismaéliens, très minoritaires puisqu'ils ne représentent que 3 % du nombre des Alaouites (il s'agit des Nizarites, des chiites septimains demeurés fidèles à Nizar, fils aîné du calife fatimide al Mostansir et à sa lignée contre celle du fils cadet al Mostali ; on les connaît le plus souvent sous leur surnom « d'Assassins » car ils furent organisés par Hassan Sabbah en une redoutable secte terroriste qui lutta en Orient contre tous les pouvoirs établis – chiite, sunnite ou croisé – durant tout le XII^e siècle et une partie du XIII

^e, jusqu'à leur disparition consécutive à l'invasion mongole).

Les maronites sont les plus nombreux des chrétiens. A l'origine « accusés » d'être des hérétiques attachés au monothélisme condamné par le concile de Constantinople de 680 (dans le contexte des querelles théologiques relatives à la nature du Christ, les tenants du monothélisme affirmaient l'existence d'une seule « volonté » entre les deux personnes du Père et du Fils), ils se constituèrent en communauté autour du tombeau, situé près d'Apamée, de Maron, un anachorète mort vers 410. Persécutés par les chrétiens « melkites » demeurés sous l'autorité de Byzance, ils vinrent se réfugier dans le Nord du mont Liban au milieu du VIII^e siècle. Les persécutions musulmanes ultérieures accentuèrent le déplacement du centre de gravité du territoire de la communauté vers cette région-refuge où le patriarcat maronite vint s'installer en 939. Selon Xavier de Planhol, « la première phase de l'ethnogenèse maronite avait été marquée, dans le cadre du christianisme, par une vigoureuse individualisation dogmatique et spirituelle. La seconde phase, dans les premiers siècles de l'islam, fut celle de l'affirmation politique et guerrière ». Celle-ci allait pourtant de pair avec l'arabisation puisque, dès la seconde moitié du XI^e siècle, les maronites seront contraints de traduire en arabe les textes araméens devenus hermétiques pour leur clergé. Une assimilation linguistique qui semblait présager un passage inéluctable sous l'influence culturelle de la civilisation arabo-musulmane. La troisième étape, décisive pour la destinée de ce groupe, fut le rattachement de cette communauté à l'Eglise romaine qui, en ouvrant la communauté sur l'Occident, lui conféra un dynamisme supérieur, garant de sa survie à long terme. Lors des croisades, les maronites font un bon accueil aux chevaliers francs. Scellé en 1131 et 1182, leur rattachement à Rome est confirmé par le pape Innocent III en 1215, quand le souverain pontife reconnaît au patriarche maronite le pallium d'Antioche. Le contact est ensuite maintenu avec Rome après la fin des Etats croisés de Terre Sainte, sous les dominations mamelouke et ottomane. Les maronites sont représentés au concile de Florence de 1439 et, en 1580, un délégué du pape assiste au deuxième synode des évêques maronites. En 1584, les liens avec la capitale de la Chrétienté sont renforcés avec la création du collège maronite de Rome. Une évolution confirmée par les décisions prises lors du synode de Louaizé réuni en 1736. Entre-temps, le rapprochement avec Rome avait porté ses fruits puisque, dès 1610, les maronites ont été les premiers à introduire l'imprimerie dans le monde arabe (avec un premier psautier en syriaque et en arabe, cette dernière langue transcrite en caractères syriaques ; ce n'est qu'en 1706 que le patriarche grec orthodoxe d'Alep fit utiliser pour l'imprimerie des caractères arabes). L'apparition du livre va de pair avec le développement de l'instruction et de l'apprentissage des langues étrangères, et les voyageurs européens – La Roque au début du XVIII^e siècle et Volney à la fin – constatent la supériorité dont profite la « nation » maronite dans le domaine de la formation intellectuelle. Durs au travail, rassemblés autour de leur clergé et instruits plus tôt que leurs voisins, les maronites vont réaliser une mise en valeur remarquable des régions qu'ils occupent, en développant notamment la culture en terrasses, au point que l'on a pu parler à leur propos de « montagne reconstruite », condition nécessaire pour que la région puisse supporter de très fortes densités de peuplement. L'arboriculture et l'élevage du ver à soie contribuèrent également à la prospérité d'un pays que tous les voyageurs présentent comme tout à fait paisible et parfaitement policé dans un Orient ottoman où règnent le plus souvent l'arbitraire et la violence. Autant d'éléments qui, ajoutés à la frugalité propre aux maronites, peuvent expliquer le rôle prépondérant qui sera le leur dans le développement économique ultérieur du Liban.

D'autres groupes chrétiens coexistent avec les maronites. Ces diverses communautés sont issues de l'histoire religieuse très complexe de l'ancien Orient. Les chrétiens les plus nombreux sont les tenants de l'Eglise « grecque », détentrice de l'orthodoxie, constituée en institution officielle à l'époque byzantine sous le nom de « melkite », c'est-à-dire « royale » ou « fidèle à l'empereur », dans le contexte particulier de la lutte contre les grandes hérésies des IV^e et V^e siècles. Elle a toujours bénéficié des faveurs du pouvoir du moment, qu'il fût byzantin, musulman ou ottoman. Les « Grecs orthodoxes » se sont maintenus dans les villes, en entretenant généralement d'assez bonnes relations avec les musulmans, et leur arabisation linguistique a été très précoce, ce que confirme l'adoption rapide de la langue des conquérants par l'Eglise grecque d'Antioche. Ces Grecs orthodoxes ont ainsi constitué une minorité cohérente (un millet, sous l'Empire ottoman), urbaine et prospère, coexistant avec les populations sunnites, elles aussi majoritairement urbaines.

Légèrement moins nombreux au Liban (7 % de la population totale contre 9 % pour les Grecs orthodoxes) alors qu'ils le sont beaucoup moins dans les pays arabes voisins, les chrétiens, « Grecs catholiques », ont constitué une Eglise qui s'est rattachée à Rome en 1724. Ils sont davantage présents dans les petites villes et dans les campagnes car, dans les principaux centres urbains, ils devaient compter avec l'hostilité de leurs coreligionnaires restés fidèles à l'orthodoxie et seuls bénéficiaires de la reconnaissance officielle et de la bienveillance du pouvoir ottoman. Séparés des « orthodoxes » à partir du concile de Chalcédoine de 451, les chrétiens monophysites sont représentés par les Arméniens qui sont arrivés au Liban à partir des événements de 1915, mais il existe également une Eglise arménienne catholique et certains sont protestants. Il faut ajouter des coptes monophysites égyptiens, des Syriaques (ou jacobites), des Chaldéens héritiers de l'ancienne Eglise perse nestorienne mais il s'agit là de groupes très minoritaires. Il faut enfin ajouter à cette énumération des catholiques latins et, depuis le XIX^e siècle, des protestants dont l'apparition fut le résultat de l'activisme missionnaire des Anglais dans la région. Mosaïque confessionnelle davantage qu'ethnique, avec pour principale caractéristique l'existence de « groupes religieuses compactes » (Georges Corm) qui ont longtemps utilisé la montagne comme refuge, la société libanaise est également profondément marquée par l'existence de liens tribaux et claniques très vivaces (dont certains sont un héritage de l'Arabie préislamique, ainsi la division des Druzes entre « yéménites » Yazbaki et « qaïsites » Djoumblati) et de sourdes rivalités de pouvoir au sein même des clans et des familles. Autant de forces centrifuges qui commandent une géopolitique interne très complexe et justifient le recours fréquent à l'étranger pour trancher les différends.

L'histoire du Liban est donc complexe parce qu'elle se déroule constamment à plusieurs niveaux, qui s'interpénètrent sans toujours se confondre : histoire des familles et des clans, histoire des communautés, histoire de l'entité libanaise et de ses mutations, histoire régionale et internationale enfin, le pays n'ayant jamais cessé d'être entraîné dans le jeu des puissances, de constituer un pion – une « proie » – sur l'échiquier géopolitique du Proche-Orient. Les difficultés que rencontre encore aujourd'hui le Liban illustrent les contradictions d'une région intrinsèquement instable, soumise à l'ingérence permanente de puissances extérieures. Elles renvoient également à la faiblesse structurelle de la nation et de l'Etat libanais. « Vous avez votre Liban, j'ai mon Liban » résumait déjà Khalil Gebrane, le grand poète libanais du début du XX^e siècle, ce qui n'exclut en rien l'existence d'un sentiment national affirmé vis-à-vis de l'extérieur qui n'a pas entraîné, cependant, la construction d'un véritable Etat.

De la côte phénicienne à la montagne-refuge des maronites

Les Phéniciens ont installé, sur le littoral étendu des côtes syriennes à celles de Palestine, une civilisation originale, fondée sur leurs capacités de navigateurs et sur leurs talents de commerçants. Fondateurs de nombreuses colonies dans le bassin occidental de la mer Centrale – la plus célèbre demeure Carthage –, ils ont sans doute été les premiers navigateurs méditerranéens qui reconnurent, à l'ouest du détroit de Gibraltar, les côtes atlantiques, peut-être jusqu'aux lointaines îles Cassitérides productrices du précieux étain nécessaire à la fabrication du bronze. Inventeurs de l'alphabet et du verre, ils surent exploiter la pourpre tirée du murex pour en faire un produit commercial de luxe et bâtirent des cités riches et puissantes qu'ont ressuscitées les archéologues des deux derniers siècles. On a longtemps fait de ce peuple pour l'essentiel sémitique, héritier des Cananéens, l'inspirateur des Grecs mais, s'il convient aujourd'hui – à la lumière des découvertes effectuées à propos des civilisations minoenne et mycénienne – de nuancer cette affirmation, il n'en a pas moins créé une société originale dont l'apport à la culture méditerranéenne considérée dans son ensemble apparaît incontestable, et nombre de Libanais d'aujourd'hui voient dans les Phéniciens de lointains ancêtres, un « peuple fondateur » dont les talents et les caractéristiques sont naturellement perçus comme valorisants pour l'identité du « pays des cèdres ».

IV^e millénaire av. J.-C. : Arrivée de la première population attestée au Liban, les Cananéens, ancêtres des Phéniciens. Début de la civilisation urbaine, et fondation dès le III^e millénaire des premières cités marchandes telles que Byblos, Beyrouth, Sidon et Tyr où les habitants construisent

déjà des habitations en pierre. Dès le III^e millénaire, Jbeil (Byblos) commerce avec l’Égypte de l’Ancien Empire qui est demandeuse du bois nécessaire à ses constructions navales.

Début du II^e millénaire av. J.-C. : Les rois de Byblos échangent des présents avec les souverains de Mari, la grande cité établie au nord-ouest de la Mésopotamie, sur le cours du Moyen Euphrate. Peu après, cependant, les invasions amorréennes entraînent l’incendie de Tyr et de Byblos et la ruine passagère de la région.

XV^e siècle av. J.-C. : Des textes pharaoniques contemporains du règne de Thoutmosis III relatant les guerres conduites par ce pharaon au Proche-Orient évoquent les « Phounicou ». Ces Phéniciens sont alors établis le long de la côte syro-libanaise où ils ont fondé de nouvelles villes, dont ils ont fait autant de royaumes ou républiques oligarchiques : Arados (Arwad en Syrie), Bothrys (Batroun), Sébaste (Césarée en Israël), Ashkelon (en Israël), qui s’ajoutent à Byblos (Jbail), Béryte (Beyrouth), Sidon (Sidon) et Tyr (Sour). Le territoire de la Phénicie est proche de celui du Liban actuel : moins étendu à l’est, puisqu’il s’arrête à la Bekaa (fondation de Baalbek : *Ba al-Bekaa*, « seigneur de la Bekaa »), l’arrière-pays relevant des tribus ou des princes assyriens, il le déborde le long du littoral, tant au nord (avec Ras Shamra en Syrie) qu’au sud (jusqu’à Haïfa en Israël). Tournée vers la mer et confinée à la côte, la civilisation phénicienne n’atteint pas la montagne libanaise qui sera pourtant, des siècles plus tard, le foyer originel puis le conservatoire de l’identité libanaise. Vers le milieu du II^e millénaire, la région subit les influences concurrentes de l’Empire hittite, du Mitanni et de l’Égypte du Nouvel Empire. C’est la période qui voit l’apogée d’Ugarit où trois langues sont alors en usage : le sumérien pour le domaine relevant du religieux, l’akkadien pour la correspondance diplomatique, le phénicien enfin pour les affaires intérieures, une langue alors retranscrite en caractères cunéiformes.

XV^e-XII^e siècle av. J.-C. : Protectorat égyptien. Les pharaons Séthi I^{er} et Ramsès II conduisent des campagnes militaires jusqu’en Syrie et le second y remporte la victoire (incertaine) de Qadesh sur les Hittites. Le sarcophage du roi de Byblos (Jbeil) contemporain de Ramsès, Ahiram, conservé au musée de Beyrouth, présente la première inscription importante en caractères alphabétiques jebelites. Cet alphabet de vingt-deux signes a été inventé vers 1600 av. J.-C.

Fin du XII^e siècle av. J.-C. : Consécutif à l’invasion des Peuples de la Mer, l’affaiblissement de l’Égypte permet aux cités phéniciennes de devenir indépendantes, à l’exception de Ugarit qui a été complètement détruite par les envahisseurs, au moment où l’Empire hittite lui-même disparaît.

XI^e-IX^e siècles av. J.-C. : Le tournant du premier millénaire voit l’apogée de la puissance des Phéniciens, qui s’assurent la maîtrise du commerce méditerranéen. On identifie dès cette époque, du nord au sud, un chapelet de villes qu’il apparaît légitime de rattacher à un espace « phénicien » débordant les frontières du littoral libanais d’aujourd’hui. Il s’agit, au sud de Ras Shamra-Ugarit désormais disparue, d’Arwad, établie sur une île en face de l’actuelle Tartous (la Tortose des croisés), d’Amrit, d’Arqa, située au Liban, au nord de Tripoli, cité encore mal connue malgré les fouilles entamées depuis 1973, de Tripoli, de Batroun citée au XIV^e siècle av. J.-C. dans les tablettes égyptiennes de Tell el Amarna, de Byblos (Jbeil), l’une des principales cités de la côte phénicienne, de Birot (Beryte, puis Beyrouth), l’actuelle capitale libanaise, de Khaldé, de Damour (l’ancienne Tamoura), de Sidon (Saïda, Saïdoun, puis Sidon), de Sour (Tyr), la plus prestigieuse des cités phéniciennes, enfin de Saint-Jean-d’Acre (Akkou, Akka) et de Dor (Tantoura), toutes deux aujourd’hui en territoire israélien. Evoquant la « Grande Phénicie » de cette époque, Raymond Weill a pu parler, à propos de « ce monde splendide de la Méditerranée orientale », d’un peuple « qui, sur ses vaisseaux et autour de ses villes, était une organisation d’indépendance, d’intelligence et de hardiesse ». Les cités sont dirigées par un roi et par des oligarchies marchandes, la configuration du territoire ne permettant pas l’apparition d’aristocraties terriennes. Tyr se dotera au VI^e siècle av. J.-C. d’un régime politique fondé sur la remise du pouvoir à deux suffètes.

IX^e-VII^e siècle av. J.-C. : Domination assyrienne et décadence de la puissance phénicienne. Les commerçants phéniciens doivent également compter avec la concurrence des colonies établies par

les Grecs dans l'Occident méditerranéen. C'est rapidement Carthage, la grande cité punique établie au nord de l'Afrique qui apparaît comme l'héritière de la puissance phénicienne. Elle a été fondée, selon la tradition, en 814 av. J.-C., par Elissa, sœur de Pygmalion, fils du roi Itobaal et souverain de Tyr.

Fin du VIII^e siècle av. J.-C. : Le souverain assyrien Sargon II impose à la ville de Tyr le paiement de lourds tributs.

VII^e-V^e siècle av. J.-C. : Domination des Babyloniens, puis des Perses. Tyr se soumet au souverain néo-babylonien Nabuchodonosor en 573 av. J.-C. Son empire est éphémère et succombe sous les coups des Mèdes, puis des Perses. Ceux-ci associent les Phéniciens – qui leur fournissent les bâtiments et les marins nécessaires à l'armement d'une flotte – à la conquête de l'Égypte. Ils participent également aux tentatives perses de conquête de la Grèce, qui se concluent sur un échec lors de la bataille de Salamine en -480. Les relations et les échanges n'en perdurent pas moins entre Phéniciens et Grecs et le roi de Sidon Bod-Ashtar – le Straton des Grecs, mis en place par les Perses – reçut le surnom de Philhellène. La cinquième satrapie du Royaume perse avait alors pour capitale la ville phénicienne de Sidon et le roi de la cité exerçait le commandement de la flotte achéménide.

346 av. J.-C. : Entrée en rébellion contre le Grand Roi. Sidon est reprise par Xerxès III, qui détruit la cité dont il massacre la population.

333 av. J.-C. : La victoire remportée par Alexandre à Issos contre les Perses de Darius III lui ouvre la conquête de l'Orient. Arwad et Sidon (qui avait subi quelques années plus tôt la colère du souverain perse) l'accueillent en libérateur, mais Tyr, qui a refusé de lui ouvrir ses portes tout en se déclarant prête à reconnaître son autorité, soutient un siège de sept mois, avant de succomber et de subir de terribles représailles. La conquête macédonienne de l'Égypte et de l'Orient, assurée par la victoire remportée à Arbèles en -331, fait entrer pour deux siècles les cités phéniciennes dans le nouvel espace hellénistique. Dans le partage effectué entre les Diadoques, les compagnons et successeurs d'Alexandre, le futur Liban demeurera pendant environ un siècle sous la coupe des Ptolémée (ou Lagides) d'Égypte avant de passer durant une vingtaine d'années dans l'aire d'influence de l'Asie Mineure, pour tomber enfin aux mains des Séleucides qui, maîtres de la Syrie, ont établi leur capitale à Antioche, sur l'Oronte. Intégrées au nouveau monde né des conquêtes d'Alexandre, les villes de la côte libanaise profitent largement des courants d'échanges qui se développent en Méditerranée orientale entre l'Égypte, la Syrie, Rhodes ou l'Asie Mineure. La culture de la vigne et de l'olivier, l'arboriculture et l'exploitation des forêts de l'arrière-pays prospèrent alors au Liban, qui tire toujours profit du commerce de la pourpre ou du verre. Les cités disposent d'une large autonomie pour s'administrer, mais les progrès de l'hellénisation sont très rapides sur le plan culturel, même si c'est une langue sémitique, l'araméen, qui, dans la région, se substitue progressivement à l'ancien phénicien. C'est un Libanais d'origine, né dans la colonie phénicienne de Kition établie à Chypre, Zénon, qui sera l'un des principaux représentants de l'école stoïcienne, également illustrée par Poithos de Sidon (II^e siècle av. J.-C.) et Antipater de Tyr (I^{er} siècle av. J.-C.), alors que Diodore de Tyr, qui enseigna à Athènes, apparaît, lui, comme l'héritier de Platon et, surtout, d'Aristote.

64 av. J.-C. : Rome s'empare de ce qui reste du Royaume séleucide et, donc, de la côte libanaise.

31 av. J.-C. : Par la victoire remportée à Actium sur la flotte d'Antoine et de Cléopâtre, Octave rétablit à son profit, en s'emparant de l'Orient, l'unité des territoires conquis par Rome au cours des siècles précédents. Détaché de l'Égypte à laquelle Antoine l'avait réuni pour satisfaire Cléopâtre, le Liban dépend désormais de la province de Syrie, dont le gouverneur doit surveiller les anciennes cités maritimes phéniciennes qui, au siècle précédent, avaient apporté au Séleucide Antiochos III leur concours contre Rome. A partir de ce moment, l'histoire du Liban se confond, sur les rives orientales de la « *Mare Nostrum* », avec celle de la *Pax romana* appelée à durer, en Orient, jusqu'au début du VII^e siècle. La présence romaine fut l'occasion de grands travaux tels que la réalisation, par une légion gauloise, de la route permettant de franchir le cap du Chien qui domine le cours du Nahr al Kalb (fleuve du Chien), au nord de Beryte. Au fil des premiers siècles

de notre ère, le poids grandissant de la partie orientale de l'empire – que résume, sous les Sévères, l'influence des « impératrices syriennes » – place le Liban dans une situation favorable sur le plan économique, mais aussi sur le plan culturel. Si le latin y est parfois la langue de l'administration et de l'armée, le grec y reste la langue de la culture alors que la langue courante est l'araméen. La culture du temps est ici illustrée par l'historien Sankhoniaton, le géographe Marius de Tyr ou le philosophe néo-platonicien Porphyre de Tyr, disciple de Plotin et maître de Jamblique. Dans le domaine du droit, Béryte, première cité libanaise à avoir bénéficié du statut de colonie romaine, a donné naissance à une école juridique réputée, représentée par Papinien d'Emèse, Ulpien de Tyr et Léonce de Béryte. Surnommée « Mère des lois », la ville accueille aussi le théologien Grégoire de Nazianze, futur Père de l'Eglise grecque. Ce rayonnement intellectuel n'épargna pas à Béryte les effets de plusieurs séismes catastrophiques survenus en 349, 494, 502 et 555, mais la générosité de l'empereur d'Orient Justinien permit une reconstruction rapide. L'édification à Baalbeck, dans la Bekaa, aux II^e et III^e siècles, du temple de Hadad Jupiter témoigne de l'importance des réalisations architecturales romaines dans la région.

Fin du II^e siècle : Création de l'évêché de Tyr, suivie par celle des évêchés de Sidon et de Béryte au IV^e siècle, au moment où le christianisme, désormais autorisé, tend progressivement à devenir la religion d'Etat. La nouvelle foi s'impose rapidement ensuite en Orient où se déroulent, à Nicée, Ephèse, Chalcédoine ou Constantinople, les grands conciles appelés à trancher des questions de doctrine relatives à la nature du Christ. Né en Egypte, le monachisme gagne ensuite la Syrie.

IV^e siècle : Le triomphe du christianisme s'accompagne des querelles théologiques qui divisent les tenants de la nouvelle religion. En réaction contre les progrès de l'arianisme, qui mettait en cause la nature divine du Christ, un moine menant une vie d'ascète et répondant au nom de Maroun, lance un mouvement religieux initialement actif dans les environs d'Antioche, siège de l'un des patriarcats d'Orient. Le centre de gravité du mouvement se déplace ensuite vers le sud, en Syrie centrale, vers la ville d'Apamée où s'édifie un monastère baptisé la Maison de Maroun. Le mouvement se rallie à l'orthodoxie des chrétiens « melkites » d'Orient contre les monophysites condamnés au concile de Chalcédoine de 451. Le succès rencontré en Syrie par le monophysisme (dû à des raisons plus culturelles que religieuses, dans la mesure où il recouvrait l'antagonisme linguistique entre araméen et grec) entraîne des affrontements violents entre les tenants de cette hérésie et les maronites, au point d'aboutir au massacre de plus de trois cents d'entre eux, des moines toujours honorés aujourd'hui comme des martyrs. Contraints de fuir vers un refuge sûr, les maronites gagnèrent alors le mont Liban où, au fil des générations, ils s'installèrent durablement, après avoir réalisé de gros efforts y permettant l'agriculture en terrasses. La poursuite de défrichements ouvrit de nouvelles opportunités au cours des siècles suivants, notamment quand s'affirma la domination arabo-musulmane, quand se développa le peuplement maronite de cette montagne-refuge. Paysans-guerriers contraints de s'adapter à un environnement difficile et de défendre farouchement leur indépendance, les maronites de la montagne libanaise sont rejoints par les Mardaïtes (ou Jarajima), une autre peuplade guerrière utilisée par Byzance contre les Perses puis contre les nomades au cours du VII^e siècle. Certains de ces nouveaux venus quittèrent ensuite la région, mais bon nombre fusionnèrent avec les maronites. Au moment de la conquête musulmane, ceux-ci relevaient du patriarcat melkite (orthodoxe attaché à l'empire d'Orient) d'Antioche. Comme les patriarches s'exilèrent en Asie Mineure après la prise de cette ville par les musulmans, les maronites – soucieux de ménager les nouveaux maîtres, Omeyyades puis Abbassides, de la région – érigèrent un patriarcat propre pour écarter le soupçon d'une dépendance vis-à-vis d'autorités religieuses installées dans un empire ennemi du Dar al Islam. D'autres communautés viendront ultérieurement chercher un refuge dans la montagne libanaise pour y dessiner la mosaïque religieuse et culturelle qui sera pour très longtemps le marqueur de l'identité libanaise. En attendant, la longue confrontation entre l'Empire perse sassanide et l'Empire romain d'Orient et les difficultés économiques qui l'ont accompagnée ont grandement fragilisé l'Orient romain et c'est sans rencontrer de grandes difficultés que les envahisseurs musulmans « sortis d'Arabie » réussissent à s'y imposer.

De la conquête musulmane à la domination ottomane (VIIIe - XVIe siècle)

Intégré à partir du VII^e siècle à l'espace désormais placé sous domination musulmane, le Liban va connaître plusieurs maîtres successifs : les Omeyyades de Damas, puis les Abbassides de Bagdad, mais aussi, pour un temps, les Toulounides établis en Egypte. Viennent ensuite le califat fatimide du Caire, puis l'émirat ayyoubide qui lui succède, au moment où il faut également compter avec la présence des croisés. Pour deux siècles et demi, ce sont ensuite les sultans mamelouks du Caire qui imposent leur autorité. Ils ont réussi à contenir en Syrie le raz de marée mongol, mais ils devront finalement se soumettre, au début du XVI^e siècle aux sultans ottomans qui, après avoir conquis l'Asie Mineure et les Balkans, ont réussi à s'emparer de Constantinople avant d'imposer leur loi à tout le Proche-Orient arabe et de prendre prétexte de l'autorité qui leur est alors reconnue sur les Lieux Saints d'Arabie pour restaurer le califat à leur profit. Dans le même temps, la montagne libanaise va devenir le refuge de toutes les minorités et communautés rebelles. Les maronites y sont installés dès le VII^e siècle, mais ils vont être rejoints, à l'époque du califat fatimide d'Egypte, par des dissidents chiïtes, les Druzes et les Alaouites.

636 : C'est sous le calife Omar que les Arabes remportent sur les forces byzantines la victoire décisive du Yarmouk, qui précède la conquête de la Syrie et du Liban où Baalbeck est prise par Abou Obeida en 637. Shurahbil ben Hassanah prend Tyr, Yazid ben Abou Soufyan et Moawiya Sidon, Arqa, Jbeil et Beyrouth, enfin Soufyan ben moudjeb al-Azdi Tripoli. Les querelles religieuses et le poids de la fiscalité byzantine ont évidemment facilité la conquête. Les Byzantins parviennent toutefois à reprendre pied pour un temps sur la côte libanaise, avant d'en être rapidement repoussés. Le califat omeyyade qui s'installe ensuite à Damas divise la région entre les « junds » (circonscriptions militaires) de Damas (avec Tripoli, Sidon, la montagne et la Bekaa) et du Jourdain auquel est rattachée Tyr, la ligne de séparation des deux correspondant au cours du Litani. Pour des raisons militaires, des contingents arabes sont déployés sur les côtes libanaises d'où partiront ensuite les escadres arabes lancées dans des raids contre la Sicile en 662, contre Rhodes en 672, contre la Crète deux ans plus tard, et qui participeront aux attaques contre Constantinople de 673 et 718.

676 : Jean Maron est élu à Antioche patriarche de l'Eglise maronite. Ce qui entraîne la rupture avec l'empereur byzantin. Justinien II envoie une expédition contre les maronites, mais ils la tiennent en échec à Amioun, au sud-est de Tripoli.

750 : Vainqueurs des Omeyyades, les Abbassides s'imposent au Liban en occupant, dans la Bekaa, Baalbeck et Anjar. Plusieurs révoltes soulèvent la montagne libanaise contre les Abbassides au cours des années suivantes, mais elles ne sont pas en mesure d'inquiéter sérieusement le nouveau pouvoir établi à Bagdad.

758 : Le calife Al Manssour confie le contrôle du Liban aux Tanoukhides, commandés par les deux émirs Arslan et Mundhir. Ils vont constituer la première principauté arabe reconnue officiellement par le pouvoir califal sur les côtes de la Méditerranée orientale. Dans la seconde moitié du IX^e siècle, l'émir al Naaman renforce l'autorité de la lignée sur la région.

878-879 : Ibn Touloun, qui s'est emparé du pouvoir en Egypte, impose son autorité en Syrie et au Liban, au détriment de celle du calife de Bagdad, alors très affaibli.

904 : Les Abbassides reprennent le contrôle de l'Egypte et de la Syrie. Au Liban, les Alaouites ou Nusayrites (du nom de Mohammed ben Nusayr al Basri, disciple des onzième et douzième imams chiïtes) s'installent à cette époque dans la montagne et au sud de la Bekaa.

915 : Les émirs tanoukhides font échouer une tentative de débarquement byzantin à Beyrouth.

934-967 : Le Liban passe sous le contrôle d'une dynastie d'origine turque, les Ikhshidites, qui contrôlent un temps l'Egypte et la Syrie, mais va être finalement vaincue par les Fatimides chiïtes venus de Tunisie jusqu'à Fustat, là où ils vont établir, au Caire, la capitale de leur califat (969).

Fin du X^e siècle : Le géographe al Maqdisi donne du Liban de l'époque un tableau très complet, enrichi, un demi-siècle plus tard, par le témoignage du Persan Nasir i-Khosrau.

Fin du X^e siècle : Le Liban adopte une attitude plutôt favorable aux Fatimides engagés dans la lutte contre les Byzantins. Ceux-ci, qui ont entrepris sous la dynastie macédonienne la « reconquête » de l'Orient, ont pris Baalbeck en 975. Ils se sont emparés ensuite de Beyrouth et de Byblos, mais ont échoué à plusieurs reprises devant Tripoli. Tyr leur a également résisté avec succès.

1037 : Début de l'installation des Druzes au Liban. Il s'agit d'une secte chiite qui a fui l'Egypte du calife al Zahir et suit les enseignements de Mohammed ben Ismaïl al Darazi et d'al Mukтана.

1063-1089 : Tyr se proclame autonome sous l'autorité d'un gouverneur sunnite, mais elle est reprise vingt-six ans plus tard par les Fatimides.

1070 : A Tripoli, Hassan ben Ammar fonde un émirat autonome appuyé sur les chiites nombreux dans la ville, mais celle-ci tombera aux mains des croisés en 1109.

1071 : La victoire du Seldjoukide Alp Arslan, remportée à Mantzikert contre l'empereur byzantin Romain IV ouvre aux Seldjoukides la domination d'une grande partie de l'Orient. Au cours des années suivantes, ils s'imposent en Syrie en enlevant aux Fatimides Baalbeck et la majeure partie de la Bekaa, Sidon, Beyrouth et la forteresse d'Akkar. Mais les Fatimides reprennent le dessus à Tyr, Sidon et Byblos, ainsi qu'à Jérusalem.

1099 : Marchant sur Jérusalem, les croisés venus d'Occident obtiennent d'être ravitaillés par Tripoli et Beyrouth alors que Sidon, qui s'était opposée à eux subit de sévères représailles. Une fois Jérusalem conquise, en juillet 1099, l'implantation des Francs se confirme au fil des années et la côte libanaise tombe sous leur contrôle. Gibelet (Jbeil, l'ancienne Byblos) est prise en avril 1104 avec le concours d'une flotte génoise. Tripoli se rend au roi de Jérusalem en juin 1109 et son vainqueur la donne au fils du comte de Toulouse Raymond de Saint-Gilles, disparu en 1105, Bertrand, qui devient alors comte de Tripoli et négocie avec l'atabeg de Damas un partage de l'arrière-pays et de ses forteresses.

1110 : Baudouin I^{er} de Jérusalem s'empare de Beyrouth et de Sidon.

Février-juillet 1124 : Siège et prise de Tyr par les forces du royaume de Jérusalem.

1137 : Le comte de Tripoli cède aux Hospitaliers le château connu aujourd'hui sous le nom de Crac des Chevaliers.

1139 : Les Francs s'installent dans la forteresse de Beaufort. La mainmise franque sur la région s'appuie sur un réseau de forteresses dont certaines, antérieures aux croisades, ont été reconstruites, remaniées ou complétées alors que d'autres ont été édifiées par les nouveaux venus. Ils ont introduit au Liban les structures féodales établies en Occident mais ont respecté le régime auquel étaient accoutumés les habitants, les seigneurs francs exigeant seulement de leurs sujets musulmans le paiement de la capitation jusque-là imposée aux seuls dhimmis chrétiens. Historien du royaume latin de Jérusalem, Guillaume de Tyr (1130-1186) présente les maronites comme « une population de plus de quarante mille âmes, habitant les montagnes du Liban et les vallées dans les diocèses de Gibelet, de Batroun et de Tripoli. C'étaient des hommes courageux, vaillants au combat, qui avaient été très utiles aux nôtres dans les grandes affaires qui les opposaient très souvent à l'ennemi ».

1171 : Devenu vizir au Caire à partir de 1169, Saladin fait prononcer la prière du vendredi au nom du calife abbasside sunnite de Bagdad. C'est, de fait, la fin de la puissance chiite établie depuis le X^e siècle en Egypte, au moment où disparaît le dernier calife fatimide. Reconnu comme sultan d'Egypte par le calife de Bagdad, Saladin étend, en 1183, sa puissance, en constituant un vaste Etat ayyoubide incluant Egypte, Syrie et rivages de la mer Rouge. C'est lui qui va dominer le Proche-Orient jusqu'au déferlement mongol et à l'avènement des Mamelouks en Egypte.

1182 : Beyrouth résiste aux assauts de Saladin.

1192 : Vainqueur à Hattin, en 1187, des chevaliers du royaume de Jérusalem et du comté de Tripoli, Saladin consent à la conclusion d'un traité qui laisse aux Francs Tyr et Tripoli, ainsi qu'une partie de la seigneurie de Sidon. Outre la Bekaa, administrée directement, Saladin impose sa suzeraineté aux émirs du Gharb et du Chouf, ainsi qu'à la lignée des Chehab, futurs grands émirs du mont Liban.

21 mai 1250 : Lettre adressée par saint Louis à « l'émir des maronites du mont Liban ainsi qu'au patriarche et aux évêques de cette nation ». Le roi y proclame que « la nation de saint Maron » fait corps avec la nation française, cela entraînant l'accès des maronites aux mêmes emplois que les Français.

XIII^e siècle : Les marchands italiens de Venise, Pise ou Gênes sont présents sur la côte libanaise et se disputent le commerce de Tyr, Beyrouth ou Gibelet.

1260 : Le sultan mamelouk d'Égypte, Baïbars, bat les Mongols en Syrie, à la bataille d'Aïn Jalout.

Avril 1289 : Tripoli tombe aux mains des Mamelouks d'Égypte commandés par le sultan Qalaoun. Deux ans plus tard, en mai 1291, c'est Acre qui succombe après avoir résisté pendant quarante jours au successeur de Qalaoun, al Achraf Khalil, au moment où Tyr tombe également. C'est la fin des principautés latines d'Orient, marquée par la chute de Beyrouth en juillet et l'évacuation de Tartous par sa garnison de templiers en août. La domination mamelouke est alors solidement installée, fondée sur les succès militaires remportés contre les Mongols et les Francs et sur l'existence d'une bureaucratie efficace, le tout complété par la prospérité économique que garantit le développement du commerce avec les cités maritimes italiennes ; le Liban est alors divisé en trois provinces, celles de Tripoli, Baalbek et, au sud du Litani, la contrée chiite de Jabal Aamel qui formait la moitié nord de la province de Safed (aujourd'hui en Israël).

1291-1516 : Domination des Mamelouks d'Égypte, auxquels succéderont les Turcs ottomans jusqu'en 1918. Champions de l'islam sunnite, les Mamelouks persécutent les chrétiens et les communautés musulmanes hétérodoxes (Druzes et chiites en particulier), qui se réfugient dans la montagne et les zones d'accès difficile (Bekaa, Kesrouan), tandis que sont installées dans les plaines et villes côtières des tribus arabes, perses et turques chargées de protéger le littoral (tribu des Banou Bohtor à Beyrouth et jusqu'à Sidon, Banou Assaf entre Beyrouth et Maalmeltein, Banou Saïfa à Tripoli et dans l'Akkar).

Proches des Vénitiens, les Mamelouks du Caire – d'abord Turcs, puis Circassiens à partir de 1382 – se méfient des maronites dont certains sont proches de la dynastie chypriote des Lusignan, que les Génois encouragent contre leurs rivaux vénitiens. Également hostiles aux melkites qui ont toujours cherché le soutien de Byzance contre les musulmans (mais l'Empire romain d'Orient, très affaibli, ne peut plus grand chose aux XIV^e et XV^e siècles), les Mamelouks voient en revanche d'un bon œil les chrétiens monophysites jugés hérétiques par l'Église byzantine et l'Église romaine et n'hésitent pas à s'appuyer sur eux.

1516 : Mort à Nicosie du franciscain maronite Ibn al Qilai, devenu évêque de Chypre. Il était l'auteur d'un « Hymne sur le mont Liban », véritable épopée dans laquelle il présente les maronites comme un peuple élu de Dieu et installé dans la forteresse naturelle du mont Liban pour y défendre la Chrétienté orientale contre l'Islam, et l'orthodoxie catholique contre le schisme melkite et l'hérésie monophysite. À l'époque où s'affirme la communauté maronite, il en va de même de celle des Druzes installés au Liban depuis les XI^e et XII^e siècles. Dans la mosaïque religieuse que constitue la région, ces deux communautés occupent dès cette époque une position dominante.

Emergence et affirmation de l'identité libanaise (XVI^e- début du XX^e siècle)

Intégré pour quatre siècles à l'Empire ottoman, le Liban va trouver sa place dans le système des millets, des communautés, qui constitue le modèle administratif de la Sublime Porte, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur ce que sera, dans la durée, l'identité politique libanaise, fondée sur la coexistence de plusieurs communautés. L'Empire ottoman cherchera en effet à s'appuyer sur les pouvoirs locaux des émirs Maan, puis Chéhab, mais le fragile équilibre établi au profit de ces princes locaux – dont certains purent bénéficier d'une longue présence au pouvoir – ne résistera pas aux interventions étrangères qui se multiplient à partir du XIX^e siècle et qui instrumentalisent les rivalités communautaires entre Druzes et maronites. La crise de 1860 aboutira à la création, sous la pression des puissances, d'un mont Liban autonome au sein duquel l'élément maronite, fort de son dynamisme démographique, économique et culturel s'imposera, au début du XX^e siècle, comme la force dominante. C'est dans ce contexte que la première guerre mondiale, qui aboutira à l'effondrement de l'Empire ottoman, va créer les conditions de l'établissement du mandat français.

24 août 1516 : Bataille de Marj Dabek, près d'Alep. Les Ottomans de Constantinople (Selim I^{er}) écrasent les Mamelouks du Caire (Kansou al-Ghourî). La Syrie, et donc le Liban, passent sous contrôle ottoman et sont intégrés à l'empire. Les *niyabas* mameloukes (ou *mamlaka*) de la région deviennent des *vilayets* (gouvernorats) ottomans, avec les mêmes métropoles comme sièges respectifs (Damas, Alep, Tripoli). Cette nouvelle sujétion va durer quatre siècles, jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman en 1918.

1523 : Expédition ottomane contre la montagne contrôlée par l'émir des Maan, Fakhreddine I^{er} (1516-1544). Les Maan, Druzes d'origine kurde, sont les plus puissants seigneurs du Chouf, où ils se sont installés en 1119 sur ordre du vice-roi de Damas, Togtakin, afin de tenir en échec les forces des croisés qui venaient d'étendre leur domination sur toute la côte. L'intervention directe de la Sublime Porte fait suite aux troubles provoqués par l'élimination, deux ans plus tôt, du wali rebelle de Damas, Ghazali, qui jouissait d'un prestige important dans la région. Mais en règle générale, les émirs locaux, comme les pachas et autres fonctionnaires ottomans, bénéficient d'une très large autonomie à l'égard d'Istanbul. L'essentiel est de verser au Sérail les redevances fiscales afférentes aux territoires concernés. De fait, Fakhreddine I^{er} pourra étendre son émirat jusqu'à Tripoli au nord et Jaffa au sud, tout en y multipliant la construction de places fortes et d'édifices publics. Cette activité intense de bâtisseur laisse d'ailleurs supposer le maintien d'un calme et d'une prospérité au moins relatifs au cours de son règne.

1535 : Alliance politique entre François I^{er} et Soliman le Magnifique. Le régime des Capitulations (de l'italien *capitulazione* : accord), comprenant des clauses de protection des Lieux Saints et des chrétiens d'Orient, atteste de l'influence française au Levant. Ce régime, étendu en 1569 (puis en 1740), sera confirmé par Louis XIV (1649) et Louis XV (1737), et ne sera abrogé par les Turcs qu'en 1915.

1584 : Création du Collège maronite de Rome. Des contacts continus s'établissent dès lors avec la culture européenne. Fondé en 1529, le Collège royal (devenu notre Collège de France) accueille des cours de langue sémitique et révèle aux humanistes les cultures orientales. Les synodes de Qannubin (1596) puis Luwaza (1736), au Liban, scellent définitivement l'union de l'église maronite avec Rome.

1585 : L'incident de la baie d'Akkar – un convoi officiel transportant le produit des impôts payés par la Syrie et l'Égypte est attaqué par des pillards – provoque une réaction vigoureuse du sultan Murat III, qui charge le gouverneur d'Égypte, Ibrahim pacha, de mener une expédition punitive dans la montagne libanaise. L'émir des Maan, Korkmaz I^{er} (1544-1585), se dérobe et choisit l'exil dans le Chouf, où il disparaît. Il laisse deux garçons en bas âge : Fakhreddine et Younès.

1590 : A 18 ans, Fakhreddine II devient émir des Maan (1590-1635). L'historiographie traditionnelle le considère comme le « père du Liban moderne » : son règne, aussi long qu'agité, entrecoupé d'un exil de cinq ans, correspond en effet à une première affirmation de la spécificité libanaise au sein de l'empire. Mais malgré leurs velléités autonomistes, les émirs libanais restent

avant tout des multazims ottomans, c'est-à-dire des fermiers des impôts, dont les prérogatives sont soumises à une reconduction annuelle selon des conditions variables. En outre, le territoire de leur *ilitzam*, ou brevet d'affermage, n'est jamais strictement délimité : il comprendra, en règle générale, le pays druze, dans l'arrière-pays de Beyrouth et Sidon, ainsi que la région adjacente de Kisrawan, au nord-est de Beyrouth. L'autorité particulière des émirs libanais tiendra à la conjonction de trois facteurs : la durée, à savoir la pérennité de la concentration du pouvoir aux mains d'une seule famille druze (les Maan aux XVI^e et XVII^e siècles, puis les Chéhab du XVIII^e siècle à la moitié du XIX^e) ; la persévérance servie par les circonstances, à savoir les périodes d'affaiblissement de l'autorité ottomane, permettant de jouir d'une large autonomie à l'égard du sultan ; l'efficacité enfin d'un système reposant sur la sous-traitance de l'*ilitzam* à des familles privées, chefs tribaux ou notables, et permettant ainsi la construction d'un système féodal dont les émirs sont eux-mêmes suzerains.

1598 et 1605 : Après avoir pris le contrôle de Sidon et de la Bekaa avec l'accord du pacha de Damas, Fakhreddine II affronte Yousef Sayfa, seigneur d'origine kurde de la région de Tripoli, et le refoule successivement de Beyrouth puis du Kesrouan, au nord. Il se tourne dès lors vers le sud et obtient la ferme du sandjak de Safed, s'assurant à la fois une couverture pour le Chouf et une ouverture vers la route de Jérusalem. Cette extension des domaines de l'émirat est facilitée par les difficultés de la Porte : le faible Ahmet I^{er}, arrivé sur le trône en 1603, doit signer le traité de Sitvatorol avec l'Autriche en 1606. Partout, les janissaires se font battre et l'empire, confronté à une crise financière aiguë, est sur la défensive.

1606 : Fakhreddine II s'allie brièvement avec Ali Joublatt, le pacha d'Alep séparatiste (qui sera battu par la Porte dès 1607) puis signe un traité avec la Toscane en 1608. En s'engageant dans des systèmes d'alliances explicitement dirigés contre la Porte, il choisit l'escalade. L'accession d'Ahmet Hafez au wilayet de Damas en 1609, puis la nomination de Nasouh pacha comme grand vizir en 1612, laissent présager une vigoureuse reprise en main.

1613 : Ali, fils de Fakhreddine, intervient aux côtés de bédouins révoltés et défait l'armée du pacha à Mzayrib, près de Damas. Le prétexte de la guerre est trouvé. Après la mobilisation de cinquante sandjaks décrétée par le grand vizir, Hafez pacha marche contre Fakhreddine II, tandis que soixante galères sont envoyées dans les eaux libanaises pour y soutenir les troupes à pied. Le turbulent émir choisit l'exil et s'embarque le 15 septembre pour l'Italie, laissant le gouvernement de l'émirat à son frère Younès.

1614 : « Année du Hafiz ». Attaqué par les troupes d'Hafez pacha dans la Bekaa, Younès Maan quitte Deir el-Kamar pour se réfugier dans la forteresse de Subbaybah, dégarnissant le Chouf dès lors livré aux repréailles des soldats ottomans. Le souvenir cuisant des exactions commises fera donner par les populations à cette année 1614 le nom de leur agresseur, Hafez (Hafiz). La Sublime Porte ne pousse pas son avantage. Les Maan sont maintenus, avec l'accession au trône de l'Imara du fils de Fakhredine, Ali, mais leur prestige est sérieusement entamé et leurs forteresses démantelées. Le pays s'enfonce dans le désordre et les luttes de clans.

1618 : Fakhreddine II obtient du sultan la restitution de ses domaines et l'autorisation de s'y réinstaller.

Novembre 1623 : Bataille d'Andjar (plaine de la Bekaa). Après avoir défait Youssef Sayfa puis Younès Harfouche, qui entretenait des troubles dans la Bekaa, Fakhreddine II met en déroute l'armée du nouveau wali de Damas, Moustafa pacha. Deux jours plus tard, il enlève la citadelle de Baalbek. La Porte en fait un vassal direct en le gratifiant du titre de sultan *al-Barr* (« sultan du continent »). Il est à l'apogée de sa politique d'unification territoriale : sous son administration et son autorité sont regroupées la montagne des Nosairis (Alaouites) et toute la Galilée (avec Safed, Acre et Nazareth). Avant lui, et après sa mort jusqu'en 1860, les territoires du Liban sont répartis entre les diverses provinces ou pachaliks de la région, dont les sièges étaient à Alep, Damas, Tripoli, Acre ou Sidon. Il est donc considéré comme le fondateur de l'entité libanaise, du Liban politique. Mais les désirs expansionnistes et le comportement indépendant de l'émir annoncent un deuxième conflit avec Istanbul.

1624 : Les Récollets fondent, au couvent de Houaqa, une première école visant à former les futurs élèves du Collège maronite.

1630 : Alors que le commerce florentin fait la prospérité du port de Sidon, Fakhreddine II accepte les lettres de créance du consul général que le grand-duc de Toscane décide de nommer dans la ville. Il s'attribue ainsi l'un des privilèges exclusifs du sultan.

1632 : Fakhreddine II refuse à l'armée ottomane, de retour d'une campagne en Perse, de prendre ses quartiers dans l'émirat. Les Turcs ayant passé outre et s'étant arrêtés dans la région de Tripoli, il les attaque et les oblige à retraiter jusqu'à Damas. Murat IV décide d'en finir avec son vassal rebelle.

13 avril 1635 : Après la bataille de Wâditayn et la mort de son fils Ali et de son frère Younès (fin 1633), Fakhreddine II, capturé, est exécuté à Istanbul. L'écroulement aussi brutal de l'édifice maanide, pourtant patiemment élaboré, souligne la fragilité de l'Imara constitué, pour la première fois, de la montagne, de la côte et de la Bekaa. Mais le prestige de l'émir reste suffisant dans la montagne libanaise pour que le sultan confie sa succession à son neveu Melhem (proclamé émir des Druzes en 1636), puis au fils de celui-ci, Ahmed, qui meurt sans postérité mâle en 1697. Les Ottomans, affaiblis par les défaites successives subies en Europe centrale à Mohacs (1687), Salankamen (1691) et Zenta (1697) face aux armées du prince Eugène de Savoie, ne rétablissent pas d'administration directe mais confient la région à une famille très ancienne, amie et alliée des Maan : les Chéhab. Cette nouvelle dynastie va dominer l'émirat jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

1655 : Un cheikh maronite de la famille des Khazin est nommé consul délégué de France, puis consul, à Beyrouth. Ses descendants occuperont la même fonction jusqu'en 1758. Cette nomination s'inscrit dans le cadre des Capitulations qui permettent aux Français de développer leurs intérêts en Syrie et de s'afficher comme les protecteurs naturels des maronites.

1660 : Création par la Porte d'un nouveau vilayet à Sidon, afin d'assurer un contrôle plus étroit des territoires libanais.

1697 : L'assemblée des notables réunie à Sumkaniyyeh désigne Béchir, neveu du dernier prince de la dynastie Maan, Ahmed, mais arabe sunnite, à la tête de l'émirat. Il va régner sous le nom de Béchir I^{er} jusqu'en 1706 et tenter de rétablir l'autonomie de son territoire, toujours sous surveillance des représentants de la Porte installés à Sidon, Tripoli et Damas. Dès 1698, il écrase les chiites Métoualis du Sud-Liban et se heurte aux maronites. Il est rapidement liquidé au profit de Haydar, petit-fils d'Ahmed Maan, qui n'avait que douze ans au moment de la précédente succession. Tous les Chéhab qui se succèdent dès lors sur le trône seront de la lignée de Haydar, donc descendants directs des Maan et d'origine qaysite.

La distinction entre « qaysites » et « yéménites » renvoie aux conflits tribaux de l'Arabie préislamique, entre Arabes du Nord, qui peuplaient La Mecque et dont est issu le Prophète, et ceux du Sud, ou Yéménites, auxquels appartiennent notamment les Kalbites. Descendants prétendus de deux ancêtres différents, ces groupes ethniques ont trouvé dans l'Islam conquérant une caisse de résonance à leur opposition séculaire, laquelle a provoqué des affrontements en Orient dès 683-684 (succession de l'Omeyyade Mu'awiya II). Elle est à l'origine de la division clanique des Druzes du mont Liban de l'époque moderne entre la Kaysiyya et la Yamaniyya.

1706 : Dès son accession à l'émirat, Béchir Haydar Chéhab doit faire face à l'hostilité du pacha de Sidon qui finit par le contraindre à la clandestinité dans le Nord de la Bekaa en s'appuyant sur la grande famille druze rivale, d'obédience yéménite : les Alam al-Din (Alameddine).

1711 : Bataille d'Aïn Dara. De retour d'exil, Haydar, à la tête des Druzes qaysites, écrase les forces druzes yéménites soutenues par les pachas ottomans de Sidon et Damas. Les Alameddine sont massacrés jusqu'au dernier, et le pouvoir yéménite au Liban éradiqué. Cette victoire est une étape importante dans l'histoire libanaise. Il s'agit de la dernière grande bataille où les féodaux s'affrontent au-delà des clivages communautaires, chaque camp rassemblant à la fois des Druzes, des maronites et des chiites. Et l'expulsion des Yéménites a deux conséquences majeures : elle

permet dans un premier temps la consolidation du système féodal par la redistribution des fiefs confisqués, mais, sur le long terme, elle renforce les maronites en réduisant la taille de la communauté druze. La société qui émerge au mont Liban est en effet bien spécifique. Elle continue de regrouper des populations minoritaires des grandes religions (catholiques maronites, chiites et, bien sûr, Druzes), quand les pratiquants des cultes officiels (chrétiens orthodoxes et musulmans sunnites) occupent la côte et les villes. La forte structure féodale druze fournit la base politique de l'émirat, mais la prospérité économique va être rapidement assurée par la paysannerie maronite, en pleine expansion démographique à partir XVIII^e siècle, et qui remettra en cause la suprématie politique druze au siècle suivant.

1732 : Haydar abdique en faveur de son fils Melhem (1732-1754), qu'il avait associé au pouvoir, et meurt à Beyrouth, qui sera par ailleurs brièvement annexée à l'émirat (1749-1763). Melhem aurait permis avant sa mort (1759) à ses fils d'embrasser la foi maronite.

1736 : Synode de l'Eglise maronite, dans le village de Louaizé (Kesrouan), qui proclame notamment le principe de l'enseignement obligatoire et gratuit. La force de frappe maronite est constituée des couvents, qui sont à la fois des foyers culturels et des fermes modèles à l'avant-garde du défrichement et de la bonification des terres.

1758 : A la suite de la capture d'un bateau beyrouthin par des corsaires grecs, violentes émeutes musulmanes dans le port. L'église des Franciscains est profanée et leur couvent saccagé.

1768 : Le Mamelouk d'origine circassienne Ali bey, qui a pris le pouvoir en Egypte cinq ans plus tôt, se déclare indépendant de la Porte. En 1770, son armée, alliée au cheikh Druze Daher al-Omar, occupe Damas avec le soutien de la Russie, qui détruit la flotte ottomane à Tchesmé (7 juillet). Et le 22 mai 1771, la bataille de Sidon-Ghaziyyeh voit les troupes d'Ali bey et de Daher, efficacement appuyées par les canons de la flotte russe, mettre en déroute les armées alliées des Ottomans et de l'émir Chéhab Youssef. Mais, en 1774, le traité de Kutchuk-Kaïnardji met fin à la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman. La réaction ottomane peut s'organiser : en 1775, les armées du sultan reprennent Sidon et bombardent Acre (Akka). Daher est assassiné par l'un de ses hommes dans la ville qu'il s'apprête à fuir. Cet épisode illustre les profondes divergences de vues et d'intérêts entre seigneurs de l'émirat, Youssef restant pour sa part fidèle à la Porte ; il marque surtout le début des interventions directes des puissances européennes au Levant, comme l'illustrera dès 1798 l'expédition d'Egypte de Napoléon Bonaparte.

1788 : Le prince né chrétien Béchir II accède au pouvoir au terme de dix ans de luttes armées entre ses prédécesseurs Chéhab et l'aventurier bosniaque Jazzar Ahmad pacha, nommé au pachalik de Sidon par les Ottomans en 1775, et qui avait entrepris d'inciter différentes factions libanaises à la révolte contre l'émir. Habile, énergique et ambitieux, Béchir II Chéhab dit « Le Grand » (1788-1840) va se maintenir au pouvoir pendant un temps inégalé et est considéré, après l'émir Fakhreddine II, comme le bâtisseur du Liban moderne. Mais, comme son prédécesseur, ses alliances étrangères provoqueront sa chute, qui interviendra en 1840 ; l'édifice de l'émirat s'écroulant peu après.

Février/juin 1799 : Campagne de Bonaparte en Palestine et siège de Saint-Jean-d'Acre par les troupes françaises. Celles-ci se retirent finalement de Syrie sans avoir emporté de succès, mais en ayant accru les tensions entre les maronites, qui les attendaient avec impatience, et les Druzes, inquiets de cette incursion. Pendant tout le XIX^e siècle, la rivalité franco-anglaise pour le contrôle de la route des Indes trouvera un écho dans l'opposition croissante entre les communautés maronite et druze. Face à la présence française, l'émir s'était, pour sa part, rapproché de l'Angleterre (entrevue d'Aïn 'Noub, juin 1799).

1799 : Premier exil de Béchir II à la suite de la reprise en main de la région par le sultan.

1804 : La mort de Jazzar pacha, qui avait entretenu pendant trois décennies les troubles contre l'émir Chéhab, permet à ce dernier de restaurer son autorité au détriment des grandes familles féodales rebelles. Il entreprend une politique de grands travaux, dont le palais de Bayt al-Din constitue le vestige le plus remarquable. Au cours du siècle qui s'ouvre, Beyrouth s'affirme

comme le deuxième port de l'empire, et la montagne va devenir le premier fournisseur de cocons pour l'industrie lyonnaise de la soie.

1810 : Béchir II envoie 15 000 hommes vers Damas, pour soutenir la défense de la ville contre les Wahhabites d'Arabie (bataille de Tibériade). L'irruption depuis le désert du Nedj, en Arabie, de cette secte puritaine et guerrière a provoqué l'exil de nombreux chrétiens de Syrie vers Beyrouth, ainsi que des Druzes de la région d'Alep dans les villages du Chouf et du Metn (1811). Les Wahhabites ne seront vaincus qu'en 1818, par le pacha d'Egypte Mehmet Ali. Ces troubles ont permis à Béchir de se présenter comme le champion des chrétiens et des Druzes persécutés.

1822 - 1823 : Second exil de Béchir II, provoqué par la trahison de Béchir Joumblatt, principal seigneur druze du Chouf, qui est à la fois son vassal et un riche – et donc puissant – rival.

1825 : Béchir II écrase Joumblatt au cœur de son fief, à Moukhtara, établissant ainsi sa maîtrise complète sur l'émirat. C'est le sommet de la puissance et de la gloire de Béchir « le Grand ». Mais en décapitant la communauté druze, l'émir chrétien rompt ouvertement le fragile équilibre confessionnel libanais et favorise la montée de l'antagonisme entre les deux communautés.

1831 : Le vice-roi d'Egypte Mehemet Ali (1805-1849) répudie la tutelle ottomane et entreprend la conquête de la Syrie. L'armée égyptienne, composée d'Albanais et de Barbaresques, est commandée par le propre fils de Mehemet Ali, Ibrahim pacha, et le Français Soleiman pacha (colonel Sève, principal conseiller militaire français de Mehemet Ali). L'approche de l'armée égyptienne provoque des troubles entre Druzes, fidèles à la Porte, et maronites, sensibles à la suppression des restrictions traditionnelles imposées aux chrétiens et aux Juifs à laquelle s'attache le conquérant égyptien. Béchir II fait le choix de l'alliance égyptienne.

27 mai 1832 : Après la chute de Tyr, Sidon, Beyrouth puis Tripoli, c'est au tour d'Acre de tomber entre les mains d'Ibrahim pacha. Le 9 juillet, il défait à Homs, avec l'aide des troupes de Béchir II, le gouverneur de Damas en fuite. La Syrie est, dès lors, entièrement sous domination égyptienne. L'armée ottomane est de nouveau sévèrement défaite le 29 juillet 1832 au col de Beilan, dans les monts du Taurus, puis le 21 décembre à Konya, en Anatolie. L'avancée égyptienne vers Istanbul est interrompue par l'intervention de la Russie, appelée à l'aide par le sultan, Mahmud II.

8 avril 1833 : Convention de Kütahya, par laquelle Ibrahim pacha s'engage à évacuer l'Anatolie contre la cession de la Syrie. Les Russes, dont une escadre a été dépêchée à Istanbul, imposent à la Porte le paiement de leur aide militaire. Le traité de Hünkâr Iskelesi (8 juillet) marque l'apogée de l'influence russe dans l'Empire ottoman : l'un de ses articles secrets prévoit, en cas de besoin exprimé par la Russie, la fermeture des Dardanelles aux navires de toutes les autres puissances.

1834 : Premières révoltes contre la domination égyptienne en Syrie. Au poids des nouveaux impôts et du travail forcé, jusqu'alors inconnu, s'ajoute la conscription, instaurée par Soleiman pacha. L'incorporation dans des régiments égyptiens cantonnés en Anatolie, en Arabie et au Soudan est d'autant plus mal ressentie au Liban que les maronites et les Druzes, excellents guerriers et paysans, craignent la ruine de l'agriculture et refusent que leurs jeunes hommes servent dans les mêmes régiments que des musulmans sunnites. Les incidents, qui éclatent en Palestine, à Tripoli et dans la région de Lattaquié, puis dans le Chouf en 1835, sont durement réprimés avec l'aide des troupes fidèles à Béchir II. Mille conscrits druzes sont finalement levés au profit de l'armée égyptienne.

1835-1836 : Un diplomate catholique de l'ambassade britannique à Istanbul, Richard Wood, est en mission spéciale à Beyrouth pour tenter d'affaiblir l'alliance entre Mehemet Ali et Béchir II. Il échoue, mais provoque et appuie la dissidence d'un cousin de celui-ci, de même qu'il encourage les Druzes à la révolte – qui interviendra en 1838 – et les maronites à se détourner de l'alliance française – sans effet notable.

24 juin 1839 : Bataille de Nizib, près d'Alep. Ibrahim et Soleiman pacha mettent en déroute la plus grande armée turque jamais levée. Ce nouveau succès provoque l'inquiétude des grandes

puissances (Russie, Autriche, Prusse et surtout Angleterre), qui ne peuvent admettre qu'un souverain étroitement lié à la France étende sa domination sur tout le bassin occidental de la Méditerranée. L'Angleterre se charge de généraliser et soutenir les révoltes libanaises, auxquelles toutes les communautés participent.

8 juin 1840 : « Journée d'Antelias ». Les douze membres du comité représentant les chefs insurgés contre le pouvoir égyptien se jurent fidélité sur l'autel du sanctuaire maronite de saint Elie, et rédigent une proclamation politique exigeant l'institution d'un conseil des communautés auprès de l'émir (Béchar II), ainsi que la suppression de la conscription, des réquisitions et des mesures de désarmement engagées par les Egyptiens à l'encontre des différentes communautés. Débutée à Dayr al-Qamar, dans le Chouf, dès le 27 mai, l'insurrection gagne rapidement tout le pays.

15 juillet 1840 : Convention de Londres entre l'Empire ottoman et les puissances européennes, France exceptée, en vue de réduire la puissance d'Ibrahim pacha. Le 11 août, des navires de guerre britanniques et autrichiens croisent au large de Beyrouth. Le 11 septembre, la ville est bombardée par la flotte du commodore Napier et un contingent de 8 500 soldats turcs, britanniques et autrichiens est débarqué dans la baie de Jounieh, opérant la jonction avec les insurgés libanais. Le pacha égyptien se replie sur al-Hadath, au sud-est de Beyrouth, et est écrasé le 10 octobre à la bataille de Bharsaf, dans le Metn. La Syrie est reconquise par les troupes ottomanes. Béchar II abdique et se rend aux Anglais, qui l'exilent à Malte. Autorisé par le sultan à s'établir à Istanbul en 1841, il y mourra en 1850, à l'âge de 87 ans, riche et respecté. Pour le Liban, sa disparition de la scène politique et son remplacement par un autre prince Chéhab, Béchar III, ouvre deux décennies de troubles entretenus par le malaise social et les conflits communautaires (1840-1860).

Automne 1841 : Excités par les agents anglais et soutenus par les Ottomans, les combattants druzes fondent sur les maronites. Le 13 octobre, les chrétiens de Deir el-Kamar sont attaqués par surprise pour venger un incident intervenu quelques mois plus tôt. Toute la montagne s'embrace en quelques jours. Le 25, la défaite du Druze Chibli El-Arian devant Zahleh, principal centre chrétien de la Bekaa, ne permet pas de rétablir la situation dans le Chouf.

Les Turcs du général Mustafa pacha interviennent pour désarmer les chrétiens. Béchar III abdique, ce qui entraîne la fin de la dynastie des Chéhab et de l'émirat de la montagne. La Porte rétablit en effet dès 1843, et jusqu'en 1860, le régime d'administration directe en prenant soin de diviser le territoire en deux *caïmacamats* (districts), dont la route Beyrouth-Damas constitue la ligne de démarcation (règlement de Chékib Effendi). Le Nord est confié à un maronite et rattaché au pachalik de Beyrouth, et le Sud à un Druze au sein du pachalik de Sidon : le pays est ainsi, non seulement divisé, mais englobé au sein de plus vastes provinces syriennes. Ces entités sont, en outre, loin d'être homogènes : subsistent une importante minorité druze au nord (Metn) et maronite au sud (dans le Chouf et à Sidon). Une nouvelle vague de massacres entre maronites et Druzes, dès 1845, illustre la profondeur du fossé entre les factions libanaises.

Milieu du XIX^e siècle : Début du mouvement de renaissance arabe (Nahda). Le développement de la presse de langue arabe, la modernisation de la langue et de la poésie, la création de nombreux clubs et d'associations concourent aux mêmes buts politiques : développer la conscience nationale des provinces arabes de l'Empire ottoman. Les principaux instigateurs de ce mouvement sont des chrétiens libanais. Ainsi, Nassif Yasigi et Boutros Boustani fondent en 1874, à Beyrouth, la Société des Arts et des Sciences, première de ces associations culturelles qui allaient proliférer dans l'Empire ottoman moribond et constituer autant de foyers réformistes, voire révolutionnaires.

1858 : Révolte paysanne dans la région maronite de Kesrouan. Conduite par un maréchal-ferrant du village de Rayfoun, Tanios Chahine, et soutenue par une partie du clergé, elle conteste les privilèges de l'aristocratie (Iktaïya) et aboutit à l'éviction de la famille des Khazen. C'est la « république de Kesrouan » (1858-1859). En plein essor économique et démographique, les paysans maronites se heurtent rapidement, et de plus en plus violemment, aux Druzes, qui restent attachés au système féodal traditionnel.

Début 1860 : Accord secret entre les communautés druzes de la montagne, du Wadi-Taym et du Hauran prévoyant un « plan d'extermination » des chrétiens, qui sont déjà, à cette date, quatre fois plus nombreux que les Druzes.

26 mai 1860 : Attaque des Druzes et début des massacres des chrétiens, avec la complicité souvent active des garnisons turques. Ismaël El-Attrache et Saïd Bey Joumblatt se distinguent particulièrement. Contrairement aux événements de 1841, les chiïtes et les sunnites participent à la curée aux côtés des Druzes. Dès le 30 mai, la ville de Baabda tombe sans coup férir. La rébellion s'étend à Beyrouth, Sidon et dans la région de Jezzine. Les citadelles de Hasbaya et de Rachaya tombent les 10 et 11 juin, Zahlé le 18, Deir el-Kamar le 20... En quelques jours, selon les estimations de l'époque, de 6 000 à 12 000 chrétiens sont éliminés au Liban, et de 5 000 à 11 000 dans le quartier chrétien de Damas. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés. Un profond émoi secoue l'Europe. Napoléon III ordonne à la flotte française de Méditerranée d'appareiller vers les côtes libanaises et syriennes.

Septembre 1860 : Débarquement d'un corps expéditionnaire français de 6 000 hommes commandés par le général Beaufort d'Hautpoul, qui intervient au nom des principales puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Russie, Autriche-Hongrie et Prusse). Il occupe Deir el-Kamar, l'ancienne capitale des émirs Maan dans le Chouf, où les violences ont culminé, sur proposition des Turcs (Fouad pacha, ministre ottoman des Affaires étrangères, avait été dépêché à Beyrouth dès le 17 juillet par le sultan pour traiter avec les Européens). Les Turcs organisent la répression officielle des tueries : le pacha de Damas est exécuté, celui de Beyrouth destitué ; 150 civils et militaires sont pendus ou fusillés et une centaine d'autres exilés en Tripolitaine. Le 24 septembre, la commission internationale composée des représentants des puissances européennes entame ses travaux : l'objectif est, au-delà de l'analyse de la situation, de placer le Liban sous un régime administratif contrôlé par l'Europe.

9 juin 1861 : Reconnaissance par la Sublime Porte de la province autonome (*Moutassarifiya*) du Mont-Liban, créée sous la pression des puissances occidentales. Ce gouvernorat, placé sous protection française, doit être dirigé par un gouverneur ottoman (*wali*) chrétien, mais non libanais, auquel est adjoint un conseil administratif consultatif composé de façon proportionnelle des représentants des communautés (quatre maronites, trois Druzes, deux Grecs orthodoxes, un Grec catholique, un sunnite et un chiïte). Les maronites constituent à cette époque 60 % de la population du territoire, les Druzes 15 %, les Grecs catholiques et orthodoxes 10 %. Ce règlement organique est à l'origine de la francophonie libanaise, ainsi que de la répartition communautaire dans l'exercice des fonctions politiques et administratives en lieu et place de la grande féodalité intercommunautaire agonisante. Pour la première fois, les chiïtes, jusque-là assimilés juridiquement aux sunnites, se voient reconnaître leur identité propre et octroyer une représentation. A la veille de la première guerre mondiale, le pourcentage de chrétiens sera estimé à 75 % de la population de la province du Mont-Liban, contre 25 % de musulmans (Druzes compris).

1864 : Constitution à Deir el-Kamar du premier conseil municipal.

Décembre 1876 : Les Libanais sont appelés à participer aux élections du Parlement impérial ottoman siégeant à Istanbul. La constitution ottomane a été promulguée et le grand vizir Midhat Pacha considère de ce fait que le statut de 1861 consacrant l'autonomie du Mont-Liban est devenu caduc. Les Libanais, toutes communautés confondues, ne l'entendent pas ainsi et se déclarent satisfaits de la situation qui prévaut depuis 1861. Ils refusent donc, malgré les pressions de la France et de l'Angleterre, de participer aux élections législatives ottomanes, et la Sublime Porte finit par céder et par dispenser le Mont-Liban d'envoyer des représentants à Istanbul. La même situation se reproduira en 1908, après la révolution « jeune turque ».

1879 : Extension des conseils municipaux élus (Jounieh par exemple). L'influence de la France se renforce nettement dans la province autonome. Les infrastructures sont développées et améliorées par des entreprises françaises, qui entreprennent la construction de la route Beyrouth-Damas (terminée en 1863), du réseau ferré libanais (Damas-Beyrouth, Rayak-Alep, Tripoli-Homs, de

1900 à 1911), ainsi que du port et du phare de Beyrouth. Par ailleurs, l'université Saint-Joseph, fondée par les jésuites en 1875, prend un essor régional. Elle contribue à faire du Liban le principal foyer culturel en Orient, aux côtés des nombreuses autres institutions créées à Beyrouth au XIX^e siècle : les écoles des Trois-Docteurs (1852), l'École nationale de Boutros al-Boustani (1863), le collège patriarcal (1865), l'Université protestante syrienne – future Université américaine (1866) –, l'école de la Sagesse (1872), le collège Makassed (1880) et celui de Cheikh Ahmad Abbas (1897). Ces centres actifs forment des générations d'intellectuels de toutes confessions, la renaissance littéraire étant relayée par un mouvement florissant de publications diffusées souvent très au-delà des frontières du Liban. Parmi les principaux journaux et revues qui fleurissent : *Hadiqat al-Akhbar* (créé en 1858) de Khalil al-Khoury, *Nafir Sourya* (1860) et *al-Jinan* (1870) de Boutros al-Boustani, *az-Zahran* (1870) de Youssef Chalfoun, *Lisan al-Hal* (1887) de Khalil Sarkis, *Bairout* (1888) de Mohammed al-Dana, *al-Machriq* (1898) des pères jésuites, etc.

1914 : L'Empire ottoman, engagé dans la guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dénonce le statut imposé par les Alliés au Liban depuis 1861, ainsi que le régime des Capitulations (8 septembre). Dès le 22 novembre, l'armée turque occupe la montagne, les habitants de la *Moustassarifiya* libanaise étant suspectés de sympathie pour l'Entente. La volonté de reprise en main est clairement exprimée par le préfet turc désigné pour administrer le pays depuis Aley, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth, à mi-hauteur dans la montagne : « Ma promotion diffère de celle des gouverneurs précédents, désignés avec l'approbation des six puissances. La volonté de notre Auguste Maître m'a désigné directement. Cette décision indique clairement que la Turquie a aboli les protocoles existant entre elle et les puissances, tant pour le choix des gouverneurs que pour l'administration de ce sandjak. »

23 mars 1915 : Dissolution du Conseil administratif élu du Mont-Liban, remplacé par un conseil nommé. Le 5 juin est acceptée la démission du dernier *moutassarif*, Ohannès pacha Kouyoumjian, un Arménien catholique. L'autonomie du Liban a vécu.

6 mai 1916 : « Journée des Martyrs ». Vingt-et-un Libanais de diverses confessions sont pendus à Beyrouth, au prétexte de leurs contacts avec les puissances alliées, par le gouverneur ottoman Ali Mounif Bey, issu du groupe des officiers Jeunes-Turcs. Onze autres « martyrs » les avaient précédés à la potence le 21 août 1915. Cette vague de répression frappe de nombreuses personnalités libanaises : le père Youssef El-Hayek est exécuté le 22 mars 1915, Youssef El-Hani le 5 juin 1915 et les frères Philippe et Farid Khazen le 5 juin 1916. Le blocus établi par les Turcs autour du Mont-Liban – aggravant celui déjà imposé en mer par la flotte anglaise – s'ajoute à la corruption et au délabrement administratif de l'État, pour provoquer une famine meurtrière. Une invasion de sauterelles et le développement de plusieurs épidémies (typhoïdes, typhus, choléra...) rendent encore plus dramatique la situation sanitaire, au point de causer la disparition de près d'un quart de la population du Mont-Liban en l'espace de 3 ans.

16 mai 1916 : Conclusion de l'accord secret franco-britannique négocié par Mark Sykes et Georges Picot. Ils prévoient le partage du Proche-Orient arabe post-ottoman entre l'Angleterre et la France, réservant à celle-ci la Syrie et le Liban, les Britanniques s'assurant pour leur part le contrôle de la Mésopotamie et de la Palestine.

5 juin 1916 : Appuyé par les Britanniques, le chérif Hussein proclame le soulèvement contre le sultan « pour libérer le peuple arabe du joug turc ». Fin octobre, il se proclame « roi des Arabes ». L'avancée des armées anglaises et chérifiennes est toutefois contenue en Palestine par l'intervention vigoureuse de deux armées turques : la VII^e, sous les ordres de Mustapha Kémal pacha (le futur Kémal Atatürk), et la VIII^e, commandée par le général allemand Liman von Sanders.

2 novembre 1917 : Déclaration Balfour, par laquelle ce ministre des Affaires étrangères anglais promet à lord Rothschild la création d'un « foyer national juif » en Palestine. Dès 1840, le consul anglais à Beyrouth avait écrit au ministère des Affaires étrangères à Londres pour suggérer cette idée, afin que l'Empire britannique disposât dans la région, face aux maronites soutenus par la

France, d'une communauté dévouée à la Couronne britannique.

1^{er} octobre 1918 : Après une offensive aussi massive que foudroyante débutée à l'aube du 18 septembre (percée de Toulkarm), le général britannique Allenby fait son entrée à Damas avec le prince Fayçal, fils d'Hussein. Le 7 octobre, une escadre française paraît en rade de Beyrouth. Le 8, un corps anglo-français commandé par Allenby entre dans la ville et met fin à la forte agitation chérifienne qui s'y développait depuis une semaine. Le 12, avec le débarquement de marins français à Tripoli, l'occupation alliée du Liban est achevée. Le 30, à Moudros, l'armistice est signé sur ce théâtre d'opérations entre les représentants turcs et britanniques.

Novembre 1919 : Le général Henri Gouraud est nommé haut-commissaire de la République française en Syrie, au Liban et en Cilicie. Son secrétaire général est Robert de Caix, hostile au nationalisme chérifien et partisan d'une alliance privilégiée avec les minorités chrétiennes de la région : « Il faut mettre ces autonomies locales dans un vitrail, dont le plomb sera français. » Recevant les corps constitués le 22 novembre 1919, au lendemain de son arrivée, le général Gouraud explique : « Si nous sommes les descendants des croisés, nous sommes les fils de la Révolution, épris de liberté et de progrès, respectueux de toutes les religions et fermement résolus à assurer une justice égale aux adeptes de chacune d'elles. »

6 janvier 1920 : Accord provisoire Fayçal-Clemenceau, par lequel l'émir de Damas, installé par les Anglais, reconnaît l'existence d'un Liban indépendant et souverain, tandis que la France reconnaît l'indépendance et la souveraineté de la Syrie, mais sous mandat français. Bien que ne fixant aucune frontière, cet accord permet de concilier les promesses faites pendant la Grande Guerre aux Arabes sunnites et aux maronites libanais. En ce sens, il s'inscrit dans la continuité de la politique française dans la région depuis le XVI^e siècle, mais ne sera pas appliqué.

24 avril 1920 : La conférence de San Remo attribue les mandats sur la Syrie et le Liban à la France (la Grande-Bretagne se voyant confier l'Irak et la Palestine). Proclamé roi de Syrie au mois de mars précédent, Fayçal réfute les termes du mandat : lors de la bataille de Mayssaloun livrée le 24 juillet 1920, ses troupes sont vaincues et dispersées par la colonne du général Goybet envoyée par Gouraud, et le prétendant chérifien est chassé de Damas. Le 10 août, le traité de Sèvres stipule que la Syrie est détachée de l'Empire ottoman pour former « provisoirement un Etat indépendant à condition que l'aide et les conseils d'un mandataire guident son administration jusqu'au moment où elle serait capable de se conduire seule » (article 94).

Le mandat français (1920-1943)

Préparée de longue date et confirmée par les accords Sykes-Picot de 1916 et les décisions de la conférence de San Remo de 1920, la mainmise française sur le Liban et la Syrie s'effectue sans rencontrer – si l'on excepte la révolte druze – de grandes difficultés au lendemain de la première guerre mondiale. Dans un contexte général où – face aux revendications des Hachémites privés du « grand royaume arabe » promis par les Anglais et à celles des nationalistes arabes attachés à l'idée d'une « Grande Syrie » comprenant évidemment le Liban – la France a joué des divisions confessionnelles pour imposer la création d'un « Grand Liban » majoritairement chrétien, appelé à constituer pour elle une base solide garantissant l'établissement durable de sa présence au Levant. L'époque du mandat français est l'occasion d'une modernisation et d'un développement rapides, mais la question de l'indépendance – accordée par l'Angleterre, même si elle demeure encore très formelle, à l'Irak et à l'Égypte – se pose rapidement durant l'entre-deux-guerres et la position française se trouve évidemment fragilisée par la défaite de 1940. Il faut alors compter avec la volonté britannique de mettre la main sur l'ensemble du Proche-Orient arabe et d'en écarter un allié qui, dans cette région du monde, était depuis longtemps un rival.

1^{er} septembre 1920 : Proclamation officielle de l'indépendance du Liban par le général Gouraud à Beyrouth, en présence des délégués des Alliés, du corps consulaire et de représentants de toutes les communautés. Il s'agit d'un « Grand Liban » de 600 000 habitants débordant largement

l'ex-province ottomane du Mont-Liban pour intégrer la façade maritime (avec Beyrouth), le djebel Amel au sud et les riches terres à blé de la Bekaa à l'est et de l'Akkar au nord. La réunion de la montagne à la côte intègre ainsi au jeu politique libanais, traditionnellement dominé par les grandes familles chiites, druzes et maronites, les sunnites et les Grecs orthodoxes des villes côtières. De manière plus large, la majorité chrétienne se trouve diluée dans le Grand Liban et ne représente plus les 75 % de la population qu'elle représentait dans la province du Mont-Liban. Et ces nouvelles frontières, qui dépassent les revendications initiales des nationalistes libanais, heurtent les nationalistes arabes, notamment syriens, dont le rêve d'unité et d'indépendance immédiates s'évanouissent.

24 juillet 1922 : L'Acte de Londres, émanant de la Société des Nations, confirme le mandat français accordé par le traité de Sèvres, et entérine la séparation du Liban de la Fédération syrienne (elle-même divisée en trois Etats : Damas, Alep et le Territoire des Alaouites – comprenant le port de Lattaquié qui constitue la seule ouverture sur la mer restant à la Syrie). Une simple union douanière réunit désormais les territoires libanais et syriens.

1923-1925 : Le général Weygand occupe la fonction de haut-commissaire. Son successeur, le général Sarrail, proche de la gauche républicaine anticléricale, indisposera les différentes communautés : c'est sous son court mandat qu'éclate, en 1925, la grande révolte druze qui, partant du Liban, enflammera la Syrie pendant deux ans. Après cet épisode, et jusqu'en 1940, les hauts-commissaires seront tous des fonctionnaires civils.

23 mai 1926 : Promulgation de la constitution de la république du Grand Liban, inspirée du régime parlementaire français de 1875. Elle en fait, dans la tradition des réformes mises en œuvre à l'époque ottomane, un Etat fondé sur la coexistence de plusieurs communautés (les millet de l'époque antérieure). Son article 95 dispose : « A titre transitoire et dans une intention de justice et de concorde, les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère... ». La loi électorale consacre la représentation proportionnelle des communautés au Parlement, mais la France ne prend pas le risque d'organiser des élections législatives : la première Chambre des députés est constituée des membres du Conseil consultatif placé auprès du haut-commissaire, qui nomme également le président de la République, Charles Debbas, un Grec orthodoxe francophile et francophone. Le français et l'arabe sont d'ailleurs les deux langues officielles du pays. Par crainte de la prédominance chrétienne dans l'appareil étatique, un Haut Conseil chiite est immédiatement créé et les sunnites ne se rallieront au nouvel Etat qu'au cours des années trente.

1^{er} septembre 1926 : A l'occasion du sixième anniversaire de la proclamation de l'Etat du Grand Liban, celui-ci prend la dénomination officielle de République libanaise.

1932 : Crise politique. Le cheikh Mohammed El-Jisr est sur le point de se faire élire à la présidence de la République. Le 9 mai, le haut-commissaire suspend la Constitution. Pour résoudre la crise institutionnelle, les autorités mandataires inaugurent le partage des deux plus hautes charges de l'Etat entre maronites et sunnites : le nouveau président de la République, le maronite Habib Pacha El-Saad, nommé par la France, choisit comme premier ministre le musulman sunnite Abdallah Beyhum.

A Beyrouth, Antoun Saadé (Mahmoud Naser El-Din) fonde le Parti populaire syrien (PPS), qui reprend l'idée d'une Grande Syrie initialement lancée par certains milieux français. Les clivages vont dès lors s'accroître entre nationalistes libanais, nationalistes arabes et militants pro-syriens. Le PPS, également connu sous les noms de Parti nationaliste saadiste puis de PSNS (*al-Hizb as-Sūrī al-Qawmī al-Ijtīmā'ī* : Parti social nationaliste syrien), se revendique national, social et laïc, puis s'affirmera antisioniste et anticommuniste. Hostile au panarabisme et aux autres formes du nationalisme arabe, il préconise une grande nation syrienne qui comprendrait, outre le Liban et la Syrie, la Palestine, la Jordanie, l'Irak, le Koweït, Chypre, de même que le Sinaï en Egypte, la Cilicie en Turquie et la région du Chatt-el-Arab limitrophe de l'Iran. Selon l'idéologie du PPS, telle qu'exprimée notamment par Saadé dans son ouvrage *La Genèse des nations*, le cadre géographique doit l'emporter sur les déterminismes liés à la religion, à la langue ou à l'origine ethnique des peuples. Il n'existerait ainsi que quatre nations arabes : outre la Grande Syrie,

l'Arabie, l'Egypte et le Maghreb.

1932 : Dernier recensement officiel de la population libanaise. Sur 785 000 habitants, les chrétiens sont majoritaires à 51,2 % (28,8 % de maronites, 9,7 % de Grecs orthodoxes, 5,9 % de Grecs catholiques et 6,8 % autres). Les 48,8 % de musulmans se répartissent pour l'essentiel entre sunnites (22,4 % de la population), chiites (19,6 %) et Druzes (6,8 %).

1936 : L'organisation communautaire, à la base de l'ordre public, est consacrée par un arrêté du haut-commissaire français, qui reconnaît et protège les cultes des communautés religieuses dites « historiques ». Ces communautés sont légalement au nombre de dix-sept, mais seules sept d'entre elles pèsent politiquement : les maronites, les sunnites, les chiites, les Grecs orthodoxes, les Grecs catholiques, les Druzes et les Arméniens.

13 novembre 1936 : « Traité d'amitié et d'alliance » entre la France et le Liban, complété par une convention militaire et un échange de lettres, prévoyant la fin du régime mandataire par l'admission du Liban à la Société des Nations. Il est calqué sur le traité franco-syrien du 9 septembre précédent, mais reconnaît *de facto* l'entité libanaise alors que la plupart des musulmans, notamment sunnites, restent encore attachés à la vision d'une « souveraineté nationale dans le cadre de l'unité syrienne, étape préliminaire à l'unité arabe ». Des troubles confessionnels éclatent à Beyrouth, où les musulmans du quartier populaire de Basta s'en prennent aux chrétiens. Mais, dès le 4 janvier 1937, le haut-commissaire Damien de Martel rétablit par arrêté la Constitution de 1926, qui était suspendue depuis cinq ans. La Chambre peut élire le président de la République et choisit Emile Eddé, leader du Bloc national, qui domine le paysage institutionnel aux côtés du Bloc constitutionnel (Destour) de Bechara al-Khoury.

21 novembre 1936 : Création des Phalanges libanaises (Al-Kataeb) par les personnalités chrétiennes Pierre Gemayel, George Nacache, Shafic Naspid, Emile Yared et Charles Hélou. Officiellement laïque et multiconfessionnelle, mais largement dominée par les maronites, l'organisation s'inspire des mouvements autoritaires de l'époque : Phalange espagnole de Jose Antonio Primo de Rivera, engagée dans la guerre civile espagnole (1936-1939), ou mouvements fascistes européens. Prônant l'indépendance du Liban, les phalangistes s'opposent frontalement à la présence française ainsi qu'aux nationalistes arabes (pro-syriens) et aux progressistes. A la fin des années soixante, le parti Kataeb aura neuf sièges à l'Assemblée nationale, et sera l'un des principaux groupes politiques au sein d'un Parlement notoirement divisé. En 1975, avec 80 000 adhérents, il deviendra le premier parti du Liban.

10 novembre 1937 : Transformation des Najjadés, organisation de scouts musulmans, en parti politique, qui s'inspire du modèle des Phalanges libanaises. La nouvelle polarisation politique semble ainsi se cristalliser sur des bases confessionnelles homogènes.

Décembre 1940 : L'amiral Dentz est nommé haut-commissaire par le gouvernement de Vichy.

8 juin au 14 juillet 1941 : Le corps d'armée anglo-australien du général Wilson, renforcé par des contingents des Forces françaises libres (général Catroux), attaque et défait les troupes françaises du Levant. Restées fidèles à Vichy, celles-ci étaient soupçonnées de laisser se préparer une invasion imminente de la région par les Allemands (une crainte renforcée par le déclenchement à Bagdad, en avril 1941, du coup d'Etat nationaliste conduit par Rachid Ali, un mouvement rapidement étouffé par les Anglais et la Légion arabe qu'ils ont formée en Jordanie). Il s'agit en fait, pour l'Angleterre, de briser l'influence française dans la région, comme le confirme Winston Churchill dans une déclaration aux Communes : « Il n'est pas question que la France garde au Levant la situation qui était la sienne avant la guerre [...] ; ni que, même pendant la durée des hostilités, la France libre se substitue à Vichy. » Les combats opposant les forces vichystes aux Anglo-gaullistes durent plus d'un mois et se terminent avec la signature de l'accord d'armistice de Saint-Jean-d'Acre. Les Français du Levant ont refusé de traiter avec les Français libres et le mandat sur le Levant français est simplement transféré à la Grande-Bretagne. Les forces vichystes obtiennent les honneurs de la guerre. Elles peuvent se joindre à la cause alliée, mais seront, dans le cas contraire, rapatriées en France. Deux mille volontaires se joindront aux Alliés sur les trente mille hommes qui constituaient les forces du Levant, dont la résistance empêchait toute remise en

cause par les Allemands de l'armistice de juin 1940.

25 décembre 1941 : Le général Catroux, commandant des Forces françaises libres du Levant, proclame la complète indépendance du Liban (ainsi que de la Syrie), dont le principe avait été admis lors des déclarations des 27 septembre et 26 novembre précédents : « Le Liban jouit maintenant des droits et des prérogatives attachés à la qualité d'Etat souverain et indépendant. » La poursuite de la guerre ne permet pas de traduire dans les faits la fin officielle du mandat français. Mais le prestige de la puissance mandataire est sérieusement ébranlé par le spectacle des combats fratricides de juin/juillet 1941 et par le travail de sape de l'Angleterre qui, représentée à Beyrouth par le général Spears à partir de février 1942, assure sur le terrain la présence militaire alliée. Dans ces conditions, les élections de 1943 débouchent, au Liban comme en Syrie, sur des chambres nationalistes et la désignation de présidents intraitables (respectivement Béchara El-Khoury et Choukri El-Kouatli).

10 novembre 1943 : Arrestation du président de la République Béchara El-Khoury, du président du Conseil Riyad El-Solh et de plusieurs ministres par le nouveau haut-commissaire, Jean Helleu. Cette initiative maladroite provoque la création d'un « gouvernement de résistance » dans la montagne et la proclamation par les membres de ce gouvernement, chrétiens et musulmans, d'un « Pacte national ». Une insurrection générale anti-française éclate. Arrivé d'Alger le 16 novembre, le général Catroux fait libérer le président Béchara El-Khoury et les autres dignitaires le 22 novembre, qui deviendra la date de la fête nationale. Le Pacte national scelle le ralliement des musulmans à l'entité politique libanaise dominée par les chrétiens, en échange de la reconnaissance par ces derniers de la personnalité arabe du pays et de la renonciation à la protection de la France. Ce pacte non écrit réserve la présidence de la République à un maronite, celle du Conseil des ministres à un sunnite, et celle de la Chambre des députés à un chiite. A l'assemblée (128 élus), les chrétiens, dont la supériorité numérique ne fait alors aucun doute, disposent de 55 % des sièges contre 45 % aux musulmans. Le pacte confirme en outre la confessionnalisation des fonctions publiques (administration, armée, justice, diplomatie, etc.).

1944 : Une délégation libanaise participe à Alexandrie, aux côtés de délégations égyptienne, syrienne, transjordanienne et irakienne, à la conférence préparatoire visant à la création d'une « Ligue des Etats arabes », future Ligue arabe.

Mai 1945 : Soulèvement anti-Français en Syrie. La Grande-Bretagne demande et obtient un cessez-le-feu ainsi que le commandement militaire du pays.

9 juillet 1945 : A la suite des pressions britanniques et américaines, la France décide d'autoriser la constitution d'armées nationales en Syrie et au Liban, et de transférer aux gouvernements respectifs les unités militaires de recrutement local dont le gouvernement français avait pris la charge. Le 1^{er} août suivant, les autorités syriennes et libanaises commencent à assurer l'encadrement des troupes locales. L'ensemble des services administratifs assurés par les Français est transféré au gouvernement libanais au cours du mois d'août.

13 décembre 1945 : Signature à Londres d'un accord franco-britannique sur l'évacuation des troupes anglaises et françaises de Syrie et du Liban. Le 3 mai 1946, la France et l'Angleterre annoncent au Conseil de sécurité de l'ONU leur intention de retirer leurs troupes avant la fin de l'année.

Août 1946 : Départ des derniers militaires français du Liban. Les Anglais les avaient précédés le 30 juin.

Le Liban indépendant (1945-1975)

Débarassé de la tutelle française à la faveur de la seconde guerre mondiale, le Liban entame une existence d'Etat indépendant, bientôt compromise par l'évolution du contexte régional. Il lui faut en effet compter avec la naissance, sur ses frontières méridionales, de l'Etat d'Israël dont la

création entraîne la région dans une confrontation génératrice de plusieurs conflits, dont certains vont affecter directement le pays du cèdre. Les revendications des partisans d'une Grande Syrie posent d'emblée, par ailleurs, la question de la légitimité de l'Etat libanais, tout comme les succès, éphémères, rencontrés bientôt par le nassérisme égyptien et par le baasisme panarabe. Une situation compliquée de plus par les aléas de la guerre froide, qui voit le Proche-Orient devenir, lui aussi, un lieu de confrontation entre les blocs, le Liban chrétien s'appuyant sur les Américains, contre l'avis des musulmans. L'aggravation du conflit israélo-arabe et la montée en puissance de la résistance palestinienne, repliée au Liban après la défaite subie en Jordanie en 1970, créent enfin les conditions d'une déstabilisation du fragile Etat libanais et préparent l'explosion de la guerre civile, venue ruiner les espoirs mis dans la « Suisse du Proche-Orient ».

23 mars 1949 : Convention d'armistice israélo-libanais, faisant suite à la première guerre entre le jeune Etat hébreu et les Arabes, à laquelle ont participé deux bataillons de l'armée libanaise et qui a provoqué l'afflux de 140 000 réfugiés palestiniens dans le pays. La ligne de cessez-le-feu, tracée sur la frontière internationale délimitée en 1920 par les puissances mandataires, est placée sous surveillance des observateurs de l'ONU (UNTSO).

Juin 1949 : Insurrection du Parti populaire syrien (PPS) d'Antoun Saadé. Rentré d'exil au Brésil en 1947, il avait immédiatement engagé des actions de déstabilisation anti-gouvernementales. Il est arrêté le 7 juillet 1949 à la frontière syrienne et exécuté dès le lendemain sur décision d'un tribunal militaire l'ayant reconnu coupable de complot contre la sécurité de l'Etat. Douze autres condamnations à mort et de nombreuses peines de prison sont également prononcées contre les militants pro-syriens.

1949 : Création du Parti socialiste progressiste par le leader druze Kamal Joumblatt, dont les adhérents se recrutent essentiellement parmi ses fidèles.

1950 : Rupture par la Syrie de l'union économique et douanière unissant les deux pays depuis 1922. Jusqu'à la signature d'un nouveau traité, en février 1952, la crise du commerce libanais frappe durement l'économie du pays.

25 mai 1950 : Déclaration tripartite (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) par laquelle ces trois puissances affirment leur droit à garantir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats du Moyen-Orient contre toute agression extérieure. L'Union soviétique est implicitement désignée. La guerre froide se prolonge ainsi en Orient.

16 juillet 1951 : Assassinat du Premier ministre Riyad El-Solh à Amman, au terme d'une visite au roi Abdallah de Jordanie (lui-même assassiné quatre jours plus tard à Jérusalem), vraisemblablement par des militants du PPS souhaitant venger l'exécution de leur chef deux ans plus tôt. La disparition de Solh laisse les mains libres au président de la République Béchara el Khoury, dont les méthodes clientélistes provoquent rapidement la montée des mécontentements.

19 septembre 1952 : A l'issue de la première grande crise politique du jeune Etat libanais, le président de la République Béchara El-Khoury est contraint de démissionner. Il nomme le commandant en chef de l'armée, le général maronite Fouad Chéhab, Premier ministre afin d'assurer la continuité du pouvoir. Son successeur, l'avocat anglophile Camille Chamoun, est élu dès le 23 septembre. Sami Sohl devient Premier ministre.

24 février 1955 : Signature du pacte de Bagdad par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni. Traité d'organisation du Moyen-Orient, le pacte sera rebaptisé Traité d'organisation centrale (Central Treaty Organisation) ou CenTO, après le retrait irakien le 21 août 1959. L'alliance va durer, de façon essentiellement théorique, jusqu'à la révolution iranienne de 1979. Construite sur le modèle de l'OTAN et conçue comme le prolongement de l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est), cette alliance contraint les Etats membres aussi bien à la coopération et à la protection mutuelle qu'à la non-intervention dans les affaires des autres signataires. Initiée par les Etats-Unis, son but était de contenir l'Union soviétique en construisant une ligne d'Etats forts sur sa frontière sud. De fait, elle incitera la Syrie et l'Egypte à se rapprocher de l'URSS. Et la crainte d'un retour de l'influence britannique dans la région, que semble illustrer

la crise de Suez d'octobre 1956, va constituer l'un des terreaux du nassérisme.

1957 : Activisme américain dans la région à la suite du rapprochement de la Syrie avec l'Égypte et, surtout, avec l'URSS. Le 16 mars, un accord libano-américain scelle l'adhésion du gouvernement libanais à la doctrine Eisenhower : il est immédiatement dénoncé par les communautés musulmanes. Le 25 avril, la 6^e flotte américaine reçoit l'ordre de croiser en Méditerranée orientale. Le 1^{er} juillet, Washington annonce la fourniture de matériel de guerre d'une valeur de 10 millions de dollars à l'armée jordanienne, ainsi qu'une aide économique de 10 millions de dollars qui s'ajoutent aux 10 millions de dollars accordés deux mois auparavant. Le 7 septembre, Foster Dulles déclare que « la domination de la Syrie par le communisme soviétique est extrêmement préoccupante ». La Turquie procède à des manœuvres le long de la frontière syrienne. Le 13 septembre, Foster Dulles déclare que la Turquie fait face à un danger militaire croissant du fait de l'arrivée massive d'armes soviétiques en Syrie. Ces initiatives américaines se révéleront stériles : la Syrie signe un accord d'union économique avec l'Égypte de Nasser le 9 septembre, et renforce ses liens avec l'URSS (accord économique le 7 août, accord de collaboration économique et technique le 28 octobre, consolidé le 29 janvier suivant).

Mai à septembre 1958 : Guerre civile. Le président Camille Chamoun, accusé de mener une politique pro-occidentale, est violemment contesté – dans la rue et par les armes – par les nationalistes arabes de Rachid Karamé. Ceux-ci s'enflamment en revanche pour le nassérisme, et, notamment, pour l'intensification des liens entre l'Égypte et la Syrie, qui avait abouti à la création, le 1^{er} février 1958, de la République arabe unie associant les deux nations. Le 14 février suivant, c'était au tour des rois Fayçal d'Irak et Hussein de Jordanie de proclamer une Union hachémite arabe (enterrée dès le 14 juillet par le coup d'État du général Abdel Karim Kassem à Bagdad). Face aux violences, dont l'intensité fait apparaître cette crise ouverte comme une « première guerre civile » (un millier de morts et plus de 2 500 blessés), Chamoun fait appel aux Américains qui débarquent le 15 juillet à Beyrouth. Les 15 000 Marines se retirent après l'élection à la présidence de son successeur, le général Fouad Chéhab. Des combats sporadiques perdurent jusqu'à sa prise de fonction, le 23 septembre. Rachid Karamé est désigné comme Premier ministre. Le général Chéhab restera en fonction jusqu'en 1964.

26 avril 1960 : Une nouvelle loi électorale porte le nombre de députés à quatre-vingt-dix-neuf (30 maronites, 11 Grecs orthodoxes, 6 Grecs catholiques, 7 autres chrétiens, 20 sunnites, 19 chiïtes et 6 Druzes). Après la dissolution du Parlement et les élections législatives du mois de juin, le sunnite Saeb Salam constitue, le 2 août 1960, un nouveau gouvernement libanais.

28 septembre 1961 : La Syrie remet en cause la République arabe unie formée le 1^{er} février 1958 avec l'Égypte qui se révèle une construction politique éphémère. Cette rupture constitue un revers majeur pour le panarabisme nassérien.

31 décembre 1961 : Nouvelle tentative de coup d'État du PPS ou Parti social nationaliste syrien (PSNS), après la première initiative infructueuse de juin 1949. Une nouvelle vague de répression s'abat sur ce parti pro-syrien au cours de l'année 1962. Conjugée à la montée du baasisme et du nassérisme, elle contribue à affaiblir durablement le PSNS, qui sera contraint de reconnaître le nationalisme arabe et de réviser son anticommunisme originel au congrès de Melkart, à Beyrouth, en 1969.

18 août 1964 : Election à la présidence de l'État de Charles Hélou, successeur du général Chéhab. Le « chéhabisme », fondé sur une double volonté de solidarité sociale et de construction de l'État, a vécu. Les réformes et les succès économiques sont pourtant réels, permettant notamment l'avènement d'une véritable industrie libanaise, aux côtés du secteur bancaire et des services, qui vont assurer la prospérité économique du pays jusque dans les années soixante-dix. Mais la mise en place d'un appareil d'État moderne, centralisé et fort, se heurte à l'élite politique traditionnelle, qui en assure rapidement le démantèlement au nom des libertés communautaires.

6 mai 1967 : Pour la première fois, des Palestiniens bombardent Israël au mortier à partir du Liban.

Juin 1967 : Guerre des Six Jours. Des quatre pays arabes voisins d'Israël, le Liban est le seul dont le territoire n'est pas envahi. Mais il doit supporter un nouvel afflux de réfugiés palestiniens, qui compromet définitivement le fragile équilibre communautaire du pays.

Pour Beyrouth, la question de la Palestine avait été définitivement tranchée par le partage de 1947. Mais dès l'année suivante, 140 000 Palestiniens chassés de Galilée arrivaient au Liban, devenu le deuxième pays d'accueil après la Jordanie. Ils sont 240 000 en 1970, à la suite des conquêtes israéliennes de 1967, et 100 000 de plus à la fin de 1970, après la liquidation de l'OLP par le régime hachémite jordanien (Septembre noir). A cette date, le nombre de Palestiniens vivant sur le sol libanais est estimé, selon les sources, entre 300 000 et 450 000, soit de 10 à 15 % de la population libanaise ; ils constituent surtout la première force armée du pays, qui s'oppose dès 1966 à l'armée libanaise, et sont considérés par Israël comme la principale menace pour sa sécurité. Le Liban devient, en effet, la première base de départ pour les opérations des fedayins en territoire hébreu.

19 décembre 1967 : Loi 72/67 portant définition de la communauté chiite et de ses compétences au sein du Liban. Elle fait suite aux lois ou décrets de même nature concernant les communautés chrétiennes et israélite (2 avril 1951), sunnite (13 avril 1955) et druze (13 juillet 1962). Le régime de l'indépendance a ainsi profondément renforcé la structure juridique de base de l'ordre communautaire, hérité du mandat français. Le cas chiite constitue cependant une escalade, puisqu'il est stipulé que les représentants de la communauté agissent et s'expriment « conformément aux fatwas émanant de l'autorité suprême de la communauté dans le monde » (article 1). La référence à une autorité non libanaise chargée de la protection des droits d'une communauté ouvre la voie à la profonde déstabilisation du pays à partir des années soixante-dix.

26 décembre 1968 : Attaque d'un avion de la compagnie israélienne El-Al à Athènes, par un commando du Front populaire pour la libération de la Palestine. Un officier israélien à la retraite est tué. L'opération est revendiquée depuis le Liban, dont est originaire l'un des membres du commando. En représailles, le 28 décembre 1968, un spectaculaire raid israélien contre l'aéroport de Beyrouth détruit au sol la majeure partie des appareils de la compagnie aérienne civile libanaise. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne à l'unanimité cette attaque, et demande (en vain) à Israël de payer les dégâts. Le 8 janvier 1969, le communiqué du Conseil des ministres français observe : « On a fait la comparaison entre l'attentat d'Athènes contre un avion israélien et l'opération contre l'aéroport de Beyrouth : en fait, ces deux opérations n'étaient pas comparables. A Athènes, il s'agissait d'un coup de main organisé par des hommes appartenant à une organisation clandestine. A Beyrouth, l'opération a été montée par un Etat avec son matériel militaire, en particulier des Super-Frelon et des Alouettes de fabrication française contre des installations civiles d'un autre Etat. » Et le gouvernement du général De Gaulle de mettre en cause « les influences israéliennes (qui) se font sentir d'une certaine façon dans les proches milieux de l'information ». La France décrète l'embargo sur les armes à destination d'Israël, refusant notamment de livrer cinquante Mirages déjà payés par Israël.

24 octobre 1969 : Le couvre-feu est instauré à Beyrouth et dans toutes les grandes villes. Il fait suite à la multiplication d'accrochages violents entre des commandos palestiniens et l'armée libanaise, notamment les 6 mai et 18 octobre précédents. Le président Nasser propose sa médiation.

3 novembre 1969 : Accords du Caire entre le chef de l'OLP (Yasser Arafat) et le commandant en chef de l'armée libanaise (Emile Boustani) légalisant la présence palestinienne dans le pays. Ce texte stipule, non seulement le droit au travail et à la liberté de déplacement pour tout Palestinien au Liban, mais également la possibilité de participer à la lutte armée contre l'ennemi israélien. Concrètement, les annexes secrètes de l'accord confirment l'exterritorialité des camps de réfugiés, placés sous le contrôle d'une police militaire palestinienne, et l'autorisation des déplacements de fedayins en armes vers et en provenance des zones de combat du Sud. Sur le plan politique, cette présence massive et incontrôlable, ainsi que la multiplication des représailles de l'armée israélienne, font bouger les lignes du vieux communautarisme libanais. Une coalition hétéroclite de « progressistes » et de « réformistes » se forme autour du leader druze Kamal Joumblatt : elle

rassemble les Palestiniens en armes, bon nombre de chiïtes et de sunnites exigeant une révision du Pacte national à leur profit, ainsi que les partis nationalistes (arabistes). En face, se regroupent autour du camp chrétien les partisans du conservatisme social et politique et les adversaires du mouvement palestinien. Les accrochages vont se multiplier entre Palestiniens et membres du parti phalangiste.

3 janvier 1970 : Nouvelle incursion israélienne au Liban. Un commando israélien s'empare de onze civils et de dix militaires.

5 mars 1970 : Les autorités libanaises demandent aux organisations palestiniennes de « geler » leurs activités au Liban.

8 mars 1970 : Washington demande à Israël et au Liban de faire preuve de « modération ». L'appel reste sans écho à Tel-Aviv. Dans la nuit du 18 mars 1970, l'Etat hébreu organise un nouveau raid de représailles au sud du Liban. Le 12 mai, l'incursion de blindés israéliens provoque l'intervention de l'aviation et de chars syriens. Et le 22 mai, après qu'un car scolaire israélien est tombé dans une embuscade palestinienne à la frontière libanaise, faisant douze victimes, l'artillerie israélienne pilonne quatre villages frontaliers (13 morts, 32 blessés).

24 mars 1970 : Nouvel accrochage entre Libanais et Palestiniens (37 morts). Le 27 mai, Beyrouth régleme l'activité des fedayins sur son territoire.

17 août 1970 : Election à la présidence de la République de Soleiman Frangié, seigneur féodal maronite du Nord du Liban.

22 septembre 1970 : Le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat concluent un accord pour un « cessez-le-feu total et immédiat ». Il met fin aux violents combats ayant opposé, depuis le 1^{er} septembre, les forces royales aux commandos palestiniens. Des milliers de victimes sont dénombrées à Amman au cours de ce « Septembre noir ». La liquidation des derniers noyaux de fedayins en armes en Jordanie n'interviendra qu'à l'été 1971. Cet épisode provoque un nouvel afflux palestinien vers le Liban. Ils seront près de 350 000 en 1975, dont la moitié dans l'agglomération de Beyrouth.

28 septembre 1970 : Mort du président égyptien Gamal Abdel Nasser, dont les obsèques nationales sont célébrées le 1^{er} octobre.

13 novembre 1970 : Le général syrien d'origine alaouite Hafez El-Assad, ministre de la Défense, prend le pouvoir à Damas. Le 18 novembre, il laisse Ahmed Khatib à la tête de l'Etat pour prendre la présidence du Conseil. Il ne se fera élire à la présidence de la République que le 12 mars suivant et dominera le pays jusqu'à sa mort le 10 juin 2000.

1^{er} janvier 1972 : Affrontements à Beyrouth entre l'armée libanaise et les fedayins palestiniens. Malgré l'accord du Caire de 1969, les accrochages persistent. Ainsi, notamment, le 2 mai 1973, toujours dans la capitale, et le 26 février 1975 à Sidon.

5 septembre 1972 : Attentat de Munich. Onze membres de l'équipe olympique israélienne sont tués au cours de l'invasion de leur pavillon par un commando palestinien de l'organisation « Septembre noir ». En représailles, Israël bombarde plusieurs camps palestiniens au nord et au sud du Liban. Le 16, des troupes israéliennes pénètrent au sud du pays et y demeurent trente-six heures.

3 octobre 1972 : Accord entre le gouvernement libanais et l'OLP, qui accepte le retrait de ses fedayins des villes et des villages du Sud-Liban.

10 avril 1973 : Raid de commandos israéliens à Beyrouth. Trois dirigeants palestiniens sont abattus. Démission du gouvernement libanais. Le 21 avril, condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité de l'ONU.

10 août 1973 : Interception par la chasse israélienne, au-dessus du Liban, d'une Caravelle libanaise affrétée par l'Irak et supposée transporter des dirigeants palestiniens. Les violations de la souveraineté libanaise par l'Etat hébreu se multiplient, contribuant à fragiliser encore davantage les autorités du pays.

12 octobre 1973 : A l'occasion de la guerre israélo-arabe du Kippour, déclenchée le 6 octobre par l'offensive conjointe des armées syrienne et égyptienne, les fedayins occupent le Arqoub (« Fatahland ») au sud-est du Liban. Le 15 octobre, Israël accuse le Liban de mettre ses installations de radars « au service de l'agression syrienne » (le radar libanais de Barouk avait été bombardé par l'aviation israélienne dès le 9 octobre). Le 17 octobre, protestation israélienne auprès de l'ONU contre les « attaques armées en provenance du territoire libanais ». L'Etat hébreu a frôlé la défaite : il ne pardonnera pas au Liban d'avoir constitué une menace supplémentaire par son incapacité à assurer la sécurité de son territoire.

9 mars 1974 : Nouvel accord entre le gouvernement libanais et les responsables de l'OLP afin de geler les opérations palestiniennes en Israël. Mais, dès le 11 avril, un raid du FPLP contre la ville israélienne de Kyriath-Shmoneh, proche de la frontière libanaise, fait dix-huit victimes et provoque de nouvelles représailles israéliennes deux jours plus tard.

15 mai 1974 : Une centaine d'enfants israéliens sont pris en otages dans l'école de Maalot. Le FDPLP revendique l'opération. Vingt-huit personnes (25 Israéliens et 3 Palestiniens) sont tuées au cours de l'assaut donné par l'armée israélienne. En représailles, Israël attaque, le 16, des camps palestiniens à Nabatiyeh et à Aïn-Helwe au Liban (plus de 300 morts).

31 mai 1974 : Signature à Genève de l'accord portant sur le cessez-le-feu et le désengagement syro-israélien. Installation, pour six mois renouvelables, de la Force des observateurs de la séparation des forces dans une zone réservée à l'ONU (FUNOD).

13 juin 1974 : Des fedayin attaquent le kibboutz de Kfar-Chamir ; quatre d'entre eux et trois civils israéliens sont tués. Le FPLP-Commandement général revendique l'opération. En représailles, du 18 au 20 juin, l'aviation israélienne bombarde des camps palestiniens au Sud-Liban (plus de cent morts).

20 juillet 1974 : Cinq jours après un coup d'Etat de chypriotes grecs nationalistes inspiré par les colonels au pouvoir à Athènes, et qui visait à rattacher Chypre à la Grèce (l'« Enosis »), l'armée turque débarque à Kyrénia. Usant des droits et obligations des pays garants de l'indépendance de Chypre en 1960, la Turquie intervient officiellement pour protéger la minorité turque, et occupe le Nord du territoire. Une « ligne verte » sépare les deux parties de l'île, y compris la capitale Nicosie. Commentant ces événements, Raymond Eddé, le chef du Bloc national libanais constate que le Liban, qui a connu en 1958 une guerre civile et qui est, depuis, la proie de heurts intercommunautaires quasi permanents, pourrait bien connaître une « chyprianisation ».

25 septembre 1974 : Démission du gouvernement de Takieddine El-Solh en protestation contre l'armement croissant des phalanges et des militants du Parti national libéral (PNL) de Camille Chamoun. Rachid El-Solh lui succède le 24 octobre après l'échec de Saëb Salam de constituer un nouveau cabinet.

12 janvier 1975 : Bombardement israélien de Kfar-Chouba au Sud-Liban : la plupart des habitations sont détruites.

20 février 1975 : Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste, dénonce la présence des fedayins dans le Sud-Liban et réclame un référendum sur leur présence au Liban. 30 % de la population libanaise est déjà constituée d'étrangers, et 45 % dans l'agglomération de Beyrouth, qui dépasse 1,2 millions d'habitants et rassemble près de la moitié de la population du pays.

26 février 1975 : A la suite d'incidents armés opposant des manifestants à l'armée à Sidon, les forces palestiniennes exercent un rôle de médiation et de maintien de l'ordre dans cette ville et dans plusieurs banlieues de Beyrouth. Dans les faits, l'Etat libanais n'existe plus.

Les guerres civiles (1975-1990)

Déchirant le pays, mais également toutes les principales communautés dans un mouvement d'atomisation accéléré, la guerre civile, qui va faire plus de 150 000 morts en quinze ans, se caractérise par une succession de combats confus, d'expéditions punitives et d'attentats, entrecoupés d'innombrables et éphémères cessez-le-feu, arrachés par les médiations les plus diverses. La complexité des loyautés, d'abord familiales et locales, puis régionales, entretient l'engrenage de la violence. Les nombreuses interventions étrangères, de même que l'évolution de la conjoncture régionale et internationale, permettent cependant de déceler à gros traits différentes phases : le passage d'une gestion syro-américaine à la gestion israélo-américaine de la crise (1975-1982), l'occupation israélienne conduisant à un embrasement général (1982-1985), le retour de la Syrie, à partir de 1985, étant consacré par l'adoption des accords de Taëf et l'élimination du général Aoun en 1990.

13 avril 1975 : La guerre commence dans la banlieue de Beyrouth, à Aïn-el-Remmaneh, à la suite d'un nouvel incident entre des combattants palestiniens et des miliciens chrétiens du parti Kataeb. En représailles à l'assassinat de l'un des gardes du corps du leader phalangiste Pierre Gemayel, en marge de l'inauguration d'une église, ses partisans attaquent un bus, où périssent vingt-sept Palestiniens. L'embrasement est immédiat et généralisé, opposant violemment les formations chrétiennes aux forces de gauche et musulmanes rapidement appuyées par les Palestiniens, eux-mêmes musulmans à plus de 80 %. C'est « le début de l'effondrement et du chaos » (Georges Corm).

17 septembre 1975 : Les vieux souks du centre-ville de Beyrouth sont incendiés. Le 6 décembre est le « Samedi noir » : des miliciens chrétiens, pour venger l'assassinat de quatre des leurs, massacrent des musulmans pris au hasard dans la rue de la capitale (110 morts et près de 150 enlèvements pendant le week-end).

7 janvier 1976 : Flambée de violence à la suite du blocus décidé par les milices chrétiennes du quartier palestinien de Quarantina, sur le port de Beyrouth, et des camps de réfugiés de Tell-el-Zaatar et Jir-el-Bacha (banlieue nord-est de Beyrouth), dont le siège avait débuté le 4. Les camps ne tomberont respectivement que le 30 juin et le 12 août. Dès lors, une ligne de démarcation – la « ligne verte » – coupe Beyrouth en deux. L'Est est sous contrôle chrétien, l'Ouest musulman.

22 janvier 1976 : Les Palestiniens et leurs alliés assiègent et massacrent la population de la ville chrétienne de Damour, sur la côte, à 24 kilomètres de Beyrouth. Les habitations sont systématiquement détruites pour empêcher toute nouvelle installation. Cette méthode d'éradication brutale va se développer au cours du conflit.

14 février 1976 : Proclamation par le président maronite Soleiman Frangié d'un programme en dix-sept points prévoyant la répartition à égalité des sièges parlementaires entre chrétiens et musulmans, l'élection du Premier ministre par la chambre, la création d'un conseil supérieur du plan et du développement, l'abolition du confessionnalisme dans les fonctions administratives et l'amendement de la loi sur les naturalisations.

12 mars 1976 : Face à la poursuite des violences et au recul des forces chrétiennes, Soleimane Frangié demande et obtient l'intervention militaire de la Syrie pour séparer les belligérants, ce qui provoque la rupture de Damas avec les palestino-progressistes (gauche libanaise et fedayins palestiniens). Des éléments de pointe syriens se portent rapidement à 30 kilomètres de Beyrouth. Le 16 mars, Yasser Arafat accepte un « accord syro-palestinien » en sept points incluant le soutien à la médiation syrienne, le refus de la partition du Liban et de l'intervention de la Ligue arabe. Mais dès le 21 mars, les combats reprennent sur une large échelle, les palestino-progressistes lançant une offensive générale dans le centre de Beyrouth et dans la montagne.

1976 : Création par Béchir Gemayel des Forces libanaises (FL) pour regrouper les diverses milices chrétiennes : Noumour Al-Ahrar (lié au Parti national libéral de l'ancien président libanais Camille Chamoun), militants nationalistes des Gardiens des cèdres, dirigés par Etienne Sacr (Abou-Arz), et, surtout, la Phalange, l'aile militaire du parti Kataeb dirigée par la famille Gemayel. Il s'agit pour les chrétiens de renforcer leurs capacités militaires face à l'alliance des Palestiniens avec les milices musulmanes depuis le début de la guerre civile.

Mai 1976 : Election présidentielle anticipée. Soleimane Frangié, pilier de l'alliance chrétienne contre les forces de gauche et palestiniennes, est remplacé à la tête de l'Etat par Elias Sarkis, son rival de l'élection présidentielle de 1970. Celui-ci s'impose face à Raymond Eddé, qui bénéficiait pourtant du soutien de la majorité des députés. Présenté comme le candidat de la Syrie, mais bénéficiant également de l'appui des Etats-Unis, Sarkis fera rapidement le choix de l'alliance entre les phalangistes et l'Etat hébreu, et ne condamnera pas l'intervention israélienne de 1982, tandis que Frangié restera le meilleur allié de Damas dans le camp chrétien. Ces alliances multiples et croisées sont le socle de la société communautaire et encore pour partie féodale du Liban, et expliquent jusqu'à un certain point la complexité et la durée du conflit.

16 mai 1976 : « Dimanche noir » à Beyrouth, où cent cinquante personnes, dont le correspondant du journal Le Monde, Edouard Saab, sont tuées. En cinq jours, les combats font environ 500 morts et 900 blessés, pour la plupart civils. Le 30 mai, les combats sont généraux sur tous les fronts. Les troupes syriennes pénètrent massivement dans le pays le 31 mai et le 1^{er} juin. Jérusalem déclare qu'elle ne réagira pas aussi longtemps que l'intervention syrienne ne menace pas la sécurité d'Israël, garantie par le tracé de « lignes rouges » entre les deux pays, négociées par les Etats-Unis. En revanche, Le Caire expulse des diplomates syriens en signe de protestation. En riposte, la Syrie ferme l'ambassade égyptienne à Damas. Le 6 juin marque l'offensive générale de l'armée syrienne, avec l'entrée en action de son aviation et de sa marine. Le 27 juin est signé à Damas un nouvel accord syro-palestinien de cessez-le-feu, mais sans date de prise d'effet.

16 octobre 1976 : Le sommet arabe de Riyad avalise l'intervention militaire syrienne au Liban. Une Force arabe de dissuasion (FAD) de 30 000 hommes est constituée, chargée de faire respecter un cessez-le-feu décrété pour le 21 octobre, mais composée pour l'essentiel des seules troupes syriennes : leur présence est ainsi confortée par les pays arabes et l'accord tacite des Occidentaux, dont les intérêts sont représentés par l'Arabie saoudite. Le sommet de la Ligue arabe, qui se tient au Caire les 25 et 26 octobre, entérine le plan de Riyad. La Syrie n'aura de cesse de maintenir le statu quo qui légitime sa présence au Liban. Cette intervention directe syrienne s'explique principalement par la volonté de Damas de contenir l'activisme palestinien, la nécessité d'intervenir avant qu'Israël ne le fasse, et, bien évidemment, le souhait de s'affirmer comme un acteur majeur sur la scène politique intérieure du Liban, dont la légitimité n'a jamais été acceptée par la Syrie.

Novembre 1976 : Fin officielle de la guerre, qui a déjà fait 30 000 morts et 600 000 réfugiés. Déploiement des « casques verts » de la FAD. L'armée libanaise a éclaté en factions rivales. Le territoire libanais est sous l'autorité de fait d'une multitude de factions armées, milices et clans, qui s'organisent économiquement pour durer.

31 janvier 1977 : Le ministre israélien des Affaires étrangères déclare que le Sud-Liban constitue un « espace vital » pour la sécurité d'Israël. Une semaine auparavant, le 24 janvier, un contingent de la FAD avait pénétré dans le secteur, menant une incursion jusqu'à une quinzaine de kilomètres de la frontière israélienne.

14 février 1977 : Tournée exploratoire au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance (Israël, Egypte, Jordanie, Arabie saoudite, Syrie et Liban). Le 9 mars est rendu public le « plan Carter » : au cours d'une conférence de presse, le nouveau président des Etats-Unis propose un règlement « global, par étapes » de la crise du Proche-Orient.

16 mars 1977 : Assassinat à proximité d'un barrage syrien de Kamal Joublatt, leader druze de la plus grande famille féodale du Mont-Liban et chef du Parti socialiste progressiste (PPS). En

représailles, ses partisans massacrent cent quarante-sept chrétiens à Beyrouth et dans le Chouf. Son fils unique Walid lui succède.

14 mars 1978 : « Opération Litani ». Trois jours après un raid palestinien sur la route Haïfa-Tel-Aviv qui a fait trente-cinq morts, l'armée israélienne envahit le Sud-Liban afin de nettoyer la région de toute présence palestinienne et d'empêcher les Syriens de s'y implanter. A ces raisons sécuritaires s'ajoute la volonté de sécuriser une partie des réserves en eau douce : les grandes conduites hydrauliques de l'Etat hébreu sont en effet alimentées à partir de la région du lac de Tibériade, lui-même approvisionné par les écoulements venus du Liban et de la Syrie (plateau du Golan).

19 mars 1978 : Résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui exige « le retrait immédiat et inconditionnel » des forces israéliennes du Liban. La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dont six cents Français, est déployée sur le terrain dès la promulgation d'un cessez-le-feu, le 22 mars. Israël se replie partiellement en juin tout en finançant et soutenant l'armée du Liban-Sud (ALS) du commandant Saad Haddad pour tenir conjointement cette « zone de sécurité » jusqu'au fleuve Litani, gênant singulièrement l'action des casques bleus. Cette bande de territoire, revendiquée par le mouvement sioniste depuis le début du XX^e siècle, se trouve annexée de fait par l'Etat hébreu.

13 juin 1978 : Expédition punitive, à Ehden, des phalangistes de Béchir Gemayel, commandés par Elie Hobeika et Samir Geagea, contre la brigade Marada, milice du clan Frangié, allié à la Syrie. Soleimane Frangié, grand féodal maronite et ancien président de la République, est un ami personnel d'Hafez El-Assad depuis les années cinquante. De nombreux membres de sa famille, dont son fils Tony, sont tués lors de cette attaque qui révèle les fortes dissensions traversant le camp chrétien : en représailles, trente-trois chrétiens de la Bekaa sont tués à el-Kaa. Pour être violentes, les dissensions infracommunautaires ne sont pas un monopole chrétien : chez les Druzes, le cheikh Farid Hamadé, du clan des Yazbaki, fait le choix de l'alliance chrétienne et se heurte à ses coreligionnaires du PPS, tandis que l'opposition entre les milices chiites Amal et Hezbollah va marquer la décennie suivante.

Juillet 1978 : Rupture des relations entre maronites et Syriens. La Syrie se rapproche des forces palestino-progressistes et musulmanes. Elle pilonne les quartiers chrétiens de Beyrouth. Les affrontements se généralisent entre les troupes syriennes et les milices chrétiennes.

31 août 1978 : Disparition de l'imam Moussa El-Sadr, chef spirituel et politique des chiïtes libanais, au cours d'un voyage en Libye. Il avait fondé, le 20 janvier 1975, les Détachements libanais de résistance, milice du Mouvement des dépossédés créé un an auparavant, plus connue sous son acronyme Amal (« espoir » en arabe). Rejetant l'usage de la force pour résoudre les problèmes du Liban, il avait refusé d'impliquer le mouvement dans les combats. Le député Hussein Husseini prend brièvement la tête d'Amal avant de céder la place, en avril 1980, à Nabih Berri, qui s'allie à la Syrie et engage résolument la milice dans le conflit.

7 septembre 1978 : Cessez-le-feu proclamé par la Syrie, à la suite des pressions internationales. Il ne sera pas respecté, aucune faction n'étant disposée à cesser les combats. Attentats et actions militaires se succèdent sur le terrain.

2 au 9 octobre 1978 : Le bombardement par les forces syriennes du secteur chrétien d'Achrafieh à Beyrouth-Est atteint son point culminant. Le blocus de la localité dure depuis trois mois.

20 décembre 1978 : Une explosion dans la vieille ville de Jérusalem, qui fait six blessés, provoque des représailles israéliennes au Sud-Liban. Dès le lendemain, après le bombardement de la ville israélienne de Kyriath-Shmoneh, déjà sévèrement éprouvée le 11 avril 1974 (18 habitants abattus par un commando palestinien infiltré), de nouvelles frappes israéliennes atteignent Nabatieh. Le 18 janvier suivant, l'armée israélienne lance l'opération la plus importante en territoire libanais depuis la fin de son occupation, au mois de mars précédent.

18 avril 1979 : Le major Haddad, commandant l'ALS, proclame l'indépendance des zones

chrétiennes du Sud-Liban.

21 avril 1979 : Un raid palestinien contre la plage de Nahariya provoque une riposte navale israélienne, le 22, contre des camps au nord du Liban et, le 23, de nouvelles représailles contre Nabatiyeh et Tyr, au sud du pays.

27 juin 1979 : Combat aérien entre forces syriennes et israéliennes au-dessus du village chrétien de Damour. C'est le premier engagement direct entre les deux pays depuis 1974. Au mois d'août suivant, les contingents arabes se retirent de la FAD, désormais entièrement composée de soldats syriens.

23 février 1980 : Tentative d'assassinat de Béchir Gemayel, qui fait huit morts, dont la fille du dirigeant phalangiste.

Mai 1980 : Triple opération israélienne en représailles à un attentat à Hébron : le 2, par un débarquement sur le littoral libanais ; le 8, par l'attaque de Deir-Zahran ; les 16 et 17, avec le bombardement du camp de el-Bass. Réunion le 18 mai, à Beyrouth, du Conseil militaire palestino-progressiste pour organiser la riposte.

7 juillet 1980 : « Guerre des chrétiens », qui voit l'élimination des milices du Parti national libanais (PNL) de Camille Chamoun par les phalanges de Béchir Gemayel, lequel entend imposer l'unité du camp chrétien sous la bannière des « Forces libanaises », engagées dans une politique d'alliance de plus en plus étroite avec Israël.

1^{er} octobre 1980 : Menahem Begin affirme qu'Israël se réserve le droit d'intervenir à tout moment au Sud-Liban contre les organisations palestiniennes, et non plus par mesure de représailles.

19 au 31 décembre 1980 : A la suite du blocus de Zahlé, principale ville chrétienne de la Bekaa, par l'armée syrienne, qui l'investit en grande partie dès le 23 octobre, les Forces libanaises tentent de relier cette localité de la Bekaa au reste de la zone chrétienne. Béchir Gemayel demande à l'ONU de remplacer les soldats syriens de la FAD par des observateurs internationaux. Après de violents combats, l'armée syrienne lève le siège le 30 avril 1981. Dans la ville, six cents gendarmes libanais remplacent les miliciens chrétiens.

25 mars 1981 : Reprise de la violence à Baalbek, entre milices chiites Amal de Nabih Berri et milices pro-irakiennes. A Beyrouth, ces combats provoquent la fermeture des points de passage entre les secteurs est (chrétien) et ouest (musulman).

28 et 29 avril 1981 : Pour desserrer la pression sur les chrétiens de Zahlé, l'aviation israélienne bombarde des positions syriennes dans la plaine de la Bekaa. Jérusalem affirme avoir abattu deux hélicoptères syriens et déclare qu'« aucune activité aérienne au-dessus du Liban ne sera plus tolérée ». Le 5 avril précédent, le ministre israélien des Affaires étrangères Itzhak Shamir avait affirmé qu'Israël ne pouvait « rester les bras croisés » devant le « massacre » des chrétiens du Liban. En réplique, la Syrie installe des fusées antiaériennes de fabrication soviétique SAM-2 et SAM-6 dans la plaine de la Bekaa. Les Etats-Unis interviennent diplomatiquement pour résoudre la crise, qui menace de déclencher une nouvelle guerre entre Israël et la Syrie.

Juin 1981 : Bombardement de Beyrouth par l'aviation israélienne. Au sol, au Sud-Liban, les accrochages se multiplient entre forces israéliennes et milices palestiniennes. De nouveau, le 8 juillet, des raids israéliens sont menés contre des positions palestino-progressistes à Nabatiyeh, Damour et Naamé. Les Palestiniens ripostent le 15 contre Kyriat-Shmoneh et Nahariya. Les 16 et 17 juillet 1981, une opération conjuguée de l'aviation, de la marine et de l'artillerie israélienne vise de nouveau les enclaves palestiniennes (plus de 200 morts et 700 blessés à Beyrouth, plus de 50 morts dans le Chouf et au Sud-Liban). Un cessez-le-feu intervient le 24 juillet.

4 septembre 1981 : Assassinat à Beyrouth de l'ambassadeur de France au Liban Louis Delamare, à proximité d'un barrage syrien. La Syrie sera sérieusement suspectée de cette élimination. Un attentat en plein cœur de Damas, l'année suivante, sera attribué aux services secrets français.

1^{er} octobre 1981 : L'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth fait plus de quatre-vingt victimes. Le mode opératoire, visant à entretenir la psychose des attentats, devient coutumier.

3 avril 1982 : L'assassinat, à Paris, du diplomate israélien Yakov Barsimantov fournit le prétexte d'une nouvelle intervention israélienne contre l'OLP au Liban. Le 21 avril, un raid aérien fait vingt-cinq morts à Damour et Noamé, près de Beyrouth.

6 mai 1982 : Reprise des affrontements entre Libanais pro-syriens et pro-palestiniens à Tripoli. Chez les combattants palestiniens apparaît une dissidence au sein du Fatah, principale organisation de l'OLP. Dirigée par le colonel Abou Moussa, elle est soutenue par la Syrie et la Libye contre Yasser Arafat. Les premiers affrontements entre Palestiniens dissidents et loyalistes du Fatah interviendront dès le 4 juin dans la Bekaa.

9 mai 1982 : Raid israélien dans le Chouf. En riposte, et pour la première fois depuis le cessez-le-feu du 24 juillet 1981, l'artillerie palestinienne bombarde le territoire israélien.

4 juin 1982 : L'aviation israélienne bombarde Beyrouth en représailles à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres Shlomo Argov (200 morts environ). En Israël se déroule la première manifestation pacifiste d'envergure : 10 000 personnes réunies à Tel-Aviv réclament l'évacuation du Liban et la démission du gouvernement. Le 11, les manifestants de Jérusalem réclameront « le retour immédiat des militaires » servant au Liban.

6 juin 1982 : Déclenchement de l'opération « Paix en Galilée », avec, pour objectif, de repousser les forces palestiniennes à plus de 40 kilomètres de la frontière israélo-libanaise. L'armée israélienne envahit le Liban en bousculant sur son passage les casques bleus de la FINUL et pénètre profondément en territoire libanais. Beyrouth-Ouest est encerclée le 13 juin et soumise à un siège de plusieurs mois, bombardée par terre, air et mer. L'eau et l'électricité sont coupées. Certaines bases de l'armée syrienne sont la cible de l'aviation israélienne. L'intervention de Tel-Aviv provoque l'embrasement général et la fondation du Hezbollah, scission du mouvement chiite Amal, qui s'érige en organisation de résistance militaire à l'Etat hébreu. Dans les plis du drapeau du Hezbollah, une citation du Coran (« Car ceux qui suivent le parti de Dieu seront victorieux », Sourate 5, verset 56) voisine avec un globe terrestre et une Kalachnikov, rappelant l'emblème des Gardiens de la révolution islamique iranienne, les Pasdarans : de fait, le « Parti de Dieu » bénéficiera de l'armement et de l'appui technique et militaire de Téhéran.

15 juin 1982 : Rejet par la Syrie d'un ultimatum israélien lui intimant l'ordre de retirer ses troupes du Liban. Mais, le 24 juin, Yasser Arafat est expulsé de Damas.

3 juillet 1982 : Encerclément total de Beyrouth-Ouest par les forces israéliennes. Manifestation contre la guerre à Tel-Aviv : 100 000 personnes se rassemblent à Jérusalem à l'appel de l'organisation « La Paix maintenant ».

24 juillet 1982 : Raid de l'aviation israélienne contre les forces syriennes dans la Bekaa afin de détruire les rampes de missiles SAM nouvellement installées. Toujours dans la Bekaa, le même jour, les combats reprennent entre Palestiniens loyalistes et dissidents du Fatah.

27 juillet 1982 : Violents bombardements israéliens sur Beyrouth, qui atteignent pour la première fois les quartiers résidentiels de la capitale et provoquent un cessez-le-feu. Le 28, Paris et Le Caire soumettent au Conseil de sécurité un avant-projet de résolution visant à résoudre le problème libanais et palestinien. Le 29, l'OLP accepte le « plan de paix » de la Ligue arabe réunie à Djeddah, qui prévoit l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth. Le 7 août, le plan Philip Habib d'évacuation des combattants palestiniens est accepté par les Palestiniens, le Liban et les Etats-Unis.

5 août 1982 : Un attentat à la voiture piégée devant une mosquée à Tripoli fait plus de vingt morts et une cinquantaine de blessés.

12 août 1982 : Nouveau cessez-le-feu à Beyrouth-Ouest sous la pression des Etats-Unis. Un premier bilan effectué par la police libanaise fait état de 20 000 personnes tuées au Liban depuis l'offensive israélienne, dont un tiers à Beyrouth où 80 % des victimes sont des civils.

20 août 1982 : Les Etats-Unis obtiennent un accord de cessez-le-feu en vue de permettre aux forces palestiniennes d'évacuer Beyrouth et aux forces syriennes de se replier dans la Bekaa. Une force multinationale regroupant des Marines américains, des parachutistes français et des bersaglieri italiens supervise l'application de l'accord.

28 et 29 août 1982 : Bombardements, à partir de Aley et du Haut-Metn, des positions américaines à Beyrouth (2 morts parmi les Marines). Le 30, c'est l'ambassade de France qui est touchée (4 morts). Les deux pays renforcent leurs moyens navals déployés au large du Liban.

1^{er} septembre 1982 : L'armée libanaise achève de reprendre le contrôle de Beyrouth-Ouest après de violents combats de rue qui l'ont opposée, depuis le 28 août, à des miliciens musulmans.

3 septembre 1982 : Depuis Beyrouth et sous protection française (opération Epaulard), embarquement de Yasser Arafat pour la Grèce. Entre 10 000 et 15 000 fedayins sont également évacués ; le quartier général de l'OLP s'installe à Tunis. Mais Arafat reviendra très rapidement sur le théâtre libanais pour prendre ses quartiers dans le Nord du pays, à Tripoli.

9 septembre 1982 : Le sommet arabe de Fès adopte le principe du retrait de toutes les forces étrangères du Liban, israéliennes mais aussi syriennes.

13 septembre 1982 : Départ du Liban des derniers contingents, français, de la Force multinationale d'interposition. Ils avaient été précédés, le 10, par les Américains et le 11 par les Italiens.

14 septembre 1982 : Assassinat du président de la République nouvellement élu, Béchir Gemayel. Il était le chef des Forces libanaises, principale force militaire chrétienne issue de la milice des Kataeb, et s'était, de fait, affirmé comme l'allié d'Israël. Son frère Amine lui succède dès le 21, mais le pays est de nouveau sérieusement ébranlé. L'élection de deux présidents phalangistes successifs illustre l'emprise israélienne et américaine sur le pays, au détriment de la Syrie.

15 septembre 1982 : L'armée israélienne investit Beyrouth-Ouest et transfère, sous l'autorité du général Ariel Sharon, une unité des Forces libanaises vers le secteur de l'aéroport. Elle est introduite le lendemain dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Jusqu'au 18 septembre, des massacres dans ces camps font plus d'un millier de victimes.

19 septembre 1982 : Déploiement de l'armée libanaise autour, puis à l'intérieur des camps. Le Premier ministre libanais demande le retour de la Force multinationale à Beyrouth. Accord de la France le 20, puis des Américains le 21 pour une « mission provisoire » de stabilisation. Forte de 3 800 hommes, ses premiers contingents, français, débarquent à Beyrouth dès le 24 septembre, suivis des Italiens et, enfin, des Américains qui n'arrivent que le 29, lorsque les Israéliens ont totalement évacué la capitale libanaise. Un contingent britannique complètera le dispositif. A ce moment, une vingtaine d'armées régulières et de milices sont présentes sur le sol libanais.

30 septembre 1982 : Les Libanais fêtent la réunification de leur capitale, divisée depuis 7 ans.

18 avril 1983 : Attentat-suicide au camion piégé contre l'ambassade américaine à Beyrouth (63 morts). L'attaque est revendiquée par une certaine « Organisation du jihad islamique » (Harakat al-Jihad al-Islami), ou Jihad islamique, d'obédience chiite.

17 mai 1983 : Les délégations libanaise et israélienne, sous influence américaine (Philip Habib et Morris Draper), signent « l'accord du 17 mai » censé régir le retrait de l'armée israélienne du Liban. Il met fin à l'état de guerre entre les deux pays, remontant à 1948, et prévoit notamment l'officialisation de la « zone de sécurité » du Sud-Liban sous l'autorité de l'ALS. Il est condamné

par la Syrie, l'OLP et l'URSS. Malgré l'abrogation de cet accord l'année suivante par les autorités libanaises, Israël achèvera son retrait en juin 1985.

23 juillet 1983 : Un « Front de salut national », regroupant l'opposition libanaise au gouvernement de Beyrouth, est constitué au Nord-Liban par Walid Joumblatt, avec le soutien de la Syrie et la participation du maronite Soliman Frangié et du leader sunnite de Tripoli Rachid Karamé. C'est la première tentative de sortie de crise multiconfessionnelle sous l'égide de Damas. Ses initiateurs entendent dénoncer la « phalangisation » de l'Etat et l'orientation pro-occidentale du régime, et, plus spécifiquement, l'accord libano-israélien du 17 mai précédent.

1^{er} septembre 1983 : Le président de la République, Amine Gemayel, demande à la Syrie de retirer ses troupes du Liban.

7 septembre 1983 : Retrait surprise des forces israéliennes de la région du Chouf dans la montagne libanaise, laissant face-à-face les chrétiens des Forces libanaises et les Druzes du Parti socialiste progressiste, fortement appuyés par les Syriens. La « guerre de la montagne » qui s'ensuit, dont le point de fixation est la résistance acharnée de Deir el-Kamar, provoque la déroute des phalangistes et l'exode de dizaines de milliers de chrétiens (6 000 morts et 150 000 déplacés). Lors de la bataille de Souk el-Garb, à 20 kilomètres au sud-est de Beyrouth, la 8^e brigade de l'armée libanaise commandée par le général Michel Aoun intervient efficacement contre les troupes druzes, palestiniennes et syriennes. Les Américains soutiennent également le repli chrétien en faisant donner les canons de l'USS New Jersey. Mais le Chouf passera définitivement sous contrôle druze en mars 1984, plaçant Beyrouth de nouveau à portée des batteries syriennes.

23 octobre 1983 : Attentats à Beyrouth contre le siège du 8^e bataillon des Marines américains, près de l'aéroport international, et contre l'hôtel « Le Drakkar », où sont cantonnés les Français du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes. A deux minutes d'intervalle, 241 Marines et 58 « paras » de la Force multinationale de sécurité sont victimes de camions piégés. L'enquête menée par les services français et américains conclura que les hommes-suicides qui ont perpétré le double attentat sont des membres du groupe chiite extrémiste dissident du mouvement Amal, l'organisation Amal-Révolutionnaire dont le chef est Hussein Moussaoui. Le centre de cette organisation terroriste est situé à Baalbek, dans une zone contrôlée par l'armée syrienne. Le 24 octobre, le président de la République française, François Mitterrand, est à Beyrouth. Il y rencontre notamment le président Amine Gemayel. Sur le terrain, le harcèlement contre la Force multinationale ne faiblit pas : le contingent américain subira sept attentats et attaques entre le 23 octobre 1983 et le 6 février 1984, faisant dix morts et huit blessés.

31 octobre 1983 : Réunion à Genève d'un « Congrès national de réconciliation », constitué le 25 septembre précédent et où se retrouvent les principaux responsables politiques libanais (Amine et Pierre Gemayel, Soleiman Frangié, Saeb Salam, Nabih Berri) en vue de définir les conditions d'un retour à la stabilité du Liban. Le président Amine Gemayel est prié de « prendre les mesures et les contacts nécessaires sur la scène internationale » pour la remise en cause de l'accord israélo-libanais du 17 mai. Amine Gemayel se rend, sans succès, en novembre et en décembre à Paris, Ryad, Rome, Washington, Londres, Rabat et Tripoli. L'impasse est totale.

9 novembre 1983 : Un camion-suicide détruit le gouvernorat militaire israélien de Tyr, faisant soixante-et-une victimes – dont vingt-neuf Israéliens. L'attentat est revendiqué par le Jihad islamique. L'aviation israélienne lance plusieurs missions de représailles dans des régions du Liban sous contrôle syrien. Le 17 novembre, huit Super-Etendards français effectuent un raid contre un camp d'entraînement de la milice d'Hussein Moussaoui, à Baalbek ; la veille, François Mitterrand avait affirmé que l'attentat de Beyrouth du 23 octobre « ne resterait pas impuni ».

Novembre/décembre 1983 : Combats inter-palestiniens dans la Bekaa et le Nord du pays. La Syrie, qui soutient les dissidents de l'OLP (Abou Moussa, Ahmed Jibril), permet l'encerclement de Yasser Arafat le 22 novembre dans Tripoli. Son exfiltration est assurée par des commandos français, le 20 décembre. Le départ des derniers combattants palestiniens d'obédience marxiste autour d'Arafat (4 000 fedayins) signe la fin des affrontements interlibanais sur une base

idéologique : seule reste valide la lutte interconfessionnelle attisée par les intérêts géopolitiques des puissances. Le 23 décembre 1983, Amal, qui a participé aux engagements contre les fidèles d'Arafat, impose une trêve aux combattants palestiniens. La plupart d'entre eux sont regroupés près de la ville sunnite de Sidon, et reprennent les opérations contre Israël. 400 000 de leurs compatriotes restent implantés dans les camps disséminés dans le pays.

4 décembre 1983 : Raid américain sur des positions syriennes, en représailles contre un tir syrien sur un avion de reconnaissance. En riposte, les Syriens bombardent des positions des Marines à l'aéroport de Beyrouth (8 morts). Vingt-quatre avions américains A-6 et A-7 répliquent en détruisant onze objectifs syriens dans la montagne.

28 décembre 1983 : Explosion d'une voiture piégée à Chtaura, devant un immeuble occupé par le Fatah et des officiers de la FAD (45 morts).

4 janvier 1984 : Israël réduit ses effectifs au Sud-Liban en évacuant presque totalement Tyr et Sidon. Raid de l'aviation israélienne contre « deux bases de terroristes liés à l'Iran » près de Baalbek (au moins 100 morts).

6 février 1984 : La milice chiite Amal prend le contrôle de Ras Beyrouth (Beyrouth-Ouest) à la suite de violents combats avec des unités de l'armée libanaise. Seize mois après la réunification, la capitale est à nouveau coupée en deux. Cet épisode marque l'effondrement et la scission de l'armée libanaise : avec l'entrée en dissidence de la 6^e brigade à dominante chiite, le président Gemayel se résout à diviser les 30 000 hommes de l'armée nationale en unités druzes, chiites et chrétiennes. Face à cette nouvelle situation, le départ de la Force multinationale est annoncé le 7 février par Ronald Reagan, et entamé par les Britanniques dès le 8 février. Les Italiens et les Américains suivront respectivement les 20 et 21 février. Les Français rembarqueront les derniers le 31 mars.

14 février 1984 : Les miliciens druzes de Walid Joumblatt achèvent la conquête de la montagne et se rendent maîtres de la côte dans la région de Damour. Les Forces libanaises et l'armée libanaise restée fidèle à Amine Gemayel subissent un nouveau revers en ne réussissant à se maintenir qu'à Souk el-Gharb. Dans la capitale, située à 15 kilomètres du Chouf, les combats reprennent entre Amal et les milices druzes et sunnites pour le contrôle du secteur musulman.

5 mars 1984 : Sur pression de Damas, abrogation par le gouvernement libanais du traité de paix libano-israélien de mai 1983, ainsi que des accords du Caire de 1969. L'opposition libanaise donne l'ordre à ses milices d'arrêter les combats : le 12 mars s'ouvre la conférence de Lausanne entre les belligérants libanais, sous l'égide de la Syrie et de l'Arabie saoudite.

25 avril 1984 : Fin du retrait des milices le long de la ligne de démarcation séparant les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth. Le cessez-le-feu prévu par la conférence de Lausanne est à peu près respecté depuis le 15. 1 200 policiers libanais et 160 observateurs, dont 80 Français, se sont interposés entre les belligérants.

30 avril 1984 : Formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Rachid Karamé. Nabih Berri, Walid Joumblatt, Camille Chamoun et Pierre Gemayel (qui décèdera le 29 août) y participent.

15 janvier 1985 : Annonce d'un retrait « par étapes » des troupes israéliennes du Liban. Le 16 février, l'armée israélienne achève la première phase de l'opération avec l'évacuation de Sidon et de sa région, provoquant une irruption de violence entre milices musulmanes et chrétiennes, lesquelles sont encore défaites, comme dans le Chouf en 1983. Les jours suivants, et surtout en mars, la multiplication des attentats meurtriers (notamment le 10 mars à Mettulah) s'accompagne d'une escalade des représailles israéliennes contre la population. Mais le retrait israélien sera effectif le 10 juin, à l'exception d'une « zone de sécurité » au sud du fleuve Litani, confiée aux 2 500 hommes de l'ALS (composée pour un tiers de chiites et aux deux tiers de chrétiens), commandés par Antoine Lahad à la suite du décès, des suites d'un cancer en 1984, du major Saad Haddad.

12 mars 1985 : Elie Hobeika prend la tête des Forces libanaises (10 000 hommes, dont 3 500 soldats réguliers) et rompt avec les phalangistes des Kataeb, représentant le président Gemayel. Souhaitant amorcer une sortie de crise, il engage des négociations secrètes avec le gouvernement syrien et signe, le 28 décembre 1985, à Damas, un accord tripartite avec les Druzes (PSP) et les chiïtes (Amal), contre la volonté de Samir Geagea et des principaux autres dirigeants des FL. Le 15 janvier 1986, ces derniers attaquent la caserne de Karantina, quartier général des FL à Beyrouth, et livrent Hobeika à l'armée libanaise commandée par le général Aoun.

16 mars 1985 : Enlèvement à Beyrouth du directeur général de l'agence de presse américaine Associated Press, Terry Anderson, qui ne sera libéré que le 4 décembre 1991. C'est le premier d'une longue série d'enlèvements de ressortissants occidentaux et de diplomates soviétiques revendiqués par le Jihad islamique (en fait, 33 groupes distincts relevant de cette nébuleuse). Ces pratiques vont perdurer jusqu'en 1989 et l'Iran, via le Hezbollah, sera fortement suspecté de les encourager pour obtenir des contreparties politiques et économiques alors que la guerre avec l'Irak tourne à son désavantage. Damas est également accusé de manipuler ces groupes terroristes pour pratiquer une « diplomatie coercitive ». Trente-trois victimes « occidentales » d'enlèvements au Liban seront recensées au cours de cette période (dont 12 Français), enlèvements auxquels s'ajoutent des éliminations ciblées, comme celles du prêtre néerlandais Nicolas Kluiters, retrouvé mort le 1^{er} avril 1985, ou de l'universitaire britannique Dennis Hill, assassiné le 29 mai suivant.

9 avril 1985 : Sur la route de Jezzine, au sud de Beyrouth, Sana Khyadali, membre du Parti social nationaliste syrien, devient la première femme à commettre un attentat-suicide contre des Israéliens (deux soldats sont tués). Le PSNS (ex-PPS), dominant la région de Koura, s'est rapproché des Druzes et de ses frères ennemis du Baas et du Parti communiste libanais à l'occasion de la guerre civile. Il s'oppose en revanche au camp chrétien dans la montagne et aux chiïtes dans le Sud du pays. Multipliant les assassinats et les attentats à la voiture piégée, il sera soupçonné d'avoir perpétré l'attaque du 14 septembre 1982 contre le quartier général phalangiste, qui coûta la vie à Béchir Gemayel et à soixante de ses hommes.

17 avril 1985 : A la suite de violents combats à Beyrouth-Ouest entre miliciens sunnites et combattants chiïtes et druzes, Rachid Karamé présente la démission de son gouvernement, mais la retire quelques jours plus tard sur pression de Damas.

23 avril 1985 : Les miliciens chrétiens des Forces libanaises évacuent la région de Sidon, chef-lieu du Sud-Liban, où ils affrontent depuis le 15 mars les milices musulmanes. A partir du 25, ces dernières envahissent les villages chrétiens, provoquant un exode massif de la population vers la ville chrétienne de Jezzine et vers la bande frontalière qui reste encore occupée par l'armée israélienne. Samir Geagea, considéré comme responsable de l'échec des opérations, est écarté de l'état-major des FL le 9 mai par Elie Hobeika.

Mai/juin 1985 : Première « guerre des camps » entre les combattants palestiniens de Sabra et Chatilla et les miliciens chiïtes d'Amal, pro-syriens, soutenus par une partie de l'armée libanaise. Sept cents morts sont dénombrés dans les camps de réfugiés. Le 17 juin, un accord est conclu à Damas entre Amal et les organisations palestiniennes hostiles à Yasser Arafat. Et le 9 juillet, des « Assises inter-islamiques » convoquées à Damas déboucheront sur un accord entre sunnites, chiïtes et Druzes pour tenter de mettre un terme aux conflits entre musulmans à Beyrouth.

14 juin 1985 : Détournement du vol TWA 847 sur l'aéroport de Beyrouth, revendiqué par le Jihad islamique.

28 juillet 1985 : Constatant l'impasse politique et pour « réviser le régime », Walid Joumblatt et Nabih Berri créent un Front d'unité nationale qui tient son premier congrès à Chtaura le 6 août. Il regroupe tous les mouvements alliés à Damas et hostiles aux phalangistes des Kataeb. Le 31 juillet, c'est le camp chrétien qui tente de se rassembler avec la réconciliation spectaculaire, à Ehden, des « frères ennemis » Soleïman Frangié (pro-syrien) et Elie Hobeïka (chef des Forces libanaises). Les combats reprennent aussitôt à Beyrouth. Le 9 août débutent des duels d'artillerie de part et d'autre de la ligne de démarcation séparant les secteurs chrétien et musulman. Ils

atteignent un paroxysme dans la nuit du 19 au 20 août après une série d'attentats à la voiture piégée : le 17, à Antélias à Beyrouth-Est (54 morts et 182 blessés) et le 19 à Zarif à Beyrouth-Ouest (30 morts et 100 blessés). Damas obtient un cessez-le-feu des belligérants à Beyrouth le 22 août.

Octobre 1985 : L'armée syrienne et ses milices alliées écrasent les mouvements intégristes sunnites de Saïd Chabane et les Frères musulmans qui contrôlaient Tripoli depuis le départ des fedayins d'Arafat, deux ans plus tôt. La mise au pas de la deuxième grande ville du pays, grand centre sunnite, illustre le retour en force de la Syrie sur l'échiquier libanais, facilité par le départ des Occidentaux.

20 novembre 1985 : « Bataille du drapeau ». A Beyrouth, de très violents combats opposent les milices chiite et druze, pourtant alliées dans le cadre du Front d'unité nationale (65 morts et 225 blessés). La médiation de la Syrie échoue, mais dès le 24, Nabih Berri et Walid Joumblatt se rencontrent et considèrent qu'il s'agissait d'un incident. Ce ne sera pas le dernier.

28 décembre 1985 : Accord tripartite, à Damas, entre Amal, les Forces libanaises (Elie Hobeika) et le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, qui laisse envisager un règlement durable du conflit sous l'égide de la Syrie mais provoque, dans l'immédiat, avec le refus du président Gemayel de le ratifier, de violents affrontements interchrétiens.

Printemps 1986 : Après une série d'incidents, déclenchement de la nouvelle « guerre des camps » entre Amal et les milices palestiniennes restées fidèles à Yasser Arafat. Elle va durer plus d'un an. Le 11 septembre 1987, le bilan s'établira à 2 000 morts.

1^{er} août 1986 : Appel d'Amine Gemayel au président syrien Hafez El-Assad pour qu'il favorise la reprise du dialogue interlibanais.

11 août 1986 : La mort d'un responsable régional d'Amal à un barrage français de la FINUL provoque de violents affrontements au Sud-Liban entre les « casques bleus » français et les miliciens chiites (trois autres miliciens sont tués et 17 soldats français blessés). Le 4 septembre suivant, alors qu'une série d'attentats meurtriers frappe Paris, l'explosion d'une bombe télécommandée provoque la mort de trois « casques bleus » français. Et, le 18 septembre, c'est l'attaché militaire français, le colonel Christian Goutierre, qui est assassiné à Beyrouth.

22 septembre 1986 : Adoption par le Conseil de sécurité de la résolution française demandant le retrait d'Israël du Liban et le déploiement de la FINUL le long de la frontière israélienne.

27 septembre 1986 : « Samedi fou » à Beyrouth-Est. Des combats de rue entre miliciens chrétiens font une soixantaine de morts et près de deux cents blessés.

16 octobre 1986 : Raid de représailles israélien contre un camp palestinien au Sud-Liban à la suite d'un attentat à la grenade près du mur des Lamentations, à Jérusalem, qui avait fait un mort et soixante-dix-neuf blessés. L'un des chasseurs bombardiers est abattu au cours de cette opération.

20-26 février 1987 : Cinq ans après en avoir été chassée par l'intervention israélienne, l'armée syrienne (8 000 hommes) investit Beyrouth-Ouest, en proie à de nouveaux affrontements entre miliciens druzes et chiites du parti Amal. A cette date, plus de 30 000 soldats syriens contrôlent près des deux tiers du territoire libanais (10 % étant occupés par Israël au sud). Damas intervient de plus en plus étroitement dans le jeu politique.

1^{er} juin 1987 : Le chef du gouvernement « d'union nationale », Rachid Karamé, est assassiné. Il est remplacé par Selim Hoss.

5 septembre 1987 : Raid meurtrier de l'aviation israélienne sur le camp palestinien d'Aïn Héloué (46 morts, 40 blessés).

24 septembre 1987 : Assassinat d'un jésuite français, le père André Masse, directeur du centre Saint-Joseph de Beyrouth. Le 29 octobre, deux gendarmes français seront grièvement blessés au cours d'un attentat à Beyrouth. Les intérêts français ne sont pas les seuls visés : le 17 février 1988, c'est le commandant en chef adjoint de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST), le colonel américain Richard Higgins, qui sera enlevé au Sud-Liban par une mystérieuse « Organisation des opprimés de la terre ».

5 novembre 1987 : La grève générale illimitée lancée pour protester contre la crise économique illustre la lassitude de la population libanaise.

5 avril 1988 : Accrochages meurtriers au sud du pays entre les milices chiites Amal et Hezbollah (27 morts et 47 blessés). Les affrontements se poursuivront dans la banlieue sud de Beyrouth, occupée à 95 % par le Hezbollah dès le 11 mai, et qui n'en sera plus délogé. L'armée syrienne intervient le 25 pour faire cesser les combats, qui auront fait six cents morts en deux semaines. La réconciliation entre les milices chiites s'effectuera au travers d'une trêve en janvier 1989, après de nouveaux heurts dans le Sud du pays, puis d'un véritable accord de paix en octobre 1990, imposé par Damas et Téhéran.

25 avril 1988 : Entretiens à Damas entre le président Hafez El-Assad et Yasser Arafat, affichant les retrouvailles syro-palestiniennes après cinq ans de brouille, alors que la Syrie semble toujours décidée à liquider l'OLP du Liban.

2 mai 1988 : Au cours d'une importante opération de ratissage au Sud-Liban (opération « Loi et ordre »), l'armée israélienne se heurte violemment au Hezbollah à Maïdoun.

11 juin 1988 : Nouvelle « guerre des camps » inter-palestinienne à Borj-el-Barajneh et à Chatila, qui oppose des dissidents pro-syriens aux « arafistes ». Ces derniers perdent le contrôle de Chatila le 27 juin et de Borj-el-Barajneh le 8 juillet. Les derniers partisans de Yasser Arafat sont évacués vers Sidon.

23 septembre 1988 : Fin du mandat présidentiel d'Amine Gemayel. L'élection d'un nouveau président ne peut être organisée, faute de quorum. Le 23 octobre, malgré le « pacte national » de 1943 réservant le poste de premier ministre à un sunnite, le président sortant désigne le commandant en chef de l'armée, le général maronite Michel Aoun, pour diriger un cabinet intérimaire chargé d'organiser les élections présidentielles. Le chef du gouvernement en place, Salim Hoss, ne reconnaît pas cette nomination. Il y aura désormais deux gouvernements, celui du général Aoun à l'Est et celui de Salim Hoss à l'Ouest, appuyé par la Syrie. Aoun sera relevé de ses fonctions de commandant en chef de l'armée par le ministre de la Défense le 9 novembre suivant.

7 octobre 1988 : Premiers heurts dans le « réduit chrétien », où les Forces libanaises de Samir Geagea évincent Amine Gemayel de son fief.

19 octobre 1988 : Un attentat à la voiture suicide à Metulla, dans la zone de sécurité créée par Israël le long de la frontière, fait sept morts parmi les soldats hébreux et provoque des raids de représailles, le 21, contre des positions détenues par le Hezbollah.

Février 1989 : Mise au pas brutale des Forces libanaises, qui contrôlaient le port de Beyrouth et en tiraient l'essentiel de leurs revenus, par les brigades chrétiennes de l'armée libanaise fidèles au général Aoun. Ces combats interchrétiens font des dizaines de morts.

14 mars 1989 : Le général Aoun lance la « guerre de libération » contre la Syrie. Si les forces syriennes (33 000 soldats déployés au Liban) sont nettement supérieures à celles de la fraction de l'armée libanaise contrôlée par le général Aoun, cette initiative bénéficie des encouragements de l'OLP, de l'appui de la communauté internationale – de la France en particulier qui déclenche une opération d'aide humanitaire à la mi-avril – ainsi que d'armes irakiennes fournies par le régime de Saddam Hussein, qui fait un retour sur la scène proche-orientale à la suite de sa victoire sur l'Iran. En revanche, cette initiative divise le camp chrétien, les Forces libanaises de Samir Geagea, encore sous le coup des combats du mois précédent, estimant la victoire hors d'atteinte. Le

général Aoun se trouve dans les faits isolé dans son « réduit chrétien » de 1 500 kilomètres carrés et 800 000 habitants.

16 mai 1989 : Assassinat dans un attentat à Beyrouth-Ouest du grand mufti sunnite, le cheikh Hassan Khaled. Il refusait de condamner la guerre de libération du général Aoun.

23-26 mai 1989 : Sommet arabe extraordinaire de Casablanca, qui légitime la présence syrienne au Liban et décide la création d'un comité tripartite (Arabie saoudite, Maroc et Algérie) chargé d'entreprendre, avec l'appui des grandes puissances, une mission de pacification. Le 31 juillet, les combats étant incessants sur le terrain, le comité annonce l'échec de sa mission. Le mois d'août est le plus violent : Beyrouth et ses environs sont noyés sous un déluge d'obus tandis que le général Aoun réussit à tenir en échec les forces druzes et syriennes et que la bataille s'étend à tous les fronts du « pays chrétien ». Le 16 août, le Conseil de sécurité de l'ONU demande à « toutes les parties » de cesser « immédiatement » leurs opérations et le pape Jean-Paul II parle de « génocide ». Le 17, la France envoie des navires au large de Beyrouth pour rapatrier le cas échéant les Français et Franco-Libanais du pays. La capitale, dévastée, a déjà été évacuée par plus de la moitié de ses habitants. Le 16 septembre, après avoir été réactivé, le comité tripartite présente un plan en sept points s'alignant sur les thèses syriennes. Après avoir cherché à obtenir des garanties, le général Aoun accepte ce plan de paix le 22. Dès le lendemain, 23 septembre, la Ligue arabe réussit à imposer un cessez-le-feu à peu près respecté.

1^{er} au 24 octobre 1989 : Négociation, dans la ville saoudienne de Taëf, des accords dits de « l'Entente nationale » qui devront mettre fin à la guerre. Ils reprennent point par point le contenu de l'accord tripartite du 28 décembre 1985 inspiré, déjà, par Damas. Signés le 22 octobre, ils prévoient le désarmement des milices, la réduction des pouvoirs du président de la République maronite au profit du Premier ministre sunnite et un rééquilibrage global du système confessionnel (notamment par la parité entre ministres et députés musulmans et chrétiens) pour tenir compte de l'évolution démographique. Par ailleurs, le recrutement confessionnel pour les fonctionnaires de la troisième catégorie est supprimé : considéré comme une étape vers la suppression définitive du confessionnalisme politique, cette perspective favorise les musulmans qui se savent devenus majoritaires. Selon des estimations réalisées en 1984, les chrétiens, toutes communautés réunies, ne représenteraient plus en effet que 41 % de la population, et au sein de la majorité musulmane, les chiïtes (30,8 %) auraient supplanté les sunnites (21,7 %). Le texte réaffirme par ailleurs l'arabité du Liban et demande l'établissement de relations de fraternité avec la Syrie, qui fait plus que jamais figure de puissance tutélaire du pays. Celle-ci maintient près de 40 000 soldats au Liban. Il est cependant stipulé que, deux ans après l'adoption de l'accord par le Parlement, les forces syriennes devront se « redéployer » vers la Bekaa : il n'est pas fait explicitement mention d'un départ des troupes.

5 novembre 1989 : Adoption des accords de Taëf par cinquante-huit députés libanais, parmi les soixante-deux rescapés du Parlement élu en 1972, réunis sur l'aéroport militaire de Kléat, dans le Nord du pays, sous protection militaire syrienne. Les députés élisent René Moawad président de la République. Le camp chrétien est encore profondément divisé : le patriarche maronite et les FL approuvent les accords tandis que le général Aoun les refuse et dissout le Parlement.

22 novembre 1989 : René Moawad est assassiné dans un attentat à Beyrouth-Ouest. Elias Hraoui est élu président pour lui succéder. Dès le 8 décembre, il lance un ultimatum au général Aoun : le rebelle a deux semaines pour quitter le palais de Baabda, rebaptisé « maison du peuple » par les partisans de celui-ci.

30 janvier 1990 : Déclenchement de la guerre dite « d'élimination » interchrétienne entre les Forces libanaises de Samir Geagea, accusé de négocier secrètement avec le gouvernement de Selim Hoss, et l'armée libanaise du général Aoun, qui souhaite mettre définitivement au pas la milice. Le conflit, violent, se poursuit jusqu'en mai. Il fera 740 morts et 2 400 blessés. Aucune des deux forces en présence n'est parvenue à s'imposer militairement, mais Samir Geagea a reconnu l'autorité du président Hraoui.

16 juillet 1990 : Nouveaux affrontements entre miliciens chiites d'Amal et du Hezbollah au Sud-Liban. Le lendemain, les Palestiniens du Fatah se déploient depuis leur fief de Sidon pour tenter de mettre fin aux affrontements.

2 août 1990 : Invasion du Koweït par l'Irak, qui se trouve isolé sur la scène internationale, et ne peut plus soutenir Aoun. En revanche, la Syrie, qui rejoint la coalition forgée par les Etats-Unis pour libérer l'émirat (l'alliance de circonstance sera scellée par la rencontre entre Georges Bush et Hafez El-Assad le 23 novembre 1990 à Genève), retrouve toutes les marges de manœuvre nécessaires pour en finir avec le « réduit aouniste ».

21 août 1990 : Le Parlement vote les amendements constitutionnels nécessaires à la mise en œuvre des accords de Taëf. Un mois plus tard, le président Hraoui les promulgue et annonce l'avènement d'une « II^e République libanaise ». Les maronites perdent leur prédominance dans les répartitions communautaires au profit des communautés sunnite et chiite, désormais engagées dans une sourde rivalité pour la gestion de l'Etat libanais.

10 octobre 1990 : Le président Hraoui demande officiellement l'aide militaire de la Syrie pour déloger Aoun, dont le réduit tient toujours malgré la mise en œuvre d'un blocus, fin septembre, par les forces gouvernementales du général Lahoud. Le 11, l'armée syrienne fait mouvement et complète son occupation du Liban en envahissant les régions contrôlées par le général Aoun, et en utilisant pour la première fois son aviation. Le 13, à 7 h 30 du matin, le général Aoun, abrité à l'ambassade de France de Beyrouth, annonce sa reddition ; il sera exfiltré 10 mois plus tard et exilé en France.

21 octobre 1990 : Assassinat à Baabda de Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun et partisan du général Aoun.

5 novembre 1990 : Accord de paix entre milices rivales chiites, parrainé par la Syrie.

3 décembre 1990 : L'armée libanaise, appuyée par les Syriens, reprend le contrôle du Grand Beyrouth au détriment des milices. Conformément aux accords de Taëf, celles-ci commenceront à déposer les armes au mois de mai suivant.

20 décembre 1990 : Au lendemain de la démission de Selim Hoss, l'avocat sunnite Omar Karamé forme un nouveau gouvernement d'« union nationale ». Les deux principaux mouvements chrétiens refusent d'y participer.

Une concorde civile introuvable ? (1990-2017)

La fin d'une guerre civile qui a duré quinze ans ne signifie pas le retour immédiat à la stabilité et à la prospérité. Le Liban demeure en effet l'enjeu des rivalités régionales et des démons de la division. Confrontée à la mobilisation qui fait suite à l'attentat dont est victime Rafic Hariri en février 2005, la Syrie doit retirer ses forces du pays, mais, proche de l'Iran des mollahs, elle y conserve une capacité d'influence du fait de ses liens avec le camp chiite et avec le courant chrétien du général Aoun. Le blocage de la situation perdure jusqu'aux accords de Doha de mai 2008, alors qu'entretemps, la nouvelle guerre déclenchée par Israël en 2006 a surtout contribué à renforcer le camp du Hezbollah chiite, désormais perçu comme le champion de la résistance libanaise face à l'Etat hébreu.

6 et 7 février 1991 : L'armée libanaise se déploie dans le Sud du pays où les deux milices locales, Amal et Hezbollah, se retirent devant elle. Il lui faudra en revanche se battre contre les Palestiniens, au mois de juillet suivant, pour s'emparer de Sidon, dernier bastion de l'OLP. La situation est sous contrôle le 5 juillet.

22 mai 1991 : Signature à Damas du traité syro-libanais « de fraternité, de coopération et de

coordination ». Il prévoit un « destin mêlé » entre les deux Etats dans tous les domaines et consacre la « *pax syriana* » qui s'instaure au Liban. Il permet le retour partiel de la sécurité, la reprise des affaires et le retour d'exilés dans un pays à reconstruire. Le camp chrétien, qui ne participe pas au gouvernement, émet de fortes réserves. Israël dénonce une « annexion ». Le 29 mai, la France demande, en application de ce traité, le retrait des troupes syriennes et des élections libres au Liban. La tutelle syrienne ne prendra fin qu'au printemps 2005.

8 août 1991 : Le jour de la libération de l'Anglais John McCarthy, détenu depuis le 17 avril précédent par le Jihad islamique, un Français, Jérôme Leyraud, est enlevé à Beyrouth par l'Organisation de défense des droits des prisonniers qui menace de l'exécuter « à la minute même où un autre otage sera libéré ». Les fermes pressions des autorités libanaises et syriennes permettent sa libération dès le 11 août, ainsi que celle de l'Américain Edward Austin Tracy, qui avait été enlevé le 21 octobre 1986. Grâce à des contreparties négociées avec Israël en vue de la libération de prisonniers libanais, la plupart des otages occidentaux sont libérés dans les mois qui suivent : ainsi des citoyens britanniques ou américains Jack Mann le 24 septembre, Jesse Turner le 22 octobre, Terry Waite et Thomas Sutherland le 18 novembre, Josef Cicippio le 2 décembre, Alan Steen le 3 décembre, et, le 4 décembre, le « doyen » Terry Anderson, qui avait été enlevé le 9 juin 1985.

29 août 1991 : Après l'adoption, le 14, du projet d'amnistie générale par le gouvernement libanais, le général Michel Aoun, réfugié à l'ambassade de France depuis le 13 octobre 1990, quitte Beyrouth pour la France qui lui a accordé l'asile politique. Il arrive, le 30, à Marseille.

2 décembre 1991 : Au pouvoir depuis 1970, le président syrien Hafez El-Assad est reconduit pour un quatrième mandat (99,98 % des voix).

16 février 1992 : Assassinat par un missile israélien d'Abbas Moussaoui, secrétaire général du Hezbollah. Hassan Nasrallah le remplace à la tête de l'organisation chiite. En renforçant les capacités militaires du Parti de Dieu, Nasrallah sera considéré comme le principal artisan des revers israéliens au Sud-Liban en 2000 et 2006.

9 mars 1992 : Le bilan officiel de la guerre au Liban est communiqué par le service d'information de la police. Il fait état de plus de 150 000 morts en quinze ans.

Mai 1992 : Crise financière. La livre libanaise est sévèrement dévaluée : elle passe d'un taux de change de 840 à 1 520 livres pour un dollar, soit une valeur 800 fois inférieure à celle de 1974.

6 septembre 1992 : Premières élections législatives depuis vingt ans, partiellement boycottées par le camp chrétien, qui sort ainsi du jeu politique. Le Hezbollah fait au contraire son entrée au Parlement avec douze députés. Nabi Berri, chef du mouvement chiite Amal et fidèle allié de Damas, est élu président d'une assemblée qui compte désormais cent vingt-huit députés.

22 octobre 1992 : Elu à la tête d'une faction parlementaire de dix députés, Rafic Hariri est chargé de former le nouveau gouvernement. Richissime homme d'affaires bénéficiant de solides appuis internationaux, notamment aux Etats-Unis, en France et en Arabie Saoudite où il a fait fortune, il entreprend la reconstruction du pays par le lancement de grands chantiers urbains. Mais les investisseurs se font rares et le pays est exsangue. L'immense majorité de la population ne profite pas de cette relance ciblée. L'inflation est vaincue (3 % en 1998 contre 120 % en 1992), mais le déficit budgétaire explose (passant de 2 milliards de dollars en 1992 à 18 milliards en 1999). Surtout, à la réputation d'affairiste du Premier ministre succèdent des accusations de corruption. Reconduit en 1995, son action délétère provoque une exaspération croissante et la constitution d'une coalition hétérogène d'opposants qui en appellent à la Syrie pour préparer le départ d'Hariri.

Juillet 1993 : De nouveaux bombardements israéliens, les plus violents depuis 1982, font 132 morts au Sud-Liban.

13 septembre 1993 : A l'issue du « processus d'Oslo », déclaration de principe sur l'autonomie

des territoires occupés, scellée à Washington par une poignée de main « historique » entre le Premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, en présence du président américain Bill Clinton. Premier document de paix entre l'Etat d'Israël et le mouvement national palestinien, cet accord est approuvé par la plupart des pays arabes, mais il est vivement critiqué par la Syrie et formellement dénoncé par l'Iran, la Libye et l'Irak.

24 mars 1994 : Dissolution des Forces libanaises, désarmées en application des accords de Taëf. L'arrestation de leur chef, Samir Geagea, suit le 21 avril et précipite la perte d'influence des maronites. Condamné à mort pour quatre chefs d'inculpation (dont l'assassinat de Dany Chamoun et sa famille en 1990 et du Premier ministre Rachid Karamé en 1987), malgré l'amnistie couvrant les faits commis pendant la guerre civile, sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité. Il sera libéré le 26 juillet 2005 et reprendra son activité politique au sein de l'Alliance du 14-Mars, aux côtés de Saad Hariri et Walid Joumblatt.

1995 : Une enquête du ministère des Affaires sociales estime à 31 % la proportion de ménages libanais vivant au-dessous du seuil de pauvreté. La guerre a laminé les classes moyennes, mais la période de reconstruction et le désarmement des milices, qui assuraient par les différents trafics, notamment de drogue, la survie de nombreuses familles, voit l'extension de la pauvreté. L'accentuation des inégalités économiques et sociales se double de disparités territoriales entre la capitale et le « Liban périphérique ». L'émigration reprend, avec des flux estimés à 100 000 personnes par an : les maronites, grands vaincus du conflit, exclus des réseaux d'affaires du clan Hariri, sont les premiers concernés.

11 avril 1996 : Déclenchement par Israël de l'opération « Raisins de la colère », destinée à briser le potentiel militaire du Hezbollah. L'armée israélienne bombarde la région est de la Bekaa et les quartiers sud de Beyrouth. Le 18 avril 1996, à Cana, au Sud-Liban, un camp des casques bleus de l'ONU accueillant des réfugiés libanais est bombardé par un avion israélien. Le bilan est de cent quatre morts civils, dont de nombreux enfants. Les réfugiés avaient fui leurs villages bombardés depuis le début du mois par l'armée israélienne. Au final, l'opération fera cent soixante seize morts libanais, pour l'essentiel des civils, et provoquera le déplacement de 300 000 personnes. Le 27 avril, les « accords d'avril » instaurent un comité de surveillance associant Israël, le Liban et la Syrie, coprésidé par les Etats-Unis et la France, qui impose notamment à tous les belligérants d'épargner les civils et de ne pas mener des attaques contre, ou à partir de zones habitées. Ce comité obéit à la règle du consensus et ne dispose d'aucun moyen de coercition.

1997 : Un rapport gouvernemental sur les conditions de vie des ménages indique une nouvelle estimation de la répartition religieuse des communautés libanaises : les chiites représenteraient près de 40 % de la population, contre environ 35 % pour les sunnites et 24 % pour les chrétiens. Bien que contestés, ces chiffres rendent compte du puissant dynamisme démographique de la communauté chiite depuis les années soixante-dix, comparable à la croissance de la communauté maronite au tournant du XIX^e siècle. En tout état de cause, le nombre de chrétiens ne se situerait plus qu'entre le quart et le tiers de la population.

24 novembre 1998 : Election à la présidence du général chrétien Emile Lahoud. Hostile à Rafic Hariri, il organise, dès le 4 décembre, son remplacement à la tête du gouvernement par Selim Hoss.

24 juin 1999 : L'aviation israélienne bombarde des objectifs civils au Liban en représailles à des tirs de roquettes par le Hezbollah contre le Nord d'Israël. Deux centrales électriques et cinq ponts sont détruits.

2000 : L'endettement du pays atteint 24 milliards de dollars, soit le double du PIB annuel ou 6 000 dollars par habitant.

Février 2000 : Intensification des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne. Le 5 mars, le gouvernement d'Ehud Barak annonce le retrait unilatéral de ses troupes d'ici au mois de juillet. L'effondrement consécutif à cette annonce de l'ALS, au sein de laquelle se multiplient les désertions, va contraindre Israël à accélérer son calendrier.

24 mai 2000 : Après 22 ans d'occupation, Israël évacue la zone de sécurité qu'elle contrôlait au Sud-Liban, soit directement, soit par le truchement de l'ALS. Ce retrait unilatéral, exigé par la résolution 425 de l'ONU de mars 1978, est un aveu d'échec pour l'Etat hébreu, qui n'a jamais réussi à sécuriser cette zone, malgré les offensives générales de 1993 et 1996. Entre 1997 et 1999, son armée aura ainsi déploré 148 tués et 228 blessés. Le Hezbollah sort renforcé, mais la Syrie perd une zone tampon qui lui permettait d'éviter la confrontation directe avec Israël depuis la fermeture de son front sur le Golan en 1973. L'ONU trace la « ligne bleue » qui correspond à celle du retrait et maintient la FINUL sur place dans l'attente, vaine, du retour de l'armée libanaise : avec l'effondrement de l'ALS, l'autorité passe directement des mains des Israéliens à celles des dirigeants communautaires locaux. Le gouvernement libanais, dont les relations avec son voisin méridional sont toujours régies par la convention d'armistice de 1949, réclame en effet la libération des fermes de Chebaa conquises en 1967 par l'Etat hébreu en même temps que le plateau du Golan. Les germes de la poursuite des hostilités au Sud-Liban sont d'ores et déjà réunis.

Octobre 2000 : Le Hezbollah capture trois soldats israéliens dans le secteur disputé de Chebaa.

23 octobre 2000 : Rafic Hariri est de nouveau locataire du Sérail, le siège des bureaux du Premier ministre à Beyrouth. Prétextant des tensions persistantes avec le président Emile Lahoud, il démissionnera le 21 octobre 2004 pour préparer les élections législatives programmées l'année suivante.

Juin 2001 : Premier retrait partiel des troupes syriennes. En vertu des accords de Taëf (1989), ce retrait aurait dû intervenir dès 1992. Les pressions internationales sur Damas ne vont cesser de s'accroître dans les mois à venir.

Août 2001 : Vague d'arrestations de militants chrétiens anti-syriens, accusés de complot contre la sécurité du Liban.

Septembre 2001 : Large succès des mouvements chiites pro-syriens Amal et Hezbollah aux élections municipales : ils contrôlent la majorité des 115 municipalités concernées.

Novembre 2001 : Le gouvernement libanais rejette la demande des Etats-Unis de geler les avoirs du Hezbollah. Incluse dans la liste des organisations terroristes publiée au lendemain de l'attentat du 11 septembre contre le World Trade Center de New York, la milice chiite est considérée au Liban comme un mouvement de résistance.

24 janvier 2002 : Assassinat, dans un attentat à la voiture piégée, d'Elie Hobeika. Ancien chef des Forces libanaises, il était considéré comme l'un des responsables des massacres de Sabra et Chatila en 1982.

11 mai 2004 : Les Etats-Unis imposent des sanctions économiques contre Damas et réclament le retrait des troupes syriennes du Liban.

2 septembre 2004 : Adoption de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies, à l'initiative de la France et des Etats-Unis, qui exige le départ de toutes les troupes syriennes, le désarmement des milices et l'organisation de l'élection présidentielle hors de toute interférence étrangère (c'est-à-dire la non-prolongation du mandat d'Emile Lahoud, jugé pro-syrien). Cette résolution reflète l'instrumentalisation du Liban dans la confrontation régionale engagée entre l'alliance américano-israélienne et l'axe syro-iranien. Sur les quinze membres du Conseil de sécurité, six ont considéré qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires intérieures du Liban et se sont abstenus (Algérie, Brésil, Chine, Pakistan, Philippines et Russie).

3 septembre 2004 : Crise politique ouverte par l'adoption, malgré les mises en garde internationales, d'un amendement constitutionnel prolongeant de trois ans le mandat du président Emile Lahoud, élu en 1998. Le 6 septembre, quatre ministres démissionnent, suivis de Rafic Hariri le 20 octobre. Omar Karamé lui succède.

20-29 septembre 2004 : Un premier contingent de 3 000 soldats syriens regagne la Syrie. Dès le mois de novembre débute une nouvelle série d'assassinats politiques et d'affrontements armés entre factions rivales.

9 janvier 2005 : Mort au Sud-Liban, lors de répliques israéliennes à une opération militaire du Hezbollah, du commandant Jean-Louis Valet, un observateur français de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST).

14 février 2005 : Rafic Hariri est tué dans un attentat-suicide sur la route du bord de mer de Beyrouth. Ses partisans désignent immédiatement les services de renseignements syriens comme les commanditaires de l'opération. Le 28 février, le gouvernement d'Omar Karamé est contraint à la démission sous la pression de la rue. Une grande manifestation anti-syrienne est organisée le 14 mars et marque le coup d'envoi de la « Révolution du Cèdre », qui conduit au départ de la totalité des troupes syriennes fin avril 2005.

2 avril 2005 : Attentat à l'explosif dans la région chrétienne du Metn, à l'est de Beyrouth (9 blessés). C'est le quatrième attentat de ce genre visant les chrétiens depuis le 19 mars précédent.

7 avril 2005 : L'ONU crée une commission d'enquête internationale indépendante chargée d'aider le Liban à enquêter sur l'attentat commis contre le Premier ministre Rafic Hariri

19 avril 2005 : Nagib Miqati forme un cabinet restreint en vue d'assurer la transition politique jusqu'aux élections législatives du mois de juin.

26 avril 2005 : Fin officielle de la présence syrienne au Liban. Un accord signé le 3 avril entre la Syrie et l'ONU prévoyait ce retrait « au plus tard le 30 avril ».

7 mai 2005 : Retour au Liban, après 15 ans d'exil, de Michel Aoun. Elu député au mois de juin, il signera le 6 février 2006 un « document d'entente » de 10 points avec le Hezbollah.

2 juin 2005 : Assassinat du journaliste Samir Kassir, l'un des animateurs de la « Révolution du Cèdre » des mois précédents. Suivront notamment, au sein de la mouvance anti-syrienne, l'élimination de Georges Haouwi, ancien chef du Parti communiste libanais, le 21 juin, et de Gebran Tuéni, député et directeur du premier quotidien de langue arabe au Liban, An-Nahar (« Le Jour »), le 12 décembre.

20 juin 2005 : Victoire électorale du Mouvement pour le futur de Saad Hariri, fils de Rafic Hariri et proche des Saoudiens. Avec 72 sièges sur 128, il est majoritaire à la nouvelle Assemblée. Fouad Siniora est désigné Premier ministre le 19 juillet, et forme un nouveau gouvernement incluant le Hezbollah, qui a obtenu 11 % des suffrages (et 27,4 % au sein du « Bloc de la résistance et du développement » auquel il appartient).

27 juin 2005 : Après le départ de centaines de milliers de travailleurs syriens, qui accompagnent le retrait militaire, le ministre du Travail libanais ouvre aux Palestiniens l'exercice d'une cinquantaine de métiers dans le secteur privé dont ils étaient exclus depuis 22 ans. Les Nations unies estiment le nombre de Palestiniens vivant au Liban à une fourchette entre 200 000 et 350 000 individus.

26 mai 2006 : Assassinat à Sidon, vraisemblablement par les Israéliens, de Mahmoud El-Majzoub, surnommé Abou Hamza, l'un des dirigeants du Jihad islamique palestinien.

12 juillet 2006 : Après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres, opération revendiquée par le Hezbollah, Israël lance une vaste offensive aérienne et maritime contre le Liban. Cette attaque intervient au 18^e jour de l'opération « Pluie d'été » menée par l'armée israélienne contre les activistes du Hamas dans la bande de Gaza pour des motifs similaires. Elle va durer plus d'un mois.

13 juillet 2006 : Fermeture de l'aéroport international de Beyrouth, pilonné par les Israéliens.

Routes, ponts et centrales électriques sont systématiquement visés, de même que la banlieue sud de la capitale, à majorité chiite. Le Hezbollah réplique par une campagne de tirs de roquettes sur Israël : Haïfa est touchée le 14 juillet. Le 17, avec l'intensification des frappes israéliennes, le Liban est soumis à un blocus maritime et aérien complet. Les pays occidentaux évacuent des milliers de ressortissants.

24 juillet 2006 : Visite de Condoleeza Rice à Beyrouth. Elle rencontre Fouad Siniora et le président du Parlement, Nabih Berri, sans parvenir à une cessation des hostilités.

25 juillet 2006 : Raid israélien sur Khiam, où quatre observateurs de l'ONU sont tués. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, estime cette attaque aérienne « apparemment délibérée ».

26 juillet 2006 : Conférence internationale sur le Liban, organisée à Rome, pour trouver une issue à la crise.

30 juillet 2006 : Deuxième massacre de Cana. Dans cette ville du Sud du Liban, déjà éprouvée en 1996, un bombardement israélien provoque la mort de plus de cinquante civils. L'opinion internationale commence à se retourner : la légitimité de la position d'Israël est sévèrement ébranlée. Mais, sur le terrain, l'offensive se poursuit au sol depuis le 19 juillet.

11 août 2006 : Adoption de la résolution 1701 de l'ONU, qui appelle à l'arrêt des combats, au retrait des troupes israéliennes et au déploiement d'une FINUL renforcée. Le Liban, puis Israël, se rallient à cette résolution.

14 août 2006 : Entrée en vigueur d'un cessez-le-feu après l'engagement du Hezbollah de cesser tout acte d'hostilité. En à peine plus d'un mois, le bilan de l'offensive israélienne est lourd : le coût des destructions est estimé à plus de 3,6 milliards de dollars ; surtout, plus de 1 200 Libanais ont été tués et 900 000 déplacés. En Israël, sont dénombrés 162 victimes, majoritairement militaires, et 400 000 déplacés. C'est une défaite stratégique et tactique pour l'Etat hébreu, qui n'a pas réussi, malgré sa puissance de feu et ses capacités de renseignement, à écraser la guérilla du Hezbollah. Le parti chiite, qui a tout de même subi des pertes sévères, apparaît comme le grand vainqueur du conflit. Par son intermédiaire, l'Iran redevient un partenaire diplomatique incontournable dans la région, tandis que le Liban est de nouveau plongé dans une instabilité politique et économique chronique.

17 août 2006 : Après quarante ans d'absence, l'armée libanaise entame son déploiement au sud du pays. Ne comptant que 70 000 hommes et ne disposant ni d'aviation, ni d'artillerie lourde, elle doit participer, aux côtés de la FINUL II, à la sécurisation de la frontière avec Israël.

7-8 septembre 2006 : Levée du blocus imposé par Israël au Liban depuis le déclenchement de la guerre, le 12 juillet précédent.

1^{er} octobre 2006 : Départ des troupes israéliennes des dernières positions occupées au Sud-Liban, à l'exception du village de Ghajar, à cheval sur la frontière entre Israël, le Liban et la Syrie, et revendiqué par toutes les parties.

11 novembre 2006 : Echec à Beyrouth des négociations sur la formation d'un gouvernement d'union nationale. Départ du gouvernement des chiites du Hezbollah et du mouvement Amal. Le 13 novembre, les ministres en place peuvent approuver le projet d'un « tribunal spécial » chargé de juger les assassins de Rafic Hariri. Mais la crise politique ainsi ouverte va se prolonger et prendre rapidement la forme d'une « guerre civile larvée », les rivalités confessionnelles ancestrales étant exacerbées par les tensions régionales, mettant aux prises le gouvernement sunnite, appuyé par les pays occidentaux et leurs alliés égyptiens et saoudiens, avec l'opposition chiite pro-syrienne soutenue par l'Iran. Les Druzes de Walid Joumblatt restent fidèles au gouvernement Fouad Siniora, tandis que les chrétiens se divisent entre anciens miliciens des Forces libanaises, pro-gouvernementaux, et partisans du général Aoun, alliés au Hezbollah.

21 novembre 2006 : Assassinat à Beyrouth du ministre de l'Industrie maronite Pierre Gemayel, fils de l'ancien président Amine Gemayel et neveu de Béchir Gemayel, éliminé en septembre 1982 après son élection à la présidence de la République. Le même jour, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve le projet de création du Tribunal spécial pour le Liban. Dès le mois de décembre débutent des manifestations de rue rassemblant l'ensemble des opposants au Premier ministre Fouad Siniora, dont la démission est réclamée. Un *sit-in* devant le siège du gouvernement rassemble, avec les partis communiste et de gauche, les partisans du Hezbollah et du général Aoun. Il va durer plus d'un an.

3 janvier 2007 : Quatre cents étudiants arméniens manifestent leur hostilité au gouvernement pour protester contre la venue du Premier ministre turc Radjab Tayeb Erdogan au Liban.

6 janvier 2007 : Après l'annonce par le gouvernement, le 4 janvier, d'un programme de réformes économiques draconiennes, l'opposition parlementaire et politique se renforce avec le ralliement du chef de la Confédération générale des travailleurs du Liban et de la majorité des milieux syndicaux. Le 22 janvier, un appel à la grève générale est lancé. Le lendemain, le début du mouvement se solde par des heurts violents entre chiïtes et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale (6 morts et plus de 110 blessés). Fouad Siniora se déclare finalement prêt à entamer le dialogue avec l'opposition.

25 janvier 2007 : Conférence internationale sur le Liban, dite « Paris III ». En contrepartie de l'engagement de réformes économiques visant à enrayer la crise financière, le Liban obtient 7,6 milliards de dollars de promesses de dons ou de prêts. Les Etats-Unis s'engagent sur une aide de 770 millions de dollars (594 millions d'euros), et la France sur un prêt de 500 millions d'euros à des conditions avantageuses.

30 mai 2007 : Malgré le discrédit frappant l'enquête internationale déclenchée à la demande de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU décide, de justesse (10 voix sur 15), la création d'un tribunal spécial chargé de juger les assassins d'Hariri (résolution 1757).

14 et 15 juillet 2007 : Rencontre interlibanaise de la Celle-Saint-Cloud, en banlieue parisienne, sous l'égide de la France. Les participants (28 représentants mandatés par les 14 formations politiques ayant participé au dialogue national et 5 membres de la société civile libanaise) réaffirment la nécessité du plein respect des fondements de l'Etat libanais et du « bloc de constitutionnalité » (Constitution, Pacte de 1943 et Accords de Taëf) ; le soutien à l'armée libanaise ; l'affirmation de la souveraineté et de l'indépendance avec l'appui de la communauté internationale ainsi que le rejet d'une quelconque tutelle extérieure ; le rappel de l'importance du dialogue national engagé en 2006 ; le respect de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies pour une stabilisation durable du pays (notamment au sud en ce qui concerne la résolution 1701) et, enfin, la condamnation de toute forme de violence politique. Cependant, cette rencontre ne permet aucune avancée concrète, le clivage politique entre majorité et opposition demeurant sur l'échéance présidentielle et l'élargissement du gouvernement. La France poursuit ses efforts de conciliation : le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, se rend de nouveau au Liban du 27 au 29 juillet suivant, après une première visite au mois de mai 2007.

2 septembre 2007 : Reprise du contrôle du camp de réfugiés palestiniens de Nahr-el-Bared, à Tripoli, par l'armée libanaise du général Michel Sleimane. La bataille contre le groupe djihadiste Fatah al-Islam aura duré plus de trois mois et fait 385 morts, dont 163 dans les rangs de l'armée libanaise – parmi lesquels 13 officiers. Ce conflit aura constitué le baptême du feu de la nouvelle armée libanaise, qui confirme être l'une des rares institutions relativement solides du pays, malgré ses faiblesses intrinsèques : seuls 10 000 hommes sur 40 000 sont considérés comme opérationnels, et le clivage est important entre la troupe (composée à 70 % de chiïtes) et l'encadrement (70 % de sunnites et de chrétiens). Dès le 24 novembre, le président sortant Emile Lahoud ayant quitté ses fonctions, les pressions internationales se manifestent pour voir le général Sleimane accéder à la présidence de la République.

11 décembre 2007 : Un attentat à la voiture piégée à Baada, quartier chrétien de la banlieue de

Beyrouth, fait quatre victimes, dont le général François El-Hadj, qui avait dirigé les opérations contre les islamistes du Fatah al-Islam dans le camp de réfugiés de Nahr-el-Bared. Il faisait figure de successeur de Michel Sleimane à la tête de l'armée libanaise en cas d'élection de ce dernier à la présidence du Liban. C'est le seizième attentat contre des cibles civiles et des personnalités politiques depuis l'assassinat, en février 2005, de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Le 25 janvier 2008, ce sera au tour du capitaine Wissam Eid, un sunnite membre d'une unité de renseignements des forces de sécurité intérieure, d'être éliminé dans la partie à majorité chrétienne de la capitale (8 autres personnes périssent dans l'attentat). Ces assassinats s'inscrivent dans un contexte de forte tension, accentué par la vacance au sommet de l'Etat et la tournée du président américain George W. Bush dans les pays arabes : quelques jours plus tôt, une attaque visait la FINUL dans le Sud du pays, et un véhicule diplomatique américain était la cible d'un attentat à la voiture piégée à Beyrouth (3 morts et 16 blessés).

28 décembre 2007 : Report de l'élection présidentielle, pour la onzième fois depuis le 25 septembre précédent. Le lendemain, la France accuse Damas de ne pas laisser le Liban élire un « président de consensus » et annonce la rupture de ses contacts avec la Syrie. Le 2 janvier 2008, c'est à la Syrie de suspendre sa coopération diplomatique avec la France dans la recherche d'une solution à la crise politique au Liban.

27 janvier 2008 : Violents incidents armés lors de manifestations de rue à Beyrouth, entre l'armée et les miliciens d'Amal, dans le quartier chrétien de Ain-el-Remmaneh (8 morts, 40 blessés). Ces violences sont les plus sanglantes depuis les affrontements de janvier 2007 entre partisans pro-gouvernementaux et miliciens chiites, qui avaient fait sept victimes. Amal et le Hezbollah appellent au calme. L'armée libanaise est déployée à Beyrouth et une journée de deuil national est décrétée.

12 février 2008 : Assassinat à la voiture piégée, à Damas, de l'un des principaux responsables militaires du Hezbollah, Imad Moughnieh. Le 14 février, ses obsèques dans la banlieue sud de Beyrouth sont l'occasion d'une démonstration de force du Parti de Dieu, tandis que, dans le centre de la capitale, place des Martyrs, des centaines de milliers de manifestants pro-gouvernementaux commémorent le troisième anniversaire de l'assassinat de Rafic Hariri. Deux Liban se font face.

6 au 12 mai 2008 : Le gouvernement engage l'épreuve de force avec le Hezbollah, en limogeant le directeur de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth et en mettant en cause le réseau de télécommunications autonome de la milice chiite. La riposte est immédiate et violente : appuyés par le Hezbollah depuis la banlieue sud de Beyrouth, les miliciens d'Amal du président du Parlement Nabih Berri chassent les militants sunnites pro-gouvernementaux de la banlieue ouest et assurent aux chiites le contrôle des secteurs musulmans de la capitale (65 morts et 200 blessés en moins d'une semaine). Les combats s'étendent dans le reste du pays à partir du 10 mai : à Halba, dans le Nord, des accrochages entre des partisans du Parti social nationaliste syrien et du Courant du Futur de Saad Hariri font cinq victimes ; à Tripoli, des combats à l'arme lourde font un mort et cinq blessés et provoquent la fuite de 7 000 personnes ; des affrontements sont également signalés dans la montagne près de Beyrouth, dans le district d'Aley, à majorité druze (11 morts et 20 blessés). L'armée libanaise, impuissante à enrayer la déroute des milices gouvernementales dans la capitale, se voit confier le contrôle des quartiers sunnites par les miliciens chiites, et se déploie aussi à Tripoli après l'arrêt des violences. Cet épisode est un échec sévère pour le Premier ministre Fouad Siniora et le chef de la majorité parlementaire Saad Hariri, qui sont contraints de se plier aux exigences du Hezbollah pour sortir de la crise politique ouverte en novembre 2006. Le 12 mai, des médiateurs de la Ligue arabe arrivent à Beyrouth et entament les négociations.

21 mai 2008 : Accord de Doha sous l'égide du Qatar et de la Ligue arabe. Adopté par les partis politiques libanais, il convient de l'élection par le Parlement du général Michel Sleimane à la présidence de la République et de la formation d'un gouvernement d'union nationale composé de trente ministres, dont seize appartenant à la majorité, onze à l'opposition (soit la minorité de blocage réclamée par le Hezbollah depuis des mois) et trois à la présidence. Les parties s'engagent, en vertu de cet accord, à ne pas démissionner ou entraver le travail du gouvernement.

L'accord entérine par ailleurs l'adoption de la loi électorale de 1960 amendée avec la formation de trois arrondissements électoraux à Beyrouth, et les factions libanaises prennent l'engagement de renoncer à l'usage des armes afin de permettre le renforcement de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire. Le général Sleimane est élu le 25 mai, et Fouad Siniora reconduit, mais les blocages politiques persistent sur la distribution des ministères du gouvernement d'union nationale. Sur le terrain, les incidents armés se multiplient entre factions rivales – chiïtes et sunnites principalement. Le bilan des affrontements est de soixante-cinq morts entre les mois de mai et juin.

23 juin 2008 : Déploiement massif de l'armée libanaise et de policiers des forces de sécurité intérieure (FSI) à Tripoli, théâtre depuis deux jours de violents accrochages entre miliciens sunnites et alaouites, fidèles au Hezbollah (8 morts, 45 blessés). Attentats et heurts sporadiques se poursuivent dans différents quartiers de la ville.

1^{er} juillet 2008 : Dans un rapport, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'inquiète de la présence d'éléments armés non identifiés dans la zone d'opération de la FINUL, ainsi que des restrictions sur sa liberté de mouvement et la surveillance dont elle fait l'objet. Il est également demandé à Israël de cesser ses survols aériens qui ont atteint « un niveau record durant les mois de mars et avril ». Enfin, l'ONU réitère son souhait de voir se constituer le plus rapidement possible le gouvernement libanais d'union nationale prévu par l'accord de Doha. Ce sera chose faite le 11 juillet, en donnant entière satisfaction aux revendications du Hezbollah – y compris la nomination d'Ali Kansa, ex-président du Parti syrien national social (PSNS) fortement contesté par la majorité parlementaire.

16 juillet 2008 : En application d'un accord passé entre Israël et le Hezbollah, libération des cinq derniers détenus libanais de l'Etat hébreu. A Dahié, fief du Hezbollah, des dizaines de milliers de partisans du mouvement chiïte se rassemblent pour les accueillir. Le doyen des détenus arabes en Israël, le Druze Samir Kantar, qui a passé près de trente ans en prison, déclare que « la résistance est devenue une force qui ne pourra jamais être vaincue »... C'est un nouveau succès et une démonstration de force pour le Hezbollah, qui apparaît plus que jamais comme la pièce maîtresse de l'échiquier libanais.

13 août 2008 : Recevant le général Sleimane à Damas, Bachar El-Assad multiplie les gestes d'apaisement. Il s'engage notamment à ouvrir, pour la première fois dans l'histoire des deux pays, une représentation diplomatique à Beyrouth.

3 et 4 septembre 2008 : Visite d'Etat de Nicolas Sarkozy à Damas. Cette première visite d'un président français depuis celle de Jacques Chirac, en octobre 2002, parachève les retrouvailles franco-syriennes et permet à la Syrie de sortir de son isolement international. Paris reconnaît ainsi le rôle spécifique de la Syrie, notamment en prévision des élections législatives libanaises de 2009, mais cherche surtout à contrarier l'axe Damas-Téhéran. Au Liban, les violences se poursuivent.

15 octobre 2008 : Pour la première fois depuis leurs indépendances, la Syrie et le Liban établissent officiellement, à Damas, des relations diplomatiques « sur la base du respect de leurs souverainetés respectives ».

Février 2009 : La presse américaine révèle l'arrestation au Liban, en juillet 2008, d'une trentaine de personnalités accusées d'espionnage au profit d'Israël, dont le chef – Ali al Jarrah, un sunnite libanais – est un cousin de Ziad al Jarrah, l'un des auteurs des attentats du 11 septembre 2001.

1^{er} mars 2009 : Ouverture à La Haye du Tribunal spécial pour le Liban, qui doit se pencher sur les crimes de « terrorisme » perpétrés en 2005. Le tribunal ordonne, le 29 avril, la remise en liberté de quatre officiers supérieurs libanais détenus à Beyrouth depuis août 2005, à la suite de l'attentat perpétré contre Rafic Hariri. Il était apparu que le témoin, un repris de justice, dont les déclarations avaient conduit à leur arrestation, n'était guère fiable et la commission d'enquête avait même requis leur libération, sans être suivie par le gouvernement libanais, qui s'incline en revanche devant la décision du tribunal. Le mystère demeure donc quant aux commanditaires des

attentats de 2005.

7 juin 2009 : Les élections législatives (avec une participation à 54,08 %, ce qui est, pour le Liban, un bon chiffre) donnent la victoire à l'Alliance du 14-Mars formée après l'attentat contre Rafic Hariri. Composée du Courant du Futur (Saad Hariri), des socialistes progressistes de Walid Joumblatt (en fait les Druzes), des Forces libanaises (chrétiennes) de Samir Geagea, et du parti phalangiste d'Amine Gemayel, l'Alliance du 14-Mars obtient 71 sièges sur les 128 que compte le Parlement. L'opposition (Alliance du 8-Mars), qui réunit 57 sièges, est formée des deux partis chiites (le Hezbollah de Hassan Nasrallah et le mouvement Amal de Nabih Berri), du Courant patriotique libre (chrétien) de Michel Aoun et du mouvement Marada (chrétien lui aussi) de Soleiman Frangié. Saad Hariri apparaît comme le vainqueur du scrutin, mais la constitution d'un gouvernement s'annonce délicate du fait de la logique communautaire qui réserve une part du pouvoir au camp chiite, entièrement rassemblé au sein de l'Alliance du 8-Mars. Israël s'est invité dans la préparation de ces élections en annonçant, par la voix de Ehoud Barak, le ministre de la Défense, qu'en cas de victoire du Hezbollah, l'Etat hébreu serait désormais en mesure de s'en prendre à l'ensemble du Liban, sans se limiter aux cibles constituées par les régions ou les quartiers contrôlés par le mouvement chiite.

24 juin 2009 : Washington annonce le retour d'un ambassadeur américain à Damas, dix jours après une rencontre à Damas entre Bachar al Assad et George Mitchell, l'envoyé spécial de la Maison blanche pour le Proche-Orient, qui sera de retour dans la capitale syrienne le 26 juillet.

27 juin 2009 : Le général Sleimane, président de la République, désigne Saad Hariri comme Premier ministre. Celui-ci, soutenu par 86 députés (dont ceux du mouvement chiite Amal), annonce son intention de constituer un gouvernement d'union nationale. Saad Hariri peut compter sur le soutien de l'Arabie saoudite (il en a la nationalité et sa famille y est installée), de l'Egypte et des Occidentaux.

7 septembre 2009 : Le projet de gouvernement présenté par Saad Hariri est rejeté par la minorité. La formule proposée respecte pourtant la répartition des portefeuilles, conformément à un accord conclu entre les deux camps : quinze ministres pour la majorité, dix pour la minorité, cinq « neutres » relevant du président de la République. Mais les adversaires de Saad Hariri refusent qu'il désigne à leur place les ministres relevant de la minorité... Le 10 septembre, Saad Hariri annonce qu'il renonce à constituer le gouvernement, mais il est clair que le général Sleimane va de nouveau se tourner vers lui pour qu'il engage une nouvelle tentative.

Octobre 2009 : Visite à Damas du roi d'Arabie Abdallah. Le rapprochement entre Arabie saoudite et Syrie ne peut que favoriser la stabilisation du Liban. Il s'explique par le souci des Saoudiens et des Occidentaux d'éloigner Damas de Téhéran, au moment où se durcit le conflit relatif au programme nucléaire iranien.

9 novembre 2009 : Saad Hariri parvient à former un gouvernement d'union nationale, après cinq mois de blocage. Les alliés de la Syrie y ont la part belle, malgré leur défaite électorale du 7 juin. Et le Druze Walid Joumblatt, l'un des principaux leaders de l'Alliance du 14-Mars, s'appête lui aussi à faire le voyage de Damas alors que, au plus fort de la « révolution du cèdre » de 2005, il était allé le plus loin dans la dénonciation du régime syrien... Il apparaît que la polarisation de la vie politique libanaise entre pro et antisyriniens est en voie d'être dépassée.

19-20 décembre 2009 : Voyage à Damas de Saad Hariri. Il scelle une apparente réconciliation entre la Syrie et le Liban. La question du Tribunal spécial pour le Liban n'est même pas évoquée.

2011 : Le déclenchement de la guerre civile qui affecte la Syrie voisine va être lourd de conséquences pour le Liban où se cristallisent les antagonismes confessionnels entre le Hezbollah shi'ite pro-iranien et la communauté sunnite, la communauté chrétienne étant elle-même divisée.

2014 : A partir du mois de mai, le Liban n'a plus de président, du fait de l'incapacité des députés à trouver un successeur à Michel Sleimane arrivé au bout de son mandat. L'armée affronte à plusieurs reprises les combattants islamistes déployés dans la Bekaa, à la frontière avec la Syrie.

Le ralentissement de la croissance et l'augmentation de la dette, estimée à 145% du PIB, n'arrangent pas les choses au moment où le pays doit compter avec l'afflux de plus d'un million et demi de réfugiés syriens.

2015 : Le Liban connaît la "crise des déchets". L'absence de décharges en nombre suffisant a entraîné dans le Grand Beyrouth une suspension du ramassage des poubelles qui a engendré dans la population un vif mécontentement. Au delà de la crise environnementale, cette affaire a révélé l'incapacité de l'Etat à créer les infrastructures nécessaires et à maîtriser la défaillance des services publics, confirmée par les pénuries intervenues dans la fourniture d'électricité et l'alimentation en eau. Les manifestations engendrées par cette crise n'ont pas entraîné le départ d'une classe politique jugée corrompue.

Les difficultés politiques du pays n'ont pas compromis un redémarrage économique qui s'est confirmé en 2008-2009, avec un afflux record de touristes (+ 46 % entre 2008 et 2009), un bilan des activités bancaires largement positif – alors que le reste du monde se trouve confronté à la crise économique et financière la plus grave à laquelle il ait eu à faire face depuis la seconde guerre mondiale – et un essor spectaculaire de la construction immobilière. Ces résultats ne doivent pas dissimuler cependant les immenses inégalités dont souffre le pays et l'insuffisance des infrastructures dans nombre de régions ou de quartiers défavorisés. La formation, même si elle fut laborieuse, d'un gouvernement bénéficiant de nombreux soutiens étrangers et la détente intervenue dans les relations avec la Syrie ne peuvent dissimuler les menaces qui pèsent toujours sur le Liban. Israël attend la première occasion pour prendre sa revanche contre le Hezbollah qui l'a tenu en échec en 2006 et il est clair que Tsahal s'en prendra, cette fois, à l'ensemble du pays, dans la mesure où la participation du Hezbollah au pouvoir encourage le gouvernement de Benyamin Netanyahou, soutenu par les sionistes les plus radicaux, à durcir sa position, au moment où la crise du nucléaire iranien peut apparaître propice au développement de toutes les surenchères.

2016 : Le tourisme et l'économie en général sont affectés par la crise syrienne qui encourage de nombreux diplômés à émigrer, le chômage étant passé par ailleurs de 11% à 20% de la population active entre 2011 et 2015

Octobre 2016 : Michel Aoun est élu président de la République après plus de deux ans et demi de vacance du pouvoir à la tête du pays. Allié du Hezbollah depuis 2006, il a accepté la formation, à la mi-décembre, d'un gouvernement d'entente nationale rassemblant pro et antisyriniens, présidé par Saad Hariri, déjà premier ministre de 2009 à 2011. Ce gouvernement est chargé de préparer les élections législatives prévues en 2017 après avoir été reportées à deux reprises. Furieuse de l'influence grandissante du Hezbollah, l'Arabie saoudite a gelé les livraisons d'armes promises à l'armée libanaise pour lutter contre les groupes djihadistes agissant à la frontière syrienne. La "crise des déchets" a été surmontée sans que l'opposition issue de la société civile ait pu en tirer profit lors des élections municipales du printemps 2016.

Des difficultés persistent et, même doté d'impressionnantes capacités à rebondir et à surmonter les vicissitudes d'une histoire souvent dramatique, le petit Liban est confronté à un avenir incertain, qui sera largement déterminé par l'évolution des tensions régionales.

Partir en voyage avec Clio



[Trésors du Liban, Byblos, Sidon, Baalbek](#)

LB 31 - 7 jours

Ce petit pays a vu se superposer au fil des siècles toutes les civilisations du Proche Orient ancien. L'antique patrie des coureurs de mer phéniciens fut soumise aux Égyptiens, aux Assyriens, aux Perses, ... [Découvrir ce voyage](#)

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés